

land



N°11 · 15.03.2024 · 71. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

« Faire quelque chose »

Le ministre des Affaires étrangères explique sa diplomatie *behind the doors*. Le Vice-Premier ministre assume le virage sécuritaire du gouvernement

S. 3

Wenn es wirklich ernst wird

Ist Luxemburg juristisch auf eine Teilnahme an einem richtigen Krieg vorbereitet?

S. 7

„Mir hunn d’Patronen gefaart“

Die seit Jahrzehnten an Zustimmung verlierende LSAP konnte im Oktober ihren Negativtrend einstweilen stoppen. Am 9. Juni steht die nächste Bewährungsprobe an

S. 8

WIRTSCHAFT

« Carrément verréckt »

La contrebande de tabac au service du budget luxembourgeois (1919-2024)

S. 14

FEUILLETON

Bastion de résistance

Après lui avoir fait subir un traitement indigne, le pays peut enfin compter sur un musée de la Résistance et des Droits humains qui lui fait honneur. Il était temps

S. 18

Foto: Sven Becker



6,00 €

LEITARTIKEL

Damage control

IIII Sarah Pepin

Kaum scheint sich die Debatte um das Bettelverbot beruhigt zu haben, kommt die nächste Volte. In einer institutionellen Krise befänden wir uns nicht, sagte Luc Frieden Ende Januar und „es wird sie unter dieser Regierung auch nicht geben“. Dass die Generalstaatsanwältin Martine Solovieff sich in einem Schreiben bei Innenminister Léon Gloden (CSV) beklagt, ist vielleicht nicht historisch, aber trotzdem beachtlich. Die Kriminalpolizei könne aufgrund der 880 Stunden an Polizeieinsätzen, die die letzte Zeit anfielen, um die Stadt so weit wie möglich armuts- und bettelfrei zu halten, in dieser Zeit nicht an den 1 291 anderen Akten, etwa sexuellen Missbrauchs und Wirtschaftskriminalität, arbeiten, schrieb sie. Sie wurden auf Eis gelegt, um prioritär gegen das sogenannte organisierte Betteln vorzugehen.

Eine Schwächung der Institutionen und der inneren Sicherheit durch seine Vorgehensweise weist Innen- und Polizeiminister Léon Gloden von sich. Er steht jedoch unter Druck. Weder bei der Polizei noch bei der Generalstaatsanwaltschaft hat er sich mit seiner autoritären Vorgehensweise beliebt gemacht. Polizeibeamte wurden abgezogen und durften ihrer eigentlichen Arbeit nicht mehr nachgehen, die Justiz entrüstete sich über politische Prioritätensetzung. Seine sicherheitspolitischen Entscheidungen rechtfertigt Léon Gloden knapp drei Monate nach Amtsantritt mit der Nicht-Aktion der vorigen Regierung, den Brief der Generalstaatsanwältin interpretiert er als Hilferuf. Er sei Solovieffs erster Alliiertes, sagte er am Montagmorgen im *RTL*-Radio. Er betreibt Schadensbegrenzung. Seine Vorgehensweise legitimiert er mit dem diffusen Unsicherheitsgefühl der Nation. Als Anwalt rhetorisch gewandt, erklärt er der politischen Opposition und den Medien, das Problem liege nicht dort, wo sie es verorten. Elisabeth Margue, CSV-Justizministerin, hält sich bedeckt.

Am Dienstag antwortete Gloden der Opposition im Parlament, man solle *terre à terre* argumentieren. Besonders bodenständig und ministerhaft ist seine Amtszeit bisher nicht – kürzlich musste er zugeben, keine Beweise für die deutschen Limousinen mit belgischen Kennzeichen zu haben, die vermeintlich organisierte Bettelbanden in die Stadt bringen und mit denen er die Polizeiregelung legitimiert hatte. Sind die ständige Offensive, das Zurückrudern und die Alliiertensuche vor allem Ausdruck eines persönlichen Geltungsbedürfnisses? Der Regierung kann es jedenfalls nur ein Dorn im Auge sein.

Sie ist immerhin mit dem Versprechen einer neuen Politik angetreten. Ein solches Versprechen zieht nach sich, Aktionen walten zu lassen – und zwar schnell. Dem kam Gloden nach. Gleichzeitig will Schwarz-Blau kaum mehr den verstaubten CSV-Staat verkörpern, wie er vor 2013 die Norm war. Gesellschaftspolitisch hat sich das Land modernisiert. Diese Reformen wird die Regierung nicht rückgängig machen. Dem Land wird bloß eine neue Haube der Geschäftsfreundlichkeit aufgesetzt. Ausreißer kann man für dieses Projekt nicht gebrauchen.

Premier Luc Frieden, der sich als CEO Luxemburgs sieht, äußerte bereits mehrmals in Interviews, über das Bettelverbot sei seiner Meinung nach „zu viel“ gesprochen worden. Sein Innenminister hat ihm bisher genügend Schwierigkeiten bereitet. Eingegriffen hat er trotzdem nicht. Er schlichtet, hält die Hand drauf. Dass ihm *de ganze Buttek* zu entgleiten drohen könnte, dafür spricht seine historische Entscheidung, morgen beim CSV-Kongress auch das Amt des Parteipräsidenten anzustreben. Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser. ●



Politik

« Faire quelque chose »

IIII Entretien : Pierre Sorlut

Le ministre des Affaires étrangères explique sa diplomatie *behind the doors*. Le Vice-Premier ministre assume le virage sécuritaire du gouvernement



Le gouvernement à la
Chambre pour
l'assermentation des
députés en novembre

Le nombre de victimes à Gaza a dépassé les 30 000 la semaine dernière, principalement sous les bombes de Tsahal. Circulent dorénavant des clichés d'enfants mourant de faim à cause du blocus opéré par le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Xavier Bettel (DP), s'est très vite rendu en Israël et en Palestine, après avoir reçu son mandat de ministre des Affaires étrangères. Nous l'avons rencontré mardi soir en son bureau au rez-de-chaussée du bâtiment Mansfeld pour évoquer la politique luxembourgeoise pour le Proche-Orient. Soussa casquette de Vice-Premier ministre, Xavier Bettel s'exprime en outre sur le virage sécuritaire opéré par le gouvernement de Luc Frieden.

D'Land : Depuis le 7 octobre, le nombre de victimes augmente de façon dramatique dans la bande de Gaza. L'Union européenne et, en son sein, le Luxembourg semblent impuissants face à ce drame humanitaire. Les demandes répétées de cessez-le-feu immédiat et de libération des otages ne semblent plus mener nulle part. N'est-il pas temps d'envisager d'autres mesures, comme des sanctions contre Israël ?

Xavier Bettel : Nous faisons partie de ce groupe de pays qui demandent un cessez-le-feu depuis le début. Des otages ont

été libérés quand les armes se sont tues. C'est donc la priorité des priorités. Car le drame humanitaire s'aggrave de jour en jour avec plus de 30 000 morts dont 70 pour cent de femmes et d'enfants. Les séquelles resteront après le conflit. Comment voulez-vous expliquer à un jeune Palestinien qu'il n'a ni eau, ni alimentation, ni école parce que son voisin veut se débarrasser du Hamas ? On a quand même aujourd'hui du mal à justifier un tel déferlement de violence. Nos contreparties israéliennes disent vouloir respecter le droit international, mais on voit surtout les gens mourir. La paix de la Palestine sera la paix d'Israël et vice-versa. Il n'y aura pas de paix si toutes les parties ne s'y engagent pas. Depuis le début, nous demandons la solution à deux États.

Pour l'instant, les vœux européens restent infructueux. N'êtes-vous pas favorable à des sanctions comme contre la Russie qui pourraient tordre le bras au gouvernement israélien ?

L'Irlande et l'Espagne ont demandé à la Commission européenne d'étudier une éventuelle révision d'accords existants avec Israël. On attend l'avis. Concernant les sanctions, nous avons demandé à condamner les colons violents. Mais même là, les États européens n'arrivent pas à se mettre d'accord.

Qui est contre ?

Les conseils ne sont pas publics. Mais des raisons de timing ou de principe sont avancées. On a réussi à isoler la Hongrie mais d'autres pays voient des problèmes à mettre le Hamas et les colons violents au même niveau. Nous devons prendre des mesures contre les colonies israéliennes. Les États-Unis l'ont fait. Mais ne demandez pas que je vous dise qu'on va s'entendre sur des sanctions (comme contre les responsables de l'invasion en Ukraine, ndlr), alors qu'on ne trouve même pas d'accord sur la question des colons violents. J'ai été un de ceux qui ont demandé des informations à la Commission pour prononcer des suspensions de visas ou des gels d'avoirs contre les colons, mais on nous a dit qu'il n'y avait pas de base légale sans décision européenne commune.

Le Luxembourg ne semble pas moteur dans la mise au ban d'Israël. Il pourrait pourtant prendre des mesures seul. Deux victimes du conflit ont rencontré vos services voilà quelques jours. Cet Israélien et ce Palestinien demandent par exemple que le Grand-Duché ferme son antenne commerciale à Tel Aviv.

Est-ce qu'on ferme notre ambassade à Moscou ?

Ici ce sont des intérêts économiques seulement.

Il est aussi questions d'intérêts économiques à Moscou, en plus de la mission diplomatique.

Donc, non, vous ne fermerez pas le Luxembourg Trade and Investment Office de Tel Aviv.

Ses activités sont plutôt réduites actuellement. Mais ce qui est important, c'est de garder le contact. La politique du symbole pour le symbole, isolé de son côté, cela ne sert à rien. Vous croyez vraiment qu'Israël va reconnaître la Palestine parce qu'on va fermer notre bureau à Tel Aviv ? Je privilégie les échanges avec les responsables politiques. J'en ai à tous les niveaux. Je n'en parle pas. Voilà quelques semaines j'aurais pu faire un *tweet* pour dire que j'ai eu un entretien avec untel, mais je n'en ai pas envie. À côté des décisions à prendre en commun, la diplomatie c'est aussi avoir une relation de confiance avec les gens au pouvoir. Il est plus utile d'avoir un appel avec des hauts responsables israéliens que de faire un *tweet* pour amasser les *likes*.

Un *tweet* permet d'envoyer un signal politique...

Je préfère avoir un échange direct et franc avec des responsables politiques pour leur dire « écoutez, faites gaffe à ce que vous faites » plutôt que de viser des *likes*. Vous savez, après la mort de Navalny, on a convoqué l'ambassadeur russe. Cela n'est jamais sorti dans la presse. Je n'en ai pas fait la publicité. On me l'a reproché au Parlement. Mais je n'ai pas envie de faire de politique du signal. J'ai envie de mener une politique efficace, en faisant passer des messages, plutôt que de l'affichage.

En tant que Premier ministre, vous aimiez afficher le Luxembourg comme pionnier dans certains domaines. Ça aurait pu être le cas aussi en défense étrangère...

Je ne suis plus Premier ministre, mais chef de la diplomatie. Et pour moi, une grande partie de la diplomatie consiste à maintenir des relations de confiance. J'ai appris à moins communiquer que quand j'étais Premier ministre.

Donc vous vous donnez principalement le rôle de médiateur ?

Entre autres, oui. Ma première visite à l'étranger, dans mes nouvelles fonctions, était justement en Israël et en Palestine. Chez les deux parties, j'ai gardé le même propos. Je n'ai pas tenu un discours pro-palestinien chez les Palestiniens et pro-israélien chez les Israéliens. Et à la fin, ils m'ont dit « reviens ». Je n'ai pas dû faire tout faux. J'ai pu créer une relation de confiance.

N'envoyez-vous pas plutôt là le signal que chacun peut faire ce qu'il veut et qu'il ne sera pas condamné ?

Mais nous agissons. L'UE, avec ses règles actuelles, est très limitée dans ses compétences. C'est pour ça que certains d'entre nous, les *like-minded states*, prenons des initiatives et rappelons cette solution à deux États. J'ai été un de ceux qui ont demandé à la Commission de préparer des *guidelines* pour sanctionner les colons violents. Nous ne fermons pas les yeux. Nous prenons le téléphone et disons les choses.

Cela ne semble pas trop porter ses fruits...

Qu'en savez-vous ?

On constate tous les jours l'augmentation des morts, même sur des convois humanitaires...

Je dois malheureusement vous décevoir. Ni le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg ni même son Premier ministre ne peuvent imposer ici quoi que ce soit. Nous essayons plutôt de bâtir des ponts, de discuter avec les uns et les autres, de voir comment joindre les initiatives. Je retourne d'ailleurs au mois de mai dans la région à la demande des deux parties. Je ne suis peut-être pas utile, mais je ne sers pas à rien.

Nous ne sous-entendons pas que vous êtes inutile, mais nous disons que le drame humain s'aggrave de jour en jour.

On le voit bien, au niveau international, avec l'Onu, dont le secrétaire général demande un cessez-le-feu depuis le premier jour. Mais le système international est tel que le veto d'un seul pays peut bloquer toute initiative. Personnellement, j'ai expliqué aux Israéliens qu'ils risquaient de perdre leurs alliés, ceux qui essaient de les défendre et même ceux qui essaient de les comprendre.

En parlant de droit international, en février votre directeur juridique a plaidé à La Haye, sur les conséquences juridiques de la colonisation israélienne. Il a notamment constaté que « le développement de colonies de peuplement et le morcellement qui en découle, portent gravement atteinte au droit à l'autodétermination du peuple palestinien et entravent de ce fait l'édification d'un État de Palestine viable ». Ne pensez-vous pas qu'à ce stade, reconnaître la Palestine serait l'étape logique et nécessaire pour inverser la spirale de la violence ?

On a plaidé à La Haye pour répéter, clairement, qu'Israël ne respectait pas ses engagements. C'était notre manière de dire aussi qu'on ne pouvait pas rester aveugle et insensible. Concernant la question de la reconnaissance de la Palestine, au Parlement et au gouvernement, on a toujours dit qu'on allait se coordonner avec d'autres pays européens. Si l'on veut vraiment changer quelque chose, on doit prendre une initiative commune et je pense qu'on n'est pas très loin, notamment avec les *like-minded states*.

Vous faites référence à ce groupe de sept-huit États parmi lesquels la Belgique, l'Irlande, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et des fois la France ?

Vous êtes bien informé.

Candidat aux législatives 2018, vous déclariez sur *Smartwielen* que vous étiez plutôt défavorable à la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État. Est-ce que votre avis a évolué ?

Je suis pour une reconnaissance. Mais je pense que le moment doit être coordonné. Cela ne doit pas être une décision individuelle. Ma position n'a pas changé depuis 2018. J'ai dit au ministre des Affaires étrangères palestinien, « ne me demande pas la reconnaissance maintenant. Nous essayons maintenant d'avoir un cessez-le-feu. Je n'ai pas d'unanimité pour les sanctions. Des gens sont contre. Si tu me demandes maintenant la reconnaissance, je vais encore plus diviser le camp européen. Si on veut être forts, si on veut faire pression, c'est l'unité qui fonctionne. Donc ne nous demande pas de nous diviser. » La priorité est de tous se concentrer sur un cessez-le-feu. Que l'on soit unanime. Je vous rappelle que des pays n'arrivaient pas à prononcer le mot. Maintenant nous sommes plus proches d'un accord. Je voudrais vraiment éviter une nouvelle division sur ce sujet-là.

Est-ce que, en tant que Premier ministre, vous bridiez, Jean Asselborn, dans sa volonté de reconnaître la Palestine en tant qu'État ?

Je n'ai jamais bridé qui que ce soit. Nous avions pris une position commune. Je sais que Jean demande maintenant, à travers une pétition, de le faire. Moi, je n'ai pas de leçons à donner aux uns et aux autres. Le moment opportun sera celui où l'on arrivera à faire quelque chose qui marque.

D'accord. Donc ce n'est pas le moment opportun de reconnaître la Palestine...

Je pense qu'on n'en est pas loin. Le *momentum* n'a jamais été aussi proche. Mais le mettre à l'ordre du jour, maintenant, nuirait à ma demande de cessez-le-feu, la priorité numéro un. Les Israéliens doivent comprendre que la paix pour les Palestiniens sera leur paix.

Il y a trois semaines, vous nous aviez dit réserver au Parlement votre avis sur la pétition demandant la reconnaissance de la Palestine. Dans les minutes suivantes, le Premier ministre a lâché que le moment ne se prêtait pas à une reconnaissance. Comment vous répartissez-vous les rôles ? À Luc Frieden les *hard politics* et à vous le *soft power* ?

Luc Frieden a parlé après un conseil du gouvernement. On avait abordé le sujet, donc il a fait le bilan des discussions qu'on avait eues le matin [le ministère d'État avait dit au *Land* que le sujet n'avait pas été évoqué en conseil, ndlr]. Mais il n'y a pas de *bad guy* ou de *good guy* au gouvernement. On se met d'accord. J'ai Luc Frieden jusqu'à trois fois par semaine au téléphone. On échange sur tout. C'est important de coordonner à deux partis au gouvernement. À trois c'est déjà un peu moins évident.

Dans l'accord de coalition, il est question d'approfondir les relations transatlantiques. Comment envisagez-vous d'approfondir ces relations avec une administration Trump ?

Laissons les Américains voter. On verra après. Je suis convaincu qu'on continuera à travailler avec les États-Unis quelle que soit l'issue du vote. On a eu quatre ans de Trump, on est tous encore là. C'est vrai que c'est un autre style. J'ai commencé avec Barack Obama. Puis il y a eu Donald Trump et Joe Biden. J'ai connu trois styles différents.

Autre style, autre sujet : comment vous positionnez-vous par rapport aux déclarations d'Emmanuel Macron sur la dynamique de soutien à l'Ukraine et sur le fait qu'on ne puisse exclure un envoi de troupes ?

On fera tout pour éviter l'envoi de troupes. Tout envoi de troupes risque de marquer le début d'un nouveau conflit. On aide matériellement l'Ukraine tant qu'on peut, mais l'envoi de troupes sera utilisé côté russe pour justifier des choses qui ne vont pas dans l'intérêt de tous. Je pense qu'Emmanuel [Macron, ndlr] a voulu mettre de la pression. L'envoi de troupes ne doit être que la dernière des dernières solutions. Et encore.

Un sujet un peu plus gai. Vous revenez de Californie où vous avez porté la casquette de ministre du Commerce extérieur. Le patronat vous prête de grandes qualités pour ramener dans vos filets des capitaux étrangers. Qu'en est-il ?

J'ai appris une chose ces dix dernières années. Je n'annonce rien tant que ce n'est pas bouclé. Je sais que d'autres collègues ont besoin d'annoncer avant de concrétiser. Moi, je concrétise puis j'annonce. Mais les échanges ont été bons. Le Commerce extérieur, pour moi, c'est mettre le Luxembourg sur la carte, pour ceux qui ne connaissent pas, et fidéliser ceux qui y ont déjà des intérêts. On le fait avec les autres ministères concernés. D'ailleurs, j'ai participé au Trade and Investment Board hier, avec le Grand-Duc héritier et Lex Delles [ministre de l'Économie, ndlr]. C'était super. Nous avons eu un très bon échange.

Politique intérieure maintenant. On se tourne vers le Vice-Premier ministre. Votre collègue chargé des Affaires intérieures, Léon Gloden, a reproché lundi sur les ondes de *RTL* l'attentisme des rouges et des verts, quand ils étaient en charge, avec vous Premier ministre, en matière de sécurité. Le ministre CSV a également véhiculé des contrevérités sur des limousines allemandes avec des plaques belges qui débarqueraient des gens pour mendier. Êtes-vous toujours à l'aise avec votre partenaire de coalition ?

C'est vrai que la situation s'est empirée ces dernières années. Je le reconnais. La réponse est très dure à trouver. C'est surtout la mendicité qui est combattue. Mais on rentre aussi dans un débat sur l'insécurité, la drogue... moi j'habite dans un quartier qui est assez chaud, à Bonnevoie. Des toxicomanes consomment de l'héroïne dans ma rue. On peut ressentir de l'insécurité. Ils ne m'ont rien fait, mais des parents, qu'en pensent-ils pour leurs enfants ?

Avec Léon Gloden est surtout évoquée la lutte contre la mendicité et les moyens déployés

Non, mais c'est un tout. C'est cette question à laquelle il faut répondre : Est-ce que je me ressens libre en mon enceinte privée si moi-même, en tant que personne individuelle, on m'aborde régulièrement dans la rue pour demander cinq euros ou un chèque-repas ? Je comprends ce sentiment d'insécurité. On a commencé à discuter du *Platzverweis* puis d'autres règlements. Mais il n'y a pas de



Xavier Bettel,
mardi 12 mars

solution miracle. Nous avons pris une décision, c'est d'attaquer la mendicité organisée, même s'il est difficile de dire si elle est organisée ou pas. Mais je n'aime pas qu'on fasse l'amalgame, de considérer un SDF ou un toxicomane comme un danger. Il faut avoir un débat serein.

Il n'est pas très serein le débat, là...

Non, il ne l'est pas. Mais je pense qu'on était aussi obligés d'agir. Beaucoup de gens se sentent moins en sécurité. Rien faire n'était pas une solution. Puis il y a la question de la *Fixerstuff*, à Luxembourg et à Esch. Est-ce que c'est normal que tout soit aussi concentré ? Ne devrions-nous pas décentraliser les structures sociales sur tout le pays ? En tant que maire, j'étais une peau de vache, je l'avoue, mais j'ai toujours cherché à aider dans la rue, en achetant un sandwich si le sans-abri était devant chez Paul, ou un burger s'il était devant chez McDo. J'ai même déjà payé des nuits

à l'auberge de jeunesse ou une paire de baskets. Ce qu'il y a, c'est que si je tends la main, il faut aussi qu'il y ait quelqu'un qui la prenne de l'autre côté. C'est dur. C'est dur, mais il y a de l'objectif et du subjectif, dans la perception des gens et dans la politique que l'on fait. Mais on ne peut pas rester là sans rien faire.

Vous ne reniez donc pas le virage sécuritaire opéré par le gouvernement. « L'esprit de Senningen » demeure intact ?

Je pense qu'il était important de faire quelque chose. Mais il faudra faire un bilan aussi. Est-ce que cela a été efficace ou pas ? Pour l'instant, selon les chiffres qu'on a, cela n'est pas d'une grande efficacité...

Faire quelque chose résonne ici comme faire n'importe quoi...

Il faut voir le résultat. Il faut apprendre de ses erreurs aussi ou des choses qui ont bien fonctionné. Et je pense qu'il faudra tirer le bilan après une certaine période.

Charles Michel s'est exprimé ce mardi sur son avenir. Est-ce que le vôtre se dessine à Bruxelles ?

On m'a proposé plusieurs choses, très régulièrement. On m'a par exemple demandé si j'étais intéressé à devenir tête de liste des libéraux, comme Nicolas Schmit chez les socialistes. C'est très bien, mais je ne suis pas candidat. Des candidats j'en connais une vingtaine dans les différents partis. Mais si, à la fin, il y a une crise institutionnelle et que je peux la débloquer, j'y réfléchirai. J'aime bien ce que je fais ici. Ce n'est pas une question d'égo, mais après dix ans comme Premier ministre, j'ai rassemblé le plus de voix alors que je ne suis pas dans la circonscription qui en compte le plus. J'aimerais honorer cette confiance qui m'a été donnée par les électeurs. ●

B L O G



POLITIK

Kongress-Weekenende

Am Samstag halten Déi Gréng in Moutfort ihren Europawahlkongress ab, am Sonntag in Mamer die LSAP. Wenn die Europawahlen stets auch ein nationales Stimmungsbild liefern, könnten die Grünen zwar fürchten, dass der Trend anhält, der zum Debakel bei den Kammerwahlen führte. Doch weil ihr einziger Sitz 2019 auf 18,9 Prozent der Stimmen zurückging, der einzige Sitz der LSAP auf 12,19 Prozent, hätten die Sozialisten noch mehr Anlass, sich Sorgen zu machen. Die Grünen verteilen jedenfalls schon diese Woche den ersten der beiden *toutes boîtes*, auf die sich zu beschränken die Parteien vorige Woche in einem Wahlkampfabkommen abgemacht hatten. Auf dem CSV-Nationalkongress am Samstag in Hesperingen spielt der Europawahlkampf die zweite Rolle. In erster Linie stehen die

Führungsgremien und -positionen der Partei zur Wahl. Seit Anfang Februar stehen Premier Luc Frieden und Finanzminister Gilles Roth als Anwärter für den Parteivorsitz im Raum. ^{PF}

Mehr Rentner vom Staat

Der LSAP-Abgeordnete Mars Di Bartolomeo erhielt es von Beamtenminister Serge Wilmes (CSV) am Dienstag schriftlich, dass der Pensionsfonds für den öffentlichen Dienst über keine „Reserven“ verfügt und auf steigende Zuschüsse der Staatskasse angewiesen ist. Was Di Bartolomeo als früherer Sozialminister natürlich weiß und es benutzen dürfte, wenn die „breite Debatte“ über die Renten beginnt. Anfang dieses Jahres erhielten 13 944 Personen eine Staats-Pension, bis Ende des Jahres wird der Pensionsfonds voraussichtlich 1,26 Milliarden Euro ausgeben und dazu auf 904 Millionen aus der Staatskasse angewiesen sein. 2027 rechnet das Ministerium für den öffentlichen Dienst mit 1,49 Milliarden Euro Pensionsausgaben seines Fonds und 1,11 Milliarden Zuschuss aus der Staatskasse. Die Zahl der Pensionierten dürfte dann bei 15 250 liegen. ^{PF}

SOZIALWAHLEN

Sisyphusarbeitskampf

„OGBL baut Vormachtstellung aus“, titelte das *Tageblatt* am Mittwoch über seinen Hauptaktionär und am Donnerstag zitierte die Zeitung aus Esch/Alzette OGBL-Präsidentin Nora Back (Foto: pf) mit der Aussage: „Ein Sieg für den OGBL.“ Im Vergleich zum *Tageblatt* behandelte das *Wort* die Sozialwahlen stiefmütterlich, bescheinigte seinem historischen Alliierten LCGB aber in einem Leitartikel, den „Wow-Moment“ verpasst zu haben. Das Business-Magazin *Paperjam* erklärte hingegen, wie gestern die Fédération des Artisans, die „Neutralen“ zu den Gewinnern.

Die Neutralen, das sind im Gewerkschaftsjargon die „Patronsdelegierter“, die von der Betriebsführung – manchmal ungefragt – nominiert werden, weil Unternehmen ab 15 Beschäftigten gesetzlich dazu verpflichtet sind, eine Personaldelegation zu haben. Sie bilden keine homogene Gruppe, sind nicht organisiert, haben kaum arbeitsrechtliche Befugnisse, unterstehen quasi der Direktion. Sie finden sich mehrheitlich in kleineren Betrieben aus traditionell gewerkschaftsfremden

Wirtschaftszweigen wie der Immobilienbranche, der Buchhaltung, IT und Kommunikation, Horeca, Einzelhandel, Handwerk. In anderen Branchen stellen die Gewerkschaften mindestens oder fast die Hälfte der Delegierten. Stark sind sie insbesondere in größeren Industrie- und Baubetrieben, im Gesundheitswesen, bei öffentlichen Verwaltungen und auch im Finanzwesen.

Insgesamt scheint es OGBL und LCGB in diesem Jahr gelungen zu sein, den Anteil an „neutralen“ Delegierten gegenüber 2019 um zwei Prozentpunkte auf rund 56 Prozent zu senken. Davon am meisten profitiert hat der kürzlich erst mit dem Landesverband fusionierte OGBL, der um 2,2 Prozent zugelegt hat, während der LCGB stagniert (Stand gestern Nachmittag). In den über 2 000 kleineren Betrieben mit weniger als 100 Angestellten, haben beide Gewerkschaften prozentual weniger als einen Prozentpunkt hinzu gewonnen, bei den größeren Unternehmen ist der Zugewinn mit drei Prozent für den OGBL etwas substantieller. Das Rekrutieren von neuen Kandidat/innen hat sich in der stark diversifizierten Dienstleistungsgesellschaft mit ihren vielen Klein- und Mittelbetrieben für alle

Gewerkschaften als Sisyphusarbeit erwiesen. Trotzdem konnten OGBL und LCGB mehr Kandidat/innen aufbieten als noch vor fünf Jahren. Ein Durchbruch gelang ihnen bei Amazon, wo der OGBL künftig fünf und der LCGB einen der insgesamt 22 Delegierten stellen wird. Bei Namur sind jetzt alle, bei Oberweis die Mehrheit der Personalvertreter vom OGBL. Auch wenn der OGBL seinen Vorsprung gegenüber dem LCGB insgesamt leicht ausbauen konnte, bleibt Letzterer vor allem in einigen großen Betrieben (Dussmann, CFL Fret, Goodyear, Cargolux) tonangebend. Der rezente Streik beim Plastikgranulathersteller Ampacet scheint sich für den OGBL gelohnt zu haben, er stellt fortan alle fünf Delegierten. Spannend dürfte es noch einmal in zwei bis drei Wochen werden, wenn endlich auch die Resultate zur Chambre des Salariés vorliegen. ^{LL}

GESUNDHEIT

Weniger Zucker

Weil jedes fünfte Kind zwischen fünf und sieben Jahren übergewichtig ist und jedes dritte unbehandelte Karies hat, fordert die ASBL Patientevertriebung eine Zuckersteuer wie in Großbritannien: Dort leisten Vertreiber heimischer und Importeure im Ausland hergestellter Softdrinks Abgaben je nach deren Zuckergehalt. Bereits ein Jahr nach ihrer Einführung 2018 hätten sich 5 000 Fälle von Fettleibigkeit bei Kindern vermeiden lassen, zitiert die Patientevertriebung eine Studie. In Luxemburg war eine Zuckersteuer ein Projekt der LSAP in der ersten Koalition mit DP und Grünen. Es scheiterte an Differenzen mit der DP über die Einführung neuer Steuern

sowie am Lobbying von Getränkeherstellern und Handel. Die damalige Gesundheitsministerin Lydia Mutsch (LSAP) wollte Schritte in Richtung Zuckersteuer schließlich in die Neuauflage des Aktionsplans *Gesond iessen, méi bewegen* einbetten (*d’Land*, 25.8.2017). Als er kurz vor dem Wahljahr 2018 erschien, enthielt der bis 2025 reichende Plan aber zu „mesures d’incitation fiscale“ lediglich, eine Arbeitsgruppe einzurichten. ^{PF}

RÉFUGIÉS

Première réussite

C’est une première : le Tribunal administratif vient d’obliger l’État luxembourgeois à héberger un demandeur de protection internationale au sein d’une structure de l’Office National de l’Accueil. Cet homme de de nationalité djiboutienne avait introduit sa demande le 5 février dernier. Il s’était vu signifier, comme à d’autres hommes seuls demandant l’asile, l’impossibilité d’être héberger. L’ordonnance reprend l’argumentaire des avocats Max Leners et Cathjerine Warin expliquant que *Wanteraktioun* ou les structures d’accueil de jour ne peuvent pas être considérées comme un logement. Le Tribunal a admis que, sans abris, l’homme risquait des séquelles sur sa santé. Il a exigé que l’État fasse en sorte qu’il soit logé dans les conditions prévues par la loi. Cela a été fait après le jugement du 8 mars. « Le respect de cette décision est un signal encourageant pour l’état de droit au Luxembourg. Mais cela prouve également qu’il existe bien des places disponibles et cela met à mal le discours du gouvernement pour justifier de refuser de loger les hommes seuls », commente l’association Passerell qui a déposé d’autres requêtes dans le même sens. ^{FC}

|||||

Die untreue CSV

||||| Peter Feist

Am Montag gab die CGFP sich kämpferisch. Ihre Vorständekonferenz beschloss, beim Verwaltungsgericht dagegen zu klagen, dass im neuen Armeegesetz steht, Berufsmilitärs würden für den Aufstieg im Dienstgrad evaluiert. Schon ehe der Gesetzentwurf am 21. Juli vorigen Jahres im Parlament zur Abstimmung kam, hatte die CGFP einen Streitfall ausgerufen: Der Passus im Gesetz verletze den Ende 2022 abgeschlossenen Gehältervertrag für den öffentlichen Dienst, der festhält, das 2015 eingeführte Bewertungssystem für Beamte abzuschaffen und nur für Anwärter beizubehalten.

Das ist die vorerst letzte Etappe des Einsatzes der CGFP für das Prinzip *pacta sunt servanda*. Ehe ein Urteil fällt, können Jahre vergehen.

Die CGFP hatte auf die CSV gehofft. Die hatte am 21. Juli im Parlament die Sache der CGFP vertreten. Die Abgeordnete Diane Aehm gab der damaligen Mehrheit und Verteidigungsminister François Bausch (Grüne) streng Bescheid: „Fir eis ass dat hei eng Saach vu *pacta sunt servanda* vis-à-vis vun der CGFP, net méi an net manner!“ Auf Bauschs Nachfrage: „Sidd Dir fir Bewäertungskrittäre bei militäresche Graden, jo oder nee?“, erklärte Ko-Fraktionschef Gilles Roth: „Mir stinn zum Accord salarial.“ Die CSV-Fraktion legte eine Motion vor, um die Regierung aufzufordern, „à respecter rigoureusement l’esprit de l’accord salarial“. Sie verlangte eine separate Abstimmung über den strittigen Artikel 32. Denn, so Diane Aehm: „Pacta sunt servanda.“

Doch spätestens am 21. Dezember wurde die CSV der CGFP untreu. Der neue CSV-Beamtenminister Serge Wilmes begleitete die neue DP-Verteidigungsministerin Yuriko Backes in den parlamentarischen Verteidigungsausschuss. Vom Piraten-Abgeordneten Marc Goergen auf die Bewertung der Militärs und die Motion der CSV-Fraktion vom Juli angesprochen, erläuterte Wilmes, im Gehälterabkommen für den öffentlichen Dienst sei von „le système d’appréciation“ die Rede, aber nicht von „les systèmes“. Also habe das Abkommen nur das Bewertungssystem von 2015 abgeschafft, nicht aber „andere“ Systeme – etwa die seit 1954 „ununterbrochen“ bestehende Bewertung von Berufsmilitärs. Die CGFP sehe das zwar anders, doch „[i]l appartient à chacun

d’avoir une interprétation différente“, sagte Wilmes, wie im Sitzungsprotoll auf *chd.lu* nachzulesen ist.

Das sieht natürlich nach Verrat aus, zumindest nach Verrat einer politischen Position. Die CGFP glaubte, als Seniorpartnerin der Koalition werde die CSV einen Kompromiss suchen. Sie schlug Serge Wilmes vor, statt der Bewertung im Gesetz ein anderes „outi“ auszuhandeln. Was der Regierungsrat im Januar ablehnte. Vielleicht aus Prinzip: Schon im Dezember sagte Wilmes, in den Koalitionsgesprächen mit der DP sei abgemacht worden, Entscheidungen der vorigen Regierung prinzipiell nicht infrage zu stellen. Den Gratistransport stelle die CSV ja auch nicht infrage. ●

Wenn es wirklich ernst wird

III Peter Feist

Ist Luxemburg juristisch auf eine Teilnahme an einem richtigen Krieg vorbereitet?

Am Montag traf CSV-Premier Luc Frieden den parlamentarischen Verteidigungsausschuss. Die Sitzung war vertraulich und fand im *huis-clos* statt. Vorher bekannt war, dass es noch einmal um die Ukraine-Unterstützerkonferenz am 26. Februar in Paris gehen würde und um die Äußerung des französischen Präsidenten Emmanuel Macron, ein Einsatz westlicher Truppen in der Ukraine sollte „nicht ausgeschlossen“ werden.

Luc Frieden war einer der wenigen Regierungschefs, die anschließend nicht klar auf Distanz zu Macron gingen. Deutschland, Polen, Schweden, Spanien und Italien schlossen eine Truppenentsendung aus. Aus Washington kam dasselbe Signal. Informell sollen Regierungen skandinavischer und baltischer Länder Macrons Position unterstützt haben. Doch nur die Regierung Litauens erwog einen Tag nach dem Treffen in Paris offen, zur „Ausbildung“ der ukrainischen Armee könnten eigene Truppen entsandt werden, wie die *New York Times* am 27. Februar nach Sichtung der litauischen Presse schrieb. Am selben Tag erklärte Luc Frieden, zurück aus Paris, in der Abgeordnetenversammlung, die Luxemburger Regierung habe „zu diesem Zeitpunkt nicht die Absicht, Soldaten in die Ukraine zu schicken“. Doch „niemand kann sagen, was in ein paar Monaten der Fall sein wird“.

Wer will, kann das als nüchterne Einschätzung des Weltgeschehens aus dem Munde eines Staatsmanns von Format halten. Nach der Sitzung mit dem Verteidigungsausschuss am Montag erläuterte der Premier seine „Nuance“ noch einmal gegenüber dem *Radio 100,7*: „Well een an deem Krich vun Ufank u gesinn huet, datt all d'Länner hu missten – well de Krich méi laang gedauert huet, wéi am Ufank geduecht ginn ass – ëmmer erëm op hir Positiounen zeréckkommen. A kee kann Iech haut soen, wéi an engem Joer d'Situatioun ass.“

Wahrscheinlich aber soll diese Position in erster Linie der Imagepflege Luxemburgs dienen, nicht nur Finanzoase zu sein, sondern auch bereit zur Übernahme von Verantwortung, wenn es darauf ankommt. Luc Frieden betonte in seiner Erklärung am 27. Februar im Parlament noch, dass die Ukraine-Konferenz in Paris am Tag zuvor „nicht den juristischen Rahmen einer internationalen Organisation hatte, etwas zu entscheiden“. Und er legte Wert darauf, zu „präzisieren“, dass ein Beschluss über eine Truppenentsendung in die Ukraine „sowieso nur von einer internationalen Orga-

nisation im Rahmen eines juristischen Mandats getroffen“ werden könne, „im Rahmen der Nato vielleicht, der Uno oder der EU“. Eine solche Entscheidung aber liege „heute überhaupt nicht auf dem Tisch“.

Der Hinweis auf den „juristischen Rahmen“ und ein „juristisches Mandat“ ist insofern wichtig, als Luxemburg, wie alle anderen Länder auch, der Ukraine schon heute militärisch beistehen könnte. „In der Ukraine herrscht Krieg. Das ist unter der großen Mehrheit der UN-Mitgliedstaaten, darunter Luxemburg, unumstritten, auch wenn Russland noch nicht von einem Krieg spricht“, erklärt die Verteidigungsdirektion im Außenministerium dem *Land*. Soll heißen: Völkerrechtlich gesehen, muss ein Land, das angegriffen wird, sich nicht alleine verteidigen, sondern kann andere Staaten um Hilfe bitten. Die können individuell oder kollektiv Beistand leisten.

„Juristischer Rahmen“ und „juristisches Mandat“ aber beziehen sich noch mehr auf den Rechtsrahmen in Luxemburg. Der ist für eine Beteiligung an einem regelrechten Krieg nicht so klar. Mit der jüngsten Verfassungsrevision, die am 1. Juli vergangenen Jahres in Kraft trat, verschwand, was bis dahin Artikel 37 besagte: „Le Grand-Duc commande la force armée; il déclare la guerre et la cessation de la guerre après y avoir été autorisé par un vote de la Chambre émis dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution“. Das bedeutete eine Zweidrittelmehrheit. Der neue Verfassungstext enthält einen Artikel 115, in dessen Absatz 2 steht: „Toute déclaration relative à l'état de guerre et tout engagement de la force publique dans des opérations à l'étranger requièrent l'autorisation de la Chambre des Députés selon les modalités à établir par la loi.“

Damit wurde die Verfassung um die Anmaßung bereinigt, dass ein kleines Land wie Luxemburg eine Kriegserklärung als Rechtsmittel nötig haben könnte. Der einzige Kriegseinsatz Luxemburger Soldaten nach dem Zweiten Weltkrieg war der Koreakrieg: 85 Luxemburger Freiwillige gehörten einer belgischen Einheit an und unterstanden dem Belgian United Nations Command. Dieser Einsatz war vom UN-Sicherheitsrat mandatiert. Nachdem nordkoreanische Truppen am 25. Juni 1950 in Südkorea einmarschiert waren, autorisierte der Sicherheitsrat sechs Tage später militärischen Beistand für Südkorea. Zwei Luxemburger Freiwillige fielen im Koreakrieg, 13 wurden verwundet. Damals stand in der Verfassung



MHN/Collection Gilbert Hauffels

Luxemburger Freiwillige des 2. Kontingents im Koreakrieg, vermutlich im Jahr 1952

Die Entsendung von Truppen kann der Regierungsrat beschließen. Das Parlament muss nur konsultiert werden. Eine Abstimmung ist nicht vorgesehen

nichts von Kriegserklärung und welche Rolle dem Parlament zukommen sollte: Der Passus war 1919, nach dem Ersten Weltkrieg, entfernt worden und wurde erst 1956 wieder hinzugefügt. Im Koreakrieg war Luxemburg das kleinste von 16 Ländern, die dem Beschluss des Welticherheitsrats folgten.

Eine Truppenentsendung in die Ukraine, falls es sie gäbe, wäre vermutlich keine von Freiwilligen. Sie fände nicht nach Südostasien statt, sondern innerhalb Europas und wäre gegen die Nuklearmacht Russland gerichtet. Auch wenn ein internationales Mandat bestünde, weil die EU oder die Nato entschieden hätten, der Ukraine kollektiv mit Truppen beizustehen, müsste es in Luxemburg laut Verfassungsartikel 115, Absatz 2 ein Gesetz geben, das ein „engagement de la force publique dans des opérations à l'étranger“ regelt sowie die Rolle, die das Parlament dabei zu spielen hätte. Aber welches Gesetz? Ein Kriegseinsatz in der Ukraine wäre jedenfalls kein „Bündnisfall“ nach Artikel 5 des Nato-Vertrags; der bezieht sich auf die Verteidigung unter den Alliierten.

Wie die Verteidigungsdirektion erklärt, stellt das Gesetz vom 27. Juli 1992 „relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise“ den Anschluss an Verfassungsartikel 115 her. Dieses Gesetz sei könne auch Grundlage für einen „eventuellen“ Einsatz Luxemburger Truppen in der Ukraine sein. Vorausgesetzt, der Einsatz fände entweder im

Rahmen einer Organisation statt, der Luxemburg angehört, wie der EU oder der Nato. Oder die Mission würde „die doppelte Bedingung erfüllen, in einer multinationalen Gruppierung zu erfolgen und mit einem internationalen Mandat“. Wohlgemerkt, fügt die Verteidigungsdirektion in einer E-Mail an, all dies sei rein hypothetisch und juristisch argumentiert. Tatsächlich infrage komme ein Einsatz Luxemburger Truppen wegen der „aktuellen Kriegssituation in der Ukraine“ nicht.

Doch ob, was im Gesetz von 1992 auch nach einer größeren Änderung von 2021 geschrieben steht, wirklich nützlich wäre für einen Militäreinsatz, der in einen Weltkrieg münden könnte, ist die Frage. Das Gesetz von 1992 gestattet der Regierung, Truppen für „opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise“ bereitzustellen. Doch wäre ein Einsatz in der Ukraine eine „gestion de crise“? Die „Operationen“ von denen in dem Gesetz die Rede ist, können „une mission à caractère civil ou militaire dont le but consiste dans la prévention, la dissuasion, la limitation, la modération ou la cessation d'hostilités internes ou interétatiques“ sein. Aber ließe ein Truppeneinsatz in der Ukraine, selbst wenn er international mandatiert wäre, sich als einer zum Zwecke der „modération“ oder der „cessation d'hostilités interétatiques“ bezeichnen, wenn die Mehrheit der Staatengemeinschaft der Ansicht ist, dass in der Ukraine Krieg herrscht?

Weil die Verteidigungsdirektion ihre Auskünfte erst drei Tage nach der Anfrage erteilte, war für weitere Erörterungen keine Zeit. Vielleicht ist die Verteidigungsdirektion sich selber nicht sicher, aber ein anderes Gesetz als das von 1992 (mit Abänderung 2021) ist nicht zur Hand. Nimmt man dieses Gesetz wörtlich, kann eine Truppenentsendung der Regierungsrat beschließen, nachdem die zuständigen parlamentarischen Ausschüsse „konsultiert“ wurden. „Falls nötig“ auch das Plenum der Abgeordnetenversammlung. Eine Abstimmung über den Militäreinsatz durch das Parlament sieht das Gesetz nicht vor. Verfassungsartikel 115, Absatz 2 wäre damit wohl Rechnung getragen und der Kammer eine Rolle zugewiesen. Dass ein Abgeordneter gegen eine Truppenentsendung in einen Konflikt der Größenordnung Ukraine stimmen könnte, wäre allerdings ausgeschlossen. Die Frage, ob Luxemburg juristisch vorbereitet ist für eine Teilnahme an einem richtigen Krieg, muss mit Nein beantwortet werden. ●



Liz Braz (im Gespräch mit Francine Closener) am Dienstag im Parlament

„Mir hunn d’Patronen gefaart“

IIII Luc Laboulle

Die seit Jahrzehnten an Zustimmung verlierende LSAP konnte im Oktober ihren Negativtrend einstweilen stoppen und sich auf niedrigem Niveau stabilisieren. In der Opposition will sie ihr Profil schärfen. Am 9. Juni steht die nächste Bewährungsprobe an

„A mir hunn déi Wale ganz sécher net gewonnen. Mat der beléiftster Politikerin hu mir eise Score just kënnen em minimal 1,3 Prozent par Rapport zu 2018 verbessern. Aus dem schlechteste Resultat 2018 gouf dat zweetschlechtst Resultat 2023.“ Der Ko-Präsident der Jungsozialisten, Max Molitor, sprach am Samstag auf dem Kongress der Jugendpartei in der Escher Maison du Peuple aus, was sich in der LSAP bislang keiner öffentlich zu sagen traute: Die Sozialisten erreichten im Oktober nur 18,91 Prozent der Wähler/innen und schafften es nicht, die hohen Verluste der Grünen aufzufangen. Mit ihrer durch Corona prominent gewordenen nationalen Spitzenkandidatin Paulette Lenert verzeichneten sie zwar im Osten ihr bestes Resultat seit 25 Jahren, für einen zweiten Sitz reichte es trotzdem nicht. In ihrem Traditionsbezirk Süden konnten sie trotz leichter Zugewinne den 2018 verlorenen siebten Sitz nicht zurückgewinnen. Lediglich im Zentrum konnte die LSAP sich mit viel Glück den dritten Restsitz zurückholen – dafür reichte ihr ein Stimmenzuwachs von lediglich 0,06 Prozentpunkten.

Die nationale Spitzenkandidatin und die Parteileitung interpretieren den Wahlausgang indes positiver. Mit ihrem eigenen Score sei sie sehr zufrieden, sagt Paulette Lenert. Und die LSAP habe endlich wieder hinzugewonnen, nachdem sie seit 2004 beständig an Zustimmung verloren hatte. Ko-Parteipräsident Dan Biancalana gesteht zwar, dass man sich vom Wahlausgang mehr erwartet hatte, für eine Regierungspartei sei das Resultat jedoch annehmbar. Und Fraktionspräsidentin Taina Bofferding freut sich darüber, dass fünf Frauen direkt gewählt wurden und mit Liz Braz und Claire Delcourt zwei junge Erstkandidatinnen ins Parlament einzogen. 2018, als die LSAP erstmals in ihrer Geschichte unter 20 Prozent fiel (17,6%), wurden ausschließlich Männer gewählt.

Am 9. Juni steht für die luxemburgischen Sozialisten die nächste Bewährungsprobe an. 2004 hatten sie ihren zweiten Sitz im EU-Parlament verloren, 2014 waren sie mit nur 11,75 Prozent auf ein historisches Tief gefallen. 2019 hatten sie sich mit dem Spitzenkandidaten Nicolas Schmit nur unwesentlich erholt (um 0,4 Prozentpunkte). Trotzdem wurde Schmit EU-Kommissar für Arbeit und Soziales, vergangene Woche wurde der 70-Jährige auf dem Wahlparteitag der europäischen Sozialdemokraten in Rom zum Spitzenkandidaten gekürt. Obwohl der frühere Arbeitsminister die Mindestlohnrichtlinie durchgesetzt hat und der EU-Ministerrat diese Woche auch seiner Direktive zur Regelung der Plattformarbeit zugestimmt hat, gelten seine Chancen, Ursula von der Leyen als Kommissionspräsidentin abzulösen, als gering. Bei den Wahlen kandidieren wird er nicht, weil er in allen 27 Mitgliedstaaten Wahlkampf machen müsse und daher in den nächsten Wochen nur selten in Luxemburg sein werde, sagt Schmit dem *Land*. Jean-Claude Juncker habe 2014 auch nicht kandidiert, als er EU-Kommissionspräsident wurde, die EVP-Spitzenkandidatin von der Leyen sei dieses Jahr ebenfalls auf keiner Liste.

Nachdem im Oktober feststand, dass die LSAP in die Opposition muss, wollte sie den Europawahlkampf eigentlich mit dem entthronten ewigen Außenminister Jean Asselborn bestreiten. Nachdem er im Oktober als Erstgewählter im Süden sein Abgeordnetenmandat nicht angenommen hatte, lehnte Asselborn auch eine Kandidatur zu den Europawahlen ab, weil ihm mit

In der Post-Asselborn-Ära wird die LSAP inzwischen von Frauen regiert. Ob die nächste nationale Spitzenkandidatin erneut Paulette Lenert heißen wird, ist gar nicht mehr so sicher

fast 75 Jahren die Motivation und Energie dazu fehle (*d’Land*, 2.2.2024). Genau wie die beliebte Paulette Lenert, die noch Mitte Dezember im *RTL Radio* verkündet hatte: „Selbstverständlech ass Europapolitik och eppes, wat mech intresséiert, wat mech nach ëmmer intresséiert huet, mee dat sinn Decisiounen, déi wäerten an der Partei geholl ginn.“ Die Partei hat sie danach wochenlang bezirzt, doch schließlich gab Lenert der Wahlkommission einen Korb. Sie „spüre es nicht im Bauch“ und habe das Gefühl, ihr Platz sei in der Abgeordnetenkommission, begründet sie ihre Entscheidung am Dienstag gegenüber dem *Land*. Wenn sie als Zugpferd mit in die Europawahlen gegangen wäre und das Mandat nicht angenommen hätte, hätte ihr das als Wählerbetrug ausgelegt werden können.

Bis 2004 war es üblich, dass Minister/innen und andere nationale Spitzenpolitiker/innen sowohl bei den Kammer- als auch bei den Europawahlen antraten, die bis zu den vorgezogenen Neuwahlen 2013 am gleichen Tag abgehalten wurden. Die meisten zogen aber eine Regierungsbeteiligung oder ein Abgeordnetenmandat dem Sitz im EU-Parlament vor. Um diese „Stimmenfänger“-Praxis zu beenden, wurde 2004 die Zahl der Kandidat/innen bei den Europawahlen von zwölf auf sechs halbiert. Seitdem stellen fast alle Parteien nur noch Kandidat/innen auf, die tatsächlich eine europäische Karriere anstreben. Die LSAP scheint sich nun nicht mehr daran halten zu wollen. Es stehe viel auf dem Spiel: Oberstes Ziel sei es, zu verhindern, dass die ADR einen Sitz bekommt und rechtsextreme Parteien insgesamt in Europa gestärkt werden, heißt es aus der LSAP.

Spitzenkandidat ist erstmals der in der Vergangenheit bei Wahlen häufig glücklose Marc Angel (61), im Tandem mit Danielle Filbig, seit Juni Gemeinderätin in Rambrouch. Die 26-jährige *RTL*-Korrespondentin soll Charles Goerens (DP) und Christophe Hansen (CSV) bei den Wähler/innen im Nordbezirk Konkurrenz machen. Daneben bieten die Sozialisten mit Franz Fayot, Mars Di Bartolomeo und Liz Braz drei amtierende Abgeordnete auf, von denen nur der frühere Wirtschaftsminister unmissverständlich bekräftigt, dass er sein Amt tatsächlich annehmen werde. Liz Braz, die vergangenes Jahr aus dem Stand sowohl in den Escher Gemeinderat als auch in die Abgeordnetenkommission gewählt wurde, sagte erst nach langem Zögern zu. Nicht aus Interesse am EU-Parlament, sondern um ihrer Partei einen Gefallen zu tun. Ähnlich argumentiert Mars Di Bartolomeo (71), der Liz Braz persönlich davon überzeugte, im Juni anzutreten.

Sowohl die Parteispitze als auch die Kandidat/innen beteuern, dass Marc Angel selbstverständlich im Europaparlament bleiben solle, in das er 2019 gewählt wurde. Seit Januar 2023 ist er einer von 14 Vizepräsident/innen in Straßburg. Dass andere Kandidat/innen, wie der frühere Wirtschaftsminister Fayot (52), der frühere Gesundheitsminister Di Bartolomeo – bei den Parlamentswahlen immerhin Dritter im Süden – oder Senkrechstarterin Liz Braz mehr Stimmen bekommen als er, ist jedoch nicht auszuschließen. Würden sie das Mandat annehmen, würde das für den am Dienstag 61 Jahre alt gewordenen Angel wohl das Ende seiner politischen Laufbahn bedeuten.

Das Risiko, das Paulette Lenert scheut, nimmt nun die erst 27-jährige Liz Braz auf sich. Nach ihren Wahlerfolgen im vergangenen Jahr wurde sie als neue Hoffnungsträgerin der Sozialisten gefeiert. Eigenen Aussagen zufolge hat sie durchaus nationalpolitische Ambitionen. Würde sie am 9. Juni gewählt, wäre sie in einer Zwickmühle: Lehnt sie das Mandat ab, könnte man ihr Wählerbetrug vorwerfen. Nimmt sie es an, kann sie sich nicht auf nationalpolitischer Bühne für die nächsten Kammerwahlen empfehlen und müsste unter Umständen auch ihren Sitz im Escher Gemeinderat aufgeben. Ihre Konkurrent/innen würde das vielleicht arrangieren.

1999, als die LSAP zum letzten Mal in die Opposition musste, entbrannte zwischen Alex Bodry, Jeannot Krecké, Robert Goebbels und Jean Asselborn ein Machtkampf um die Rolle des starken Mannes in der Partei, den Asselborn schließlich für sich entscheiden konnte. In der Post-Asselborn- (und Post-Etienne-Schneider-) Ära wird die LSAP inzwischen von Frauen regiert. Ob die nächste nationale Spitzenkandidatin erneut Paulette Lenert heißen wird, ist gar nicht mehr so sicher. An ihre neue Aufgabe als Oppositionsministerin muss die 55-jährige Juristin sich eigenen Aussagen zufolge erst gewöhnen. In den vergangenen Wochen waren Gerüchte kursiert, die frühere Gesundheits- und Vize-Premierministerin fühle sich im Parlament unterfordert und wolle sich aus der Politik zurückziehen, um eine Karriere als Geschäftsanwältin einzuschlagen. Auf Nachfrage weist Lenert dies jedoch zurück: Zwar könne sie sich durchaus vorstellen, sich wieder als Anwältin am *Barreau* einzuschreiben, wie vor über 30 Jahren, bevor sie 1994 zum Staat wechselte. Sie habe sich auch schon erkundigt, was sie dafür tun müsste. Ihr Abgeordnetenmandat wolle sie aber weiterhin mit viel Engagement ausüben, unterstreicht Paulette Lenert, die selbst an den Gerüchten nicht ganz unschuldig ist. Als sie in der Woche nach den Kammerwahlen im *Radio 100,7* gefragt wurde, ob sie ihr Abgeordnetenmandat bis zum Ende der Legislaturperiode ausüben wolle, antwortete sie: „Dat kann ech elo haut net soen.“ Es war nicht das erste Mal, dass sie mit uneindeutigen Aussagen verwirrte.

Nach dem Gang in die Opposition war es vor allem die frühere Innenministerin Taina Bofferding (41), die in der Partei Verantwortung übernahm, als sie den Vorsitz der Kammerfraktion für sich beanspruchte. Im Oktober wurde sie auf der LSAP-Liste hinter Jean Asselborn Zweite im Südbezirk und bekam fast 4 000 Einzelstimmen mehr als der neue Finanzminister Gilles Roth, Erstgewählter auf der CSV-Liste. Sollte es ihr gelingen, sich als Oppositionsleiterin zu bewei-

sen und sich ihre Popularität künftig in Umfragen bestätigen, könnte Taina Bofferding bei den nächsten Nationalwahlen in vier Jahren den Anspruch erheben, nationale Spitzenkandidatin der LSAP zu werden. Zwischen Ko-Parteipräsidentin Francine Closer (54) und der 35-jährigen Newcomerin Claire Delcourt könnte es im Zentrumsbezirk zu einem internen Machtkampf kommen. Anders als die CSV, wird die LSAP erst nach den Europawahlen ihren Landeskongress abhalten, auf dem eine neue Parteispitze gewählt wird. Spätestens dann wird sich zeigen, wo die Reise hinget – zumindest personell.

Inhaltlich wolle die LSAP die Zeit auf der Oppositionsbank nutzen, um ihr Profil wieder zu schärfen und ihre Werte in den Vordergrund zu rücken, sagt Dan Biancalana. 20 Jahre ununterbrochene Regierungsbeteiligung als Juniorpartner von CSV und DP haben ihre Spuren hinterlassen. Max Molitor kritisierte am Samstag die ängstliche Wahlkampagne seiner Mutterpartei. Bei der Vermögenssteuer sei die LSAP erst konkreter geworden, nachdem die Jungsozialisten sich öffentlich dafür eingesetzt hätten; die Arbeitszeitverkürzung habe die LSAP nicht offensiv genug beworben. Als er noch Arbeitsminister war, hatte Georges Engel zwar beim Liser eine Studie dazu in Auftrag gegeben, insbesondere die sozialliberale Paulette Lenert hatte die zaghafte Forderung nach einer 38-Stunden-Woche bei öffentlichen Wahlkampfauftritten aber immer wieder relativiert und verwässert, um für CSV und DP koalitionsfähig zu bleiben. Die vor zehn Jahren noch von Franz Fayot geforderte Erbschaftssteuer in direkter Linie hatte die LSAP erst gar nicht in ihr Wahlprogramm aufgenommen. Was wohl auch daran lag, dass sie auf der Suche nach neuen Wählergruppen kleine und mittelständische Unternehmer/innen nicht verschrecken wollte.

„Mir hunn d’Patronen gefaart, obwuel d’Wielerschaf net nëmmen aus deene besteet, an eis Wielerschaf ganz bestëmmt net“, skandierte Max Molitor vor rund 30 Jungsozialisten in der Maison du Peuple und erinnerte den Parteipräsidenten, den Generalsekretär und die Fraktionsvorsitzende daran, dass die LSAP „déi schaffend Leit“ vertrete: „Dat ass eis DNA. Mir müssen erëm zeréck fanne bei eis Valeuren.“ Tatsächlich hatte eine nach den Kammerwahlen im *Land* veröffentlichte Regressionsanalyse gezeigt, dass die LSAP „am besten in Gemeinden mit den meisten Arbeitern gewählt“ wurde. Vergangene Woche trafen die Sozialisten sich mit Vertreter/innen des OGBL, um sich mit ihrem historischen Alliierten über die Reform des Tarifvertragsgesetzes, die ambulante Wende in der Gesundheitsversorgung, die Rentenfrage und die Wohnungskrise auszutauschen. „D’LSAP an den OGBL wäerte sech och an Zunkunft regelméisseg treffen, fir iwwer déi politesch a gesellschaftlech Entwécklung ze schwätzen a fir sech #Zesummen fir eng gerecht a solidaresch Gesellschaft anzusetzen“, verkündeten die Sozialisten anschließend auf *Facebook*.

Ob die LSAP tatsächlich noch oder, in der Opposition, wieder eine Arbeiterpartei sein will, bleibt indes weiter offen. Eine definitive Wahlanalyse wolle man erst machen, wenn die mit dem Politologen Philippe Poirier besetzte *Chaire parlementaire* der Uni Luxemburg die endgültigen Resultate ihrer Polindex-Studie vorgestellt hat, sagen Dan Biancalana und Paulette Lenert übereinstimmend. ●



Leerer Konferenzsaal
vor einem
ADR-Kongress

„Mir kréien deen“

IIII Stéphanie Majerus

Fernand Kartheiser will nach Straßburg. Nur stolpert die Partei gerade über widersprüchliche Aussagen zum Ukrainekrieg

Die Europawahlen am kommenden 9. Juni seien ein weiteres wichtiges Momentum für die Partei. Man befinde sich im „Aufschwung“, nachdem man letztes Jahr sowohl in den Kommunal- als auch in den Nationalwahlen zugelegt hat, führte Parteipräsident Fred Keup sichtlich gut gelaunt vor einer Woche auf einer Pressekonferenz aus. „Kritt d'ADR ee Sëtz?“, diese Frage zirkuliere derzeit im luxemburgischen Politikbetrieb. „Fir mech ass kloer: Mir kréien deen“, beantwortet sich der 43-jährige ADR-Abgeordnete die Frage. Der Kontrast zu den Wahlen von vor zehn Jahren könnte nicht größer ausfallen. Damals sagte Gast Gibéryen, „die Begeisterung für die Europawahlen“ sei nicht „so groß“. Die ADR verbarg kaum, dass sie sich keine Hoffnung auf einen Sitz an jenem Wahlsonntag im Jahr 2014 machte, man wollte die lustlosen Rundfunkdebatten und Wahlveranstaltungen zu Europapolitik möglichst rasch hinter sich bringen.

Spitzenkandidat für die Europawahlen ist Fernand Kartheiser. Der 64-Jährige, der seit 2013 für die ADR im Parlament sitzt, postet seit zwei Monaten vermehrt über Europapolitik. Am 4. März nahm er an der interparlamentarischen Konferenz über die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik in Brügge teil und veröffentlichte im Nachhinein seinen Redebeitrag auf Facebook. „Jede Initiative, die die Lage weiter verschärfen könnte“ und die die Mitgliedstaaten der Union „noch weiter in diesen Konflikt hineinziehe“, müsse „eindeutig verurteilt werden“, kommentierte er das Kriegsgeschehen in der Ukraine. Genauso wie Europa seine Partnerschaft mit den USA pflegen müsse, müsse Europa seine „gute Nachbarschaft zu Russland wiederherstellen“. Kartheiser war bis 1989 Offizier und wirkte anschließend in Griechenland, Zypern und Rumänien als Botschafter. Ihn sprechen geopolitische Angelegenheiten und EU-Politik an – er ist kein *Stemmesfänkert*, der später sein Mandat ablehnen wird. Dafür spricht auch, dass Kartheiser dem Vorstand der Europäischen Konservativen und Reformer (ECR) angehört, obwohl die ADR keinen Sitz im Europaparlament hat.

Und er lästert nun munter gegen andere EU-Abgeordnete. Anfang März fragte er auf Facebook, ob Isabel Wiseler-Lima (CSV) eine Ausstellung über vermeintliche Impfschäden verhindert habe.

Kartheiser lästert nun munter gegen andere EU- Abgeordnete

Jedenfalls behauptet das die Rassemblement-National-Abgeordnete des Europäischen Parlaments, Virginie Joron, in einem von Kartheiser geteilten Video. Fred Keup bezeichnete Kartheiser bereits Mitte Januar im ADR-Télee-Neijorsinterview als „besonders geeigneter“ Spitzenkandidat. Wie ein Lehrer über seinen Schüler urteilte Keup, er sei „intelligent, fleißig und ein Brückenbauer“. In seiner Neujahrsrede vor der Parteibasis wettete Keup gegen „déi traditionell, grouss Parteien“, die wollten, dass „Europa immer mehr Macht“ zukomme – einzig die ADR kämpfe gegen diese Entwicklung an. Das Motto „fir ee staarkt Lëtzebuerg an Europa“ soll diesen Spirit unterstreichen. Damit einher geht für Fernand Kartheiser die Forderung nach Einstimmigkeit der EU in Sicherheits- und Steuerfragen, wie er am Freitag während der Pressekonferenz ausführte. Überhaupt seien diese Europawahlen mit Blick auf die anderen Parteien ein Déja-Vu: Marc Angel (LSAP), Tilly Metz (déi Gréng), Christophe Hansen (CSV) und sogar Monica Semedo (diesmal für Fokus) seien erneut aufgestellt. Doch auch Kartheiser ist ein Déja-Vu – 2019 war er bereits Spitzenkandidat. Damals verbuchte die ADR zehn Prozent der Stimmen und landete hinter der LSAP auf dem fünften Platz. In Luxemburg hatten es europaskeptische Stimmen bisher schwer Gehör zu finden; verhältnismäßig gut schnitten bei Europawahlen hingegen die Hauptgegner der ADR, die Grünen, ab, die mit grenzüberschreitenden Anliegen punktet.

Im Juni könnte es zu einem Bruch dieses Wahlverhaltens kommen. Europaweit hat sich rechtspopulistische Hetze verselbstständigt und Resentiments gegen große Volksparteien und Grüne macht sich breit. Letztere versprochen über Jahrzehnte mit euphorischem Pathos ein zunehmend demokratischeres, transparenteres und

sozialeres Europa. Stattdessen stach die EU häufig als technokratisch-distanzierter Verwaltungsapparat heraus, der Prosperitätserwartungen enttäuschte. Seit „dem Europa der Schuldenkrise“ und der Einführung starrer Haushaltsregeln, die als Fremdbestimmung wahrgenommen werden und finanzielle Ungleichheiten verfestigten, fehlt es der EU an einer großen Erzählung. Die Schwächen der Mitte-Parteien könnten nun den rechten Populisten weiter Aufschwung geben, die eine nationalistische Gegenoffensive starten, ohne tatsächlich Lösungen anzubieten.

720 Sitze werden am 9. Juni von 350 Millionen Wahlberechtigten vergeben – erstmals können dabei 16-Jährige mitbestimmen. Mit in diesen Wahlkampf zieht für die ADR Kartheisers Lebensgefährtin, die Direktionsberaterin in der Zentralbank und Präsidentin der ADR-Fraen, Sylvie Mischel, der Nord-Abgeordnete Jeff Engelen, die Anwältin Véronique Stoffel, die Ost-Abgeordnete Alexandra Schoos sowie der Jurist und Parteisekretär Alex Penning, der im Oktober fast den Sprung ins Parlament geschafft hatte. Letzterer wurde vor einer Woche in einem Presseschreiben der ADR-Jugendorganisation gelobt, er habe an deren Nationalkongress eine „déifgrënneg a pikant Ried iwwert de Genderwan“ geliefert. Penning nickte, während Kartheiser am Freitag in seiner Rede nationalistische Themen ansprach, Schoos hingegen, als der Spitzenkandidat angab, sich zu den Menschenrechten zu bekennen. Beide stehen für das Spannungsfeld, in dem die Partei sich zur Europapolitik äußert: man will sich mit rechtspopulistischen Positionen von der CSV abgrenzen und dennoch nicht als euroskeptische Krawallmacher auftreten. 2014 war die damalige Parteisekretärin Liliana Miranda die einzige Frau auf der ADR-Liste, 2024 ist die Liste paritätisch aufgestellt – man ist gegen Genderideologie, doch man will nicht auf den Zuschuss für die Aufstellung von Frauen verzichten.

Die ECR, der der ADR angehört, wird aktuell von Giorgia Melonie präsiert. 2001 trat die ADR bereits der Union für das Europa der Nationen bei, die sich 2009 auflöste und teilweise als ECR neu gründete. Den Vizegeneralsekretär dieser Vorgängerorganisation, Eugenio Preta, lud die ADR 2009 zu ihrem Europakongress ein, wo der Italiener

ihnen im Kulturzentrum in Junglinster auf Luxemburgisch Mut machte: „Zusammen wäerte mir am Juni gewonnen.“ Eugenio Preta gehörte damals der sich als postfaschistisch bezeichnenden Alleanza nazionale an; einige ihrer Mitglieder etablierten 2012 die Fratelli d'Italia. Als sich 2009 die ECR gründete, waren zunächst die britischen Tories eine treibende Kraft und die ECR setzte sich vor allem für Wirtschaftsliberalismus und gegen Zentralisierungsbestrebungen ein, erläuterte die Politikwissenschaftlerin Nathalie Brack vor zwei Monaten im Wort. Nach dem Brexit jedoch habe sich der Ton der Partei unter der polnischen PiS, Melonis Fratelli d'Italia und der rechtsradikalen Vox aus Spanien verschärft. Weiterhin bestimmend bleibt aber als britisches Erbe der libertäre Einschlag, den die Stiftung New Direction bearbeitet – niedrige Steuern, Deregulierung des Marktes. Aktuell haben sie 68 von 705 Sitze in Straßburg inne. Die ECR zählt jedoch keine Rassemblement National und AfD-Mitglieder, was die Fraktion zusätzlich schwächt, die deutschen und französischen Rechtsextremen haben sich der Fraktion für Identität und Demokratie angeschlossen. Intern mäandert die ECR zwischen unterschiedlichen Spannungen rund um gesellschaftspolitische Vorstellungen und Migrationsfragen. Die Solidarität mit der Ukraine unter dem Ko-Präsidenten der ECR und Fratelli-Politiker Nicola Procaccini sorgt zudem für Irritationen bei ECR-Mitgliedern, die Russland wohl gesinnt sind. Unter Procaccini heißt es offiziell, man pflege eine „unerschütterliche Solidarität mit dem ukrainischen Volk“ und unterstütze es bei seinem Kampf „für Souveränität und territoriale Integrität“, dies, solange es „notwendig ist und darüber hinaus“.

Fernand Kartheiser selbst verurteilt zwar den Angriffskrieg auf die Ukraine, fährt jedoch keine resolut russlandkritische Linie. Einige Monate nach der Krimannexion im Frühjahr 2014 nahm er an einer Konferenz mit dem Titel *Russia and the EU – the question of trust* teil, in der er monierte, die EU habe sich von einer in Mitteleuropa und den baltischen Staaten vorherrschenden Angst leiten lassen, die den langfristigen Beziehungen zu Russland schaden würden. Zwei Wochen vor Kriegsbeginn verlautebarte er am 8. Februar im Parlament: „Der Westen hat Russland oft gedemütigt. Wir aber wollen Russland den Platz zuerkennen, der dem Land zusteht.“ Zwei Monate nach Kriegsbeginn sagte er dem *Essentiel*, er sei „gegen Waffenlieferungen, da dies Luxemburg zu einem Mitspieler macht, der indirekt an einem Krieg teilnimmt“. Seit Kriegsbeginn erfindet sich die ADR nun einerseits als Friedenspartei neu, um sich von anderen parteipolitischen Positionen abzugrenzen, stellt sich andererseits unter Tom Weidig jedoch an die Seite der Ukraine. Dieser postete im Februar auf Facebook: „Mir müssen alles maache fir der Ukrain ze hëllefen.“ Es hagelte fast 800 Kommentare. Was nun die Parteilinie sei, wollten die ADR-Sympathisanten wissen und zeigten sich von Weidig enttäuscht. Nachdem die ADR Fernand Kartheisers Rede, die er als EU-Spitzenkandidat am 8. März hielt, online veröffentlichte, erkundigte sich prompt jemand über den Ukrainekrieg: „Dir sidd jo och fir Waffen ze liwweren, huet den Tom Weidig gesot.“ Obwohl es in der ADR zu einem Meinungs-Ping-Pong rund um den Krieg kommt, sind mehrere Faktoren entscheidend für die EU-Wahl, unter anderem auch wie die CSV-Kandidaten bei potenziellen ADR-Wählern ankommen. Zudem will die ADR weitere Kernthemen bespielen, die sie bestimmt hat, wie die Überarbeitung des Green-Deal, der Zugang zu billiger Energie, der angeblich bedrohte Meinungspluralismus und das „Lösen der Migrationskrise“. Ein Bekenntnis zum Verbrennermotor darf auch nicht fehlen.

Auf nationaler Ebene will Parteipräsident Fred Keup derweil die In- und Out-Group-Gefühle der ADR-Anhänger bestärken. „Eng gutt familiär Ambiance“ herrsche in der Partei. Mehr als in allen anderen Parteien würde das Freundschaftsprinzip großgeschrieben werden. Man ist kein Sammelsurium an schrillen Vögeln mehr, man ist nicht mehr der 1987 gegründete „Aktionskomitee 5/6 Pensioun fir jiddereen“, in dem jeder seine individuellen Ziele verfolgt, sondern eine rechtspopulistische Truppe mit Korpsgeist – und mit Ambitionen auf einen EU-Sitz. ●

Survivre

IIII France Clarinval

Dès l'entrée de l'hôtel Parc Belair, on sent que ce rendez-vous n'est pas comme les autres. Plusieurs agents de sécurité sont postés à la porte, dans le lobby et la salle de restaurant. L'atmosphère est lourde. À l'invitation de l'association Coopération Luxembourg Israël et avec le soutien de l'Ambassade d'Israël, deux anciennes otages israéliennes sont venues témoigner de leur expérience devant quelques journalistes.

Quand Shani Goren et Nili Margalit arrivent dans la salle, le moment est solennel, tout le monde est un peu tendu. La journée a été longue pour les deux ex-otages. Elles sont visiblement fatiguées. Elles ont passé les dernières heures à divers rendez-vous avec des députés, des représentants du ministère d'État, et de ceux de la Justice et des Affaires étrangères. La veille, elles étaient à Bruxelles où elles ont aussi rencontré des députés du Parlement européen. Deux jours à ressasser leur histoire, à revivre leur traumatisme, à marteler leur message.

Ce message est écrit sur la plaque qu'elles portent autour du cou et qu'elles touchent régulièrement comme on touche un chapelet ou un porte-bonheur. Sur ce qui ressemble aux plaques d'identification des soldats est gravé en hébreu « Notre cœur est resté à Gaza » et en anglais « Bring them home now ! ». *Them*, ce sont les presque 130 otages encore retenus dans la bande de Gaza. Depuis leur libération, 55 jours après le 7 octobre, les deux femmes n'ont que cet objectif : Elles sont devenues des sortes d'ambassadrices en mission. Car pour elles, la libération des derniers

otage est la priorité absolue et la seule issue pour sortir de la guerre.

Nili Margalit et Shani Goren viennent du même kibboutz de Nir Oz, une petite communauté agricole de 400 personnes en bordure du désert du Néguev, à quelques kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza. Le 7 octobre, dès 6h30 du matin, la sirène de l'alerte aérienne retentit. « Pas de quoi paniquer, cela arrive souvent. D'habitude, on se rend dans les abris en attendant que cela se calme », explique Nili Margalit, en anglais. Sauf que cette fois, ça ne se calme pas. Au contraire, des messages dans une conversation de groupe font état de la présence de terroristes « sur la route », d'abord, puis « dans notre maison ». Les habitants espèrent l'intervention de l'armée israélienne mais les soldats arriveront bien plus tard. Trop tard. Dans le kibboutz, une quarantaine de personnes ont été tuées et 70 ont été enlevées.

Nili Margalit retrace : « Les terroristes ont forcé ma maison à neuf heures, ils m'ont menacé de leurs armes et traînée dehors. Je n'arrivais pas à réfléchir, j'étais comme bloquée. » Elle est embarquée dans un camion avec d'autres otages, direction Gaza. Cette infirmière de 41 ans est emmenée dans des tunnels où sont également entassés d'autres otages, « y compris des personnes âgées de mon kibboutz ». Elle décrit l'obscurité, la saleté, l'air vicié et étouffant, l'absence d'eau dans les toilettes, le manque de nourriture et de matelas... Elle met à profit ses compétences de soignante pour venir en aide aux plus âgés et lister les médicaments nécessaires pour les personnes

souffrant de maladies chroniques comme l'hypertension, le diabète ou l'asthme. Médicaments qui mettront plusieurs jours à arriver.

Enseignante de 29 ans, Shani Goren a aussi eu à cœur d'aider ceux qui l'entouraient, notamment des enfants séparés de leurs parents. Elle a été enlevée chez elle à 11 heures et a été trimballée dans une maison, puis dans un hôpital où elle a dû changer plusieurs fois de salle. En hébreu, traduite par l'ambassadrice d'Israël pour la Belgique et le Luxembourg, elle raconte la faim, l'angoisse de l'incertitude et la promiscuité oppressante.

« Pour tenir le coup, il ne faut penser qu'à survivre : heure après heure, jour après jour », soupire Nili Margalit. Pendant tout ce temps, elles ne savent rien ni de l'ampleur de l'attaque du 7 octobre, de la mort de proches, comme le père de Nili, ni des ripostes israéliennes, ni des négociations pour la libération des otages. Ce n'est qu'à la toute fin du mois de novembre que les deux femmes ont été libérées, faisant partie du dernier groupe autorisé à quitter la bande de Gaza. Impossible pourtant de rentrer chez elles : le kibboutz est dévasté, de nombreuses maisons brûlées et les habitants évacués. Quand elle dit qu'elle ne sait pas si elle pourra y revenir un jour, la voix de Nili s'étouffe et les larmes lui montent aux yeux.

« J'ai été élevée en croyant à la paix, j'aimerais croire que la paix est possible », conclut-elle dans un demi sanglot. Ce seront les derniers mots. Les deux femmes se retirent dans leur chambre d'hôtel. L'atmosphère n'est pas plus légère. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Hawala

Vergangene Woche legte die Regierung den Haushaltsentwurf für das laufende Jahr vor. Der Ausgabenposten mit der höchsten Steigerung ist der staatliche Zuschuss an die Mutualité des employeurs. Sie erhält eine drittel Milliarde Euro mehr.

2006 manipulierte die Tripartite den Index. Als Gegenleistung erhielten die Lohnabhängigen der Privatwirtschaft ein Einheitsstatut. Kranke Arbeiter bekamen Anrecht auf direkte Lohnfortzahlung. Dazu wurde eine Unternehmensversicherung auf Gegenseitigkeit gegründet.

Keine richtige Versicherung auf Gegenseitigkeit. Denn nicht Arcelor-Mittal, Goodyear, Amazon, Cactus und Banque Générale stellten das Startkapital. Der Staat musste die 27 Millionen Euro einbringen. Daneben sollte er den Gegenwert von 0,3 Prozent der jährlichen Lohnmasse zuschießen. „Deen also fir 2009 op 25 bis 30 Milliounen Euro geschat gouf.“ So LSAP-Berichterstatte Romain Schneider am 29. April 2008 vor dem Parlament.

Acht Unternehmerfunktionäre und zwei Beamte leiten die Unternehmensversicherung. Mit dem Segen der Regierung wurde sie eine Schattenbank. Als Hawala begann sie, Staatsgelder einzusammeln und durch Kompensierung mit den geschuldeten Versicherungsbeiträgen an die Firmen weiterzuleiten.

2011 wurde eine Mindestloohnerhöhung fällig. Die CSV/LSAP-Regierung zahlte den Unternehmen die anfallenden Lohnkosten aus der Staatskasse. Sie überwies das Geld an die Mutualität. Das hatte nichts mit deren Auftrag zu tun, „d'assurer les employeurs contre les charges salariales“, damit die Arbeiterin oder der Arbeiter „droit au maintien intégral de son salaire“ bekommt (*Code de travail*, Art. 52 u. 121-6). Die staatlichen Zuschüsse stiegen auf 42,1 Millionen Euro.

Durch die Übernahme einer Risikoprämie erhöhte die Regierung den Zuschuss 2013 auf 104,4 Millionen. 2015 verringerte sie die Pflichtreserve, vergrößerte die staatliche Beteiligung und gewährte „une participation unique et exceptionnelle“ (*Projet de Budget 2015*, S. 58*): 88,5 Millionen. Dann fror sie die Beiträge ein und „prend en charge, en procédant par avances, l'excédent des dépenses“ (*Projet de Budget 2016*, S. 55*): 31,7 Millionen. 2017 senkte sie die Beitragsgrenze. Zum Preis einer „[a]ugmentation sensible de la contribution à la Mutuelle“ (*Projet de Budget 2017*, S. 32*): 69,9 Millionen. In der Covid-Seuche verdoppelte sie die Zuschüsse 2021 auf 150,3 Millionen und 2022 noch einmal auf 316,5 Millionen Euro.

Vergangenes Jahr verabschiedete das Parlament einen „Solidaritéitspak“. Der Staat erstattete den Unternehmen fünf Monate lang die Lohnkosten einer dritten Indextranche. Wiederum über die Unternehmensversicherung. Das hat nichts mit ihrem gesetzlichen Auftrag zu tun. Die Abgeordneten räumten ein, die Berechnungen der Hawala nicht zu verstehen. Dann stimmten 57 von 60 dafür.

Die Unternehmer machten einen Extraprofit. Aus der Differenz zwischen erhöhten Verkaufspreisen und unveränderten Lohnkosten. Viele machten einen durchschnittlichen Inflationsgewinn. Andere konnten die Preise nicht voll anpassen. Ganz Schlaue konnten sie um mehr als die Inflationsrate erhöhen.

Der Extraprofit wurde unterschätzt. „L'impact financier [...] sera de 310,5 millions d'euros en 2024“, hieß es im Gesetzentwurf 8260 (S. 7). Nun sind es 362,5 Millionen. Insgesamt zahlt der Staat der Mutualität dieses Jahr 467,5 Millionen Euro (*Projet de Budget 2024*, Bd. 1, S. 314). Für die nächsten Jahre sind zwischen 180 und 190 Millionen geplant. Weit entfernt von den „25 bis 30 Milliounen Euro“.

Dieses Jahr übersteigt der Staatszuschuss erstmals die Einnahmen aus Versicherungsbeiträgen. Zwischen 2009 und 2024 überwies der Staat der Mutualité des employeurs 1 784 607 113,96 Euro. In zwei Jahren sind es zwei Milliarden.

Zwei Milliarden sind nicht genug. Die Präsidentin des Industriellenverbands Fedil, Michèle Detaillé, forderte: „Je pense que l'on pourrait introduire un jour de carance“ (*L'Essentiel*, 4.3.24). Während dem die Unternehmen sich die Lohnfortzahlung an Kranke ersparen wollen. ● ROMAIN HILGERT



Shapeshifting

IIII Paulo Pena, Lisbon

It came as a surprise for many in Portugal that Pedro Nuno Santos, the leader of the Socialist Party (PS), conceded his defeat last Sunday, even before the final results were known. So far, the parliamentary election results are what the poll experts usually label “too close to call”. The centre-right coalition (AD, that includes PSD, CDS and PPM), got 29,4 percent of the votes, electing 79 MPs out of 230. The PS got 28,6 percent and elected 77. But there are still four MPs to be elected, those that result from the emigration vote (two in the European district, the other two in the “rest of the world” district), including the 38 000 Portuguese voters that live in Luxembourg. The final outcome will only be revealed next Wednesday, 20th of March.

In 2022, three out of those four foreign districts went to PS MPs, leaving only one to the centre-right. If the same happens this time, PS would be the biggest party in Parliament, with 80 MPs. That would force President Marcelo Rebelo de Sousa to invite Pedro Nuno Santos to form a government. But, as we know, he already declared his defeat, congratulating his opponent Luís Montenegro, the leader of PSD, for his predictable, but uncertain, victory.

Apparently, this is an election that nobody is willing to win. This is also an election that nobody can fully explain. Not even why it happened in the first place. On November 7th 2023, prime minister António Costa resigned after a statement from the public prosecution that included, in the last paragraph of a vaguely written three page announcement, a mention of him. He was named as a possible “influencer” (the actual code name for the judicial investigation) by some of the suspects, in an investigation into three different big investments in lithium, hydrogen and data centres. Costa was not considered to be a suspect himself, but he argued that the suspicion of having something to do with the case was enough for him to resign.

The President agreed. Costa tried to convince the President that he could be replaced by the former Finance minister and current central bank governor Mário Centeno (the “Ronaldo of Ecofin”, as the conservative German minister Wolfgang Schäuble once called him). Marcelo Rebelo de Sousa decided to summon elections instead, even though the PS had a comfortable absolute majority in Parliament. Until today,

Costa was not called to testify in the judicial case. He constantly uses sarcasm to thank journalists for explaining to him what happens in the case that cost him his office.

In this blurred context, last Sunday’s election was a challenge for all the parties. Except for the far-right, as it uses corruption as main theme in its professional online propaganda machine.

Voter turnout was massive, making this the most participated election since 1995. Abstention decreased. But the results are so complex that it seems that Pedro Nuno Santos was relieved when he conceded his party’s defeat ahead of time.

Since democracy was gained on the 25th of April 1974 during the carnation revolution, Portugal has been a bi-partisan regime where the centre-left PS and the centre-right PSD alternated in power, alone or in coalition. After this election, neither the traditional right (that includes, besides A, the liberal party IL) nor the left (PS plus the left-wing BE, CDU and Livre) can form that majority. The left block has secured 90 seats while the right got 87, both far from the 115 they would need to approve legislation. Since both blocks are unwilling to negotiate with the far-right party Chega, this means that only a minority executive will be possible. It seems quite likely that it won’t last the entire four years.

The traditional right has has the first move since election day. Luis Montenegro will be called to form a government after the final results are in next week. He can negotiate an agreement with IL, since both parties’ programmes are easily compatible, but that is not enough to survive in a Parliament where the left has even more seats. During the campaign Montenegro repeated that “no means no” when asked if he would include the far-right in negotiations. Within the PSD, several groups question the leader’s reluctance and favour an agreement with Chega as it would guarantee an absolute majority in Parliament.

But the recent European far-right surge shows many examples of how the traditional centre-right is vulnerable to that dangerous trade-off. With more than a million voters on his side, the far-right leader André Ventura was prompt to threaten. He said his party will vote against the first budget of a new government, led by Montenegro, if Chega isn’t included in any negotiations. This

Up until 2019 there was no far-right MP in Parliament – but Chega has rapidly grown

would mean a new parliamentary election in less than a year.

But Chega may have a different strategy, gaining time to revert the negative effects of voting together with the left in order to overthrow a conservative government. The far-right will probably approve the first budget without compromising on its policies to later reject the following one and be able to win some votes with the installed stalemate.

Portugal was one of the last European countries to experience the chaotic effect of the far-right in the political debate. Up until 2019 there was no far-right MP in Parliament – but Chega rapidly grew from one to the current 48 seats.

While they wait for post-electoral studies that will reveal the demographics of the one million far-right voters, politicians, pundits and political scientists are trying to understand this huge change in the electoral map.

Chega considers “gender ideology” everything related to women’s rights. According to the 2022 results, two out of every three votes for this party come from young mid-educated (high-school degree level) males.

The far-right party was able to secure a large part of the protest vote this time, after a succession of international crises that deepened the perception of inequality in a country that still tries to

survive the effects of the euro-crisis. The inflation due to the war in Ukraine, followed by the European Central Bank’s decision to increase interest rates, which dramatically affected housing prices – all of this it certainly affected voters’ decisions.

While the socialist government was achieving its goals (budget surpluses, debt reduction), voters were angry about the effects of budget restraints on public health services, on salary reductions imposed on teachers and police forces.

Chega garnered this discontent, even though its electoral promise was to bring back the tax-evasion scheme, called “golden visas”. It allows foreign millionaires (including Russian plutocrats) to buy real-estate in Portugal - a contradictory policy that can worsen the current speculation responsible for the rise in real estate prices in Lisboa and Porto – while short-term rental business for tourists is still scarcely regulated.

But the Portuguese far-right is also able to attract the typical racist, xenophobic vote. Campaigning against migrant rights, targeting the Romani communities in the south (where it is now the second biggest party, after the socialists), far-right leader André Ventura tries to copy the core values of other emerging European populist parties. Ventura himself criticised the racist and cultural biases in security laws when he wrote his doctoral thesis in law less than 10 years ago. Contradiction is apparently not a problem for the far-right voters.

Chega combines racist propaganda with economic protest, but it is mostly a mishmash of political ambition and digital strategies that attracts a population increasingly informed only on social media. This ambition is evident when we see the names of some of the elected far-right MPs, who were in the recent past members of other parties. Ventura is one of those cases, starting his political career as a defeated candidate for PSD in a local election, seven years ago. His party’s propaganda machine is the country’s top case for political use of disinformation on TikTok, YouTube, Instagram and Facebook.

The contrast is evident. Traditional parties try to secure their votes through traditional arguments; and that seems far from attracting new voters. Even with a high level of discontent, PSD and its coalition parties were unable to improve their 2022 result. PS lost more than 10 percent of the votes but almost none of the left benefitted from the government’s erosion. The only exception is Livre, with three new MPs. This pro-European environmentalist party was able to express some engaging proposals - like a universal basic income - to persuade new voters.

But the big parties PS and PSD mostly repeated their old formulas. While the centre-left tried to convince the majority about the virtues of the current track with some improvements, the centre-right’s main idea was a “tax shock” - a reduction of corporate and income tax. This was the same policy that led Durão Barroso, in 2001, and Passos Coelho, in 2011, to power. The problem is that it didn’t work either time.

This leaves a small window for optimism. Knowing that the current parliament will be unmanageable without a coherent majority ahead, traditional parties have a few months to prepare for the next, foreseeable, election. Maybe then some will be able to think about the value of hope in politics, trying to propose policies that reflect people’s aspirations for a better future. Until then, the coast is clear for the far right to shape the hate and fear driven propaganda that conquered 18 percent of the votes last Sunday. ●



Luís Montenegro from the centre-right PSD will form a new government next week

De la géopolitique orthodoxe

IIII William Lindsay Simpson¹

Comment l’Église russe est devenue l’outil de l’impérialisme tsariste

Le drame que nous vivons depuis le 22 février 2022 avec la guerre en Ukraine semble clore dans la violence la dissolution de l’empire soviétique. Mais pourquoi cela arrive-t-il plus de trente ans après la chute du mur ? De même, avec ce conflit, l’orthodoxie est revenue sur le devant de la scène en la personne du patriarche Kirill de Moscou bénissant la guerre de Poutine. Ainsi, le christianisme orthodoxe, si méconnu en Occident, est revenu sous cette déformation dans la conscience des Européens. Comment en est-on arrivé là ?

Pour répondre à ces deux questions, l’Ambassade de Grèce et la Conférence Saint-Yves ont invité Jean-François Colosimo, l’un des meilleurs experts de l’orthodoxie dans l’espace francophone, afin de donner des éléments-clés pour comprendre le conflit russo-ukrainien ainsi que les tensions au sein du christianisme orthodoxe².

Pour Jean-François Colosimo³, il faut remonter au sacre de Charlemagne en l’an 800. L’Empire romain a explosé depuis longtemps. La partie occidentale de cet empire a été envahie par des barbares et va donner la civilisation latino-barbare avec Rome comme épiscentre. La partie orientale a survécu en une civilisation helléno-romaine avec Constantinople comme point d’ancrage. Ces deux civilisations, bien qu’elles se fondent toutes les deux sur les décombres de l’Empire romain, vont petit à petit se distinguer en tout : linguistiquement (latin en Occident et grec en Orient), spirituellement (Saint Augustin et les Pères de l’Église), et politiquement (aboutissant à l’État-nation et à l’Église-nation). Progressivement, ce sont deux réalités qui se construisent côte à côte, et qui vont ensuite se confronter.

Une ligne de fracture va se dessiner à partir du premier millénaire (notamment avec la conversion des peuples slaves), qui part de la Baltique et descend vers la côte méditerranéenne en Croatie. Elle zigzague sur plusieurs milliers de kilomètres et crée une frontière. Deux chrétientés vont se créer entre l’Est et l’Ouest et diviser le monde slave en deux blocs. Ainsi, en haut de cette ligne, on trouvera les Polonais (alphabet latin et religion catholique) qui s’opposeront aux Biélorusses (cyrillique et orthodoxe). En bas de cette ligne, il y aura les Croates (latin et catholique) qui s’opposeront aux Serbes (cyrillique et orthodoxe). Sur cette ligne s’est greffée la réforme protestante qui vient ajouter une complexité additionnelle.

L’Ukraine, épiscentre de la fracture Est-Ouest

Cette ligne de fracture passe au milieu de l’Ukraine. Cette dernière sera sans cesse écartelée et dépecée par les empires. L’Ukraine métabolisera ainsi le destin des deux Europes : à l’ouest de l’Ukraine, on se trouve en Occident, à l’est du pays, en Orient. Le but des empires a été de supprimer l’existence de l’Ukraine. Or l’Ukraine existe. Il y a indéniablement une langue et une culture ukrainienne, une forme de slavité méridionale. Une ambition persévérante à constituer l’Ukraine existe depuis la Rus’ médiévale de Kiev, la Confédération des Cosaques zaporogues fondée en 1649 et les républiques contemporaines proclamées en 1917 puis en 1991. Les Ukrainiens ont répondu unanimement « oui » par référendum en 1991 à une Ukraine indépendante, nonobstant leurs particularités.

Le monde orthodoxe, sous l’impulsion du patriarchat de Constantinople, va concentrer historiquement ses efforts missionnaires sur le monde orthodoxe libre qu’est la Russie. Le petit livre de piété *Le récit d’un pèlerin russe* offre une belle

immersion spirituelle dans la tradition contemplative russe portée par les monastères et puisant dans la dévotion des premiers siècles de l’Orient chrétien. Avec l’émergence de la principauté de Moscou, le patriarchat de Constantinople autorise cette dernière à devenir un patriarchat. En agissant ainsi, le patriarchat de Constantinople permet à l’Église russe de résister au pouvoir impérial qui souhaite l’instrumentaliser et mettre l’Église à son service. Mais en 1721, le Tsar Pierre le Grand décapite le patriarchat et le remplace par un synode d’évêques présidé par un laïc. Depuis lors, l’Église devient un outil de l’impérialisme tsariste.

1917 est un tournant en Russie avec la Révolution russe mais également avec l’organisation du concile de Moscou. Alors en pleine tourmente révolutionnaire, l’Église russe se détache du pouvoir politique et fait acte d’apolitisme et de mission pacificatrice. Ce renouveau expose l’orthodoxie russe à la persécution du pouvoir bolchevique. Et ce sont 600 évêques, 40 000 prêtres, 120 000 moines et moniales qui disparaissent dans les camps entre 1918 et 1942. Staline, face à l’avancée des Allemands, sort le clergé du goulag et le force à porter allégeance à l’URSS en échange de la réouverture de quelques églises. Puis, rompant avec l’acalmie, afin de contrebalancer le rapprochement initié avec l’Occident, Khrouchtchev lance dans les années 1960 une seconde vague de persécution massive contre les chrétiens. Un second concordat voit le jour dans les années 1970 avec Nicodème de Léninegrad, métropolitain et membre du KGB. Ce dernier propose un pacte renouvelé à l’État soviétique : le patriarchat de Moscou se fait le propagateur du socialisme, du pacifisme et de l’anti-américanisme à l’Ouest, et en échange, les institutions de l’Église russe bénéficient d’une certaine liberté. Nicodème a laissé cet héritage de collaboration à ses disciples incluant son disciple Kirill qui devient l’homme fort du patriarchat lors de la chute du mur.

Kirill passe alors un nouveau pacte avec le pouvoir (cette fois-ci poutinien) : l’Église prend la place du parti communiste. Elle devient la nouvelle idéologie du régime de Poutine. À la fois membre du KGB et oligarque, Kirill est élu patriarche en 2009 et depuis lors agit comme protecteur de l’intégrité territoriale, ecclésiale et politique de

toutes les Russies. Ainsi, pour Jean-François Colosimo, le patriarche Kirill met le patriarchat de Moscou (qui est la seule entité post-soviétique qui couvre le territoire de l’ex-URSS) au service de la diplomatie impériale russe et seconde l’agressivité diplomatique de Poutine. En plus de la politique « panrusse » dans les pays baltes, au Kazakhstan et en en Asie centrale, Kirill s’investit en Syrie en tentant d’inféoder le patriarchat orthodoxe d’Antioche. Il accompagne la division Wagner en Afrique en déstabilisant le patriarchat orthodoxe d’Alexandrie notamment par l’ouverture de nouvelles paroisses rattachées au patriarchat de Moscou. Il mène une politique de réappropriation des biens orthodoxes de l’émigration russe comme en France (à Paris et Nice) ou à Beijing.

Autonomie de l’Église ukrainienne

Au XVI^e siècle, Kiev est une grande métropole de rite byzantin. La situation de Kiev vis-à-vis de la Russie devient complexe dans la mesure où Kiev puise sa propre légitimité par son ancienneté et ses liens privilégiés avec le patriarchat de Constantinople. Pour trouver une solution concernant l’orthodoxie en Ukraine, le patriarchat de Constantinople a concédé initialement une sorte de « licence d’exploitation » à l’Église russe sur Kiev en lui donnant le pouvoir de gérer l’Église en Ukraine. Puis, changement de politique : l’Église orthodoxe ukrainienne est détachée du patriarchat de Moscou en 2018 et devient autocéphale. Cette décision a été prise par le patriarchat œcuménique de Constantinople (qui est l’autorité compétente) avec le soutien d’autres églises et entités orthodoxes. Cet événement est un élément déclencheur du conflit de 2022. Le patriarche Kirill fera tout pour éviter cette indépendance notamment en ne participant pas au concile panorthodoxe de Crète de 2016 qui avait précisément pour but de clarifier la question de l’autocéphalie, c’est-à-dire la pleine autonomie d’une église nationale. L’ambassadeur de Grèce, Angelos Ypsilantis, a rappelé à cette occasion la difficulté pour les occidentaux de comprendre ce concept. La plupart des pays orthodoxes sont en effet organisés suivant ce système original de l’autocéphalie qui est le fruit de l’histoire et de la géopolitique mouvementé des chrétiens orientaux.

Dans ce contexte, Colosimo rappelle que sans l’Ukraine, la Russie n’est plus un empire. Sans l’Ukraine, le patriarchat de Moscou n’est plus une grande Église, mais constitue un petit patriarchat. Alors que la Russie est le leader du monde orthodoxe avec cinquante pour cent des fidèles, des prêtres et des monastères, l’Ukraine représente quarante pour cent du patriarchat de Moscou. Et le monde orthodoxe ukrainien est plus vivant, en termes de pratique religieuse, en termes de vivacité spirituelle, et se distingue du monde russe. Il y a ainsi une âme et un ethos ukrainien, plus doux, plus pastoral et instinctivement plus démocratique.

Il convient également de rappeler que l’Ukraine, d’un point de vue religieux, présente l’originalité d’être rattachée à l’orthodoxie mais aussi d’avoir des liens spéciaux avec Rome. Alors que 70 pour cent des Ukrainiens se déclarent orthodoxes (la majorité d’entre eux sont rattachés à l’Église orthodoxe ukrainienne), environ 6,5 pour cent de sa population appartient à l’Église gréco-catholique ukrainienne (« uniate ») qui est rattachée à Rome. Les uniates ont dominé l’Ukraine à partir du XVII^e siècle puis les orthodoxes sont revenus en force après la seconde guerre mondiale avec Staline. Ces dissensions religieuses ont fortement marqué l’Ukraine et son processus de reconstruction nationale. Mais depuis le conflit avec la Russie, c’est ensemble qu’ils prient pour le salut de leur patrie et la souveraineté de l’Ukraine. Le brouillage actuel en raison du conflit russo-ukrainien ne doit pas faire oublier les souffrances des chrétiens sous le régime soviétique et la grandeur d’âme de nombreux orthodoxes russes qui cherchent la paix. Ce conflit rappelle avant tout la nécessité de reconstruire physiquement l’Ukraine une fois que les armes seront déposées, mais aussi de réparer spirituellement la Russie. ●



Le Tomos, texte l’autocéphalie à l’Église orthodoxe ukrainienne

¹ Président de la Conférence Saint-Yves (www.csy.lu)

² La conférence a été organisée le 19 avril 2023 en l’église Saint Michel à Luxembourg ville par l’Ambassade de Grèce et la Conférence Saint-Yves

³ Auteur de *La Crucifixion de l’Ukraine*, Albin Michel, 2022



Sven Becker

WIRTSCHAFT

« Carrément verréckt »

III Bernard Thomas

La contrebande au service du budget luxembourgeois

Le modèle a toujours suscité un certain malaise. « On joue les petits parasites par rapport à nos pays-voisins », admettait le député eschois René Mart (DP) en 1978. Son collègue de l'Est, Paul Wagener (CSV), défendait le bifteck en 1981 : « Tous ceux qui viennent des frontières du pays, les Eschois comme les *Miseler*, les Martelangeois comme ceux de l'*Éislek*, savent qu'il s'agit d'une véritable industrie ici au pays. » Son collègue mosellan, Victor Braun (DP), estimait que « le revenu de nombreuses familles à l'Est » en dépendait. Même l'opposition communiste défendait, en 1977, la niche qui constituerait « een Tromp vun eisem Tourismus ». Comme palliatif à la mauvaise conscience, le député CSV Fernand Rau proposait en 1989 de consacrer les recettes générées par la vente de tabac et d'alcool « au traitement du cancer du poumon, respectivement au traitement des personnes malades des nerfs. »

En France, dans la région du Grand Est, les comparutions immédiates pour contrebande « se suivent et se ressemblent », note *Le Républicain Lorrain*. Fin novembre, les juges français étaient surpris d'apprendre que des cartes de fidélité d'une enseigne de tabac à Rodange avaient été retrouvées sur deux prévenus : L'une était tamponnée à hauteur de 129 000 euros, l'autre à 20 000 euros d'achats. « Le commerçant de Rodange n'était évidemment pas dans la salle du tribunal. Ne connaît-il pas la législation en France ? », s'interrogeait *Le Quotidien*. Les stations-service et les bureaux de tabac courent-ils le risque de devenir co-auteurs d'une fraude douanière, et donc d'un blanchiment ? « Je ne suis pas responsable des poursuites des infractions en France », répond Gilles Roth (CSV) au *Land*. Le nouveau ministre des Finances s'en lave les mains, imitant ceux qui l'ont précédé. « Le gouvernement n'entend pas donner de directives particulières aux points de vente de tabac nationaux », avait déclaré Pierre Gramegna (DP) en 2020.

Pourtant, la question est posée. Le directeur de l'Enregistrement a récemment averti les députés de la commission des Finances : « L'orateur ne peut pas exclure que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. [...] Un autre risque est lié au blanchiment dans le secteur de la vente de tabac. » Des phrases que Gilles Roth avait citées in extenso lors d'une heure d'actualité. C'était en novembre 2022, et l'actuel ministre était alors député de l'opposition. « Les douanes appliquent les règlements européens, an *domadder huet et sech* », dit-il aujourd'hui. Et de se référer à la déclaration de sa prédécesseuse Yuriko Backes (DP) : « Et kann ee warscheinlech néirens an ni honnertprozenteg esou eppes excluieren ».

L'Administration des douanes explique au *Land* qu'« à part l'interdiction de vendre du tabac sur Internet, il n'y a pas de texte de loi qui définit comme infraction les ventes au-dessus d'une certaine quantité. » Son directeur, Alain Bellot, se place du côté de la libre circulation des marchandises au sein de l'UE. Il était cité en 2020 par la *Républicain Lorrain* : La limitation à une cartouche par personne, que venait de décréter la France, serait « illégale au regard des textes européens ». Quelques années plus tôt, il avait expliqué au *Quotidien* : « Quand le ministre des Finances veut des estimations, je dois veiller à ce qu'il reste un différentiel entre nos taux [d'accises] et ceux pratiqués dans la Grande Région ». Les gouvernements ont toujours poursuivi « une politique fiscale accisienne modérée », disait Luc Frieden en 2011. Se basant sur « les chiffres fournis par le secteur », il estimait que le taux de cigarettes vendues aux non-résidents se situerait « entre 85 et 90 pour cent ».

Depuis lors, la différence des prix a explosé. Entre le Luxembourg et la France elle était de 1,50 euro pour un paquet de « Marlboro Rouge » en 2011. Elle est aujourd'hui de 6,70 euros. (Les écarts sont encore plus béants pour le tabac à rouler : Une pochette « Pueblo » coûte 5,40 euros

à Rodange, contre 15,80 euros à Longwy.) Le Luxembourg valait le détour, il vaut désormais le voyage. Le 24 novembre 2020, un député de l’opposition nommé Gilles Roth se tenait devant le Parlement, exhibant un paquet de cigarettes : « Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e Pak Marlboro ». (Mars Di Bartolomeo l’interrompt illico, rappelant que la publicité de cigarettes était interdite.) Roth ne se laissa pas démonter et se lança dans ce qui semblait être une diatribe contre le creusement du différentiel des prix. Mais en fait, le discours rothien restait ambivalent. Les cigarettes lui servaient de prétexte pour parler des carburants, dont les prix venaient d’exploser suite à l’agression russe contre l’Ukraine : « Ech verstinn, dass een d’Klimabilanz hält fir de Sprit. Mee ech verstinn net, dass een akzeptéiert, dass den Differentiel méi grouss gëtt, wann et em d’Gesondheet vun de Leit geet. »

Devenu ministre, Gilles Roth a retrouvé la raison d’État. « Je ne vois pas où nous pourrions renoncer à ce milliard », dit-il au *Land*. Il a distillé les mêmes éléments de langage sur *Radio 100,7* : « Je le dis très honnêtement : Je ne peux pas, en tant que ministre des Finances, renoncer à cet argent. Si le public est d’avis qu’il faut relever massivement les accises, alors il devra aussi dire où on ira chercher cet argent. » L’État luxembourgeois est devenu accro au tabac. Sur les trois dernières années, les ventes de cigarettes ont progressé d’un quart, celles du tabac d’un tiers. Elles rapportent désormais 1,3 milliard d’euros de recettes au budget. Un nouveau record. C’est plus que la taxe d’abonnement prélevée sur l’industrie des fonds (qui pèse 5 326 milliards d’euros) : « Eigentlech carrément verréckt », estimait le député Gilles Roth en novembre 2022. En mars 2024, le ministre Gilles Roth table, lui, sur une augmentation continue de ces recettes sur les trois prochaines années.

« Nous allons, entre autres, créer des recettes supplémentaires par une hausse des accises sur les cigarettes et le tabac de coupe », annonçait-il dans son discours sur le budget. Et d’ajouter : « Le tout sans perdre de vue la compétitivité de notre industrie dans ce domaine. » Annoncée pour mai, la hausse des prix restera minimale : Plus dix centimes par paquet de vingt cigarettes. (Sur *Radio 100,7*, Roth avait avancé le montant de cinquante centimes : « Les Douanes s’étaient trompées dans leurs calculs », s’excuse-t-il aujourd’hui.) Or, au 1^{er} janvier, le paquet a augmenté de deux euros en Belgique et de cinquante centimes en France. En fin de compte, les écarts de prix par rapport au Grand-Duché se seront donc élargis et non rétrécis. Le ministre dénonce la « krass Hypokrisie » des socialistes et des verts qui revendiquent aujourd’hui une augmentation massive des accises. L’envol des recettes du tabac, dit-il, a commencé en 2015 : « Do war ech net an der Regierung ». Et de rappeler que les e-liquides, sachets de nicotine et tabacs à chauffer seront soumis à un droit d’accise à partir de juin et d’octobre.

Une part des ventes de tabac s’explique par les flux transfrontaliers quotidiens et habituels : Une cartouche ramenée pour des amis, au retour du bureau. Mais une autre partie est directement liée à la contrebande (plus ou moins) organisée. Le *Républicain lorrain* en tient la chronique. Comme l’épisode de ce « Normand » condamné à une peine de douze mois de prison (avec sursis simple) pour avoir traversé la frontière avec 159,5 kilos de tabac achetés (en liquide) dans une station-service à Rodange. Les douaniers français, planqués à quelques mètres de là, l’avaient observé en train de charger sa camionnette de location.

La contrebande dans le Minett, c’est une histoire centenaire. Ses circuits actuels ont émergé au lendemain de la signature du traité de Versailles. Lorsque le « Bezirk Lothringen » réintègre la République, la frontière douanière entre le Grand-Duché et la France voit son étendue doubler. Au même moment, la sortie du Zollverein permet au Luxembourg de définir librement ses accises, et de se différencier des deux grands voisins. Le sens du trafic s’inverse, les recettes explosent. Le tabac et les cigarettes, tout comme les allumettes et les feuilles à rouler, articles accisés à l’époque, passent désormais du Luxembourg vers la France et l’Allemagne.

Sur *eluxemburgensia.lu*, on retrouve des centaines d’articles de presse des années 1920 et 1930, qui évoquent la contre-

« In der letzten Nacht wurde der hiesige Arbeiter Franz Schmit von französischen Grenzwächtern erschossen. Er war in Begleitung von vier Kameraden beim Tabakschmuggel erwischt worden »

Obermosel-Zeitung, 20 juin 1921

bande comme faits-divers. Le phénomène paraît avoir été massif. Il semble englober toute la population : « Un cabaretier du Pfaffenthal », « un apprenti-boulangier », « un écolier », « un ancien champion cycliste », « une fille du Luxembourg »... (Les journalistes de l’époque notent à chaque fois le nom des contrevenants qui se retrouvent ainsi épinglés dans la presse.) Les cheminots succèdent aux conducteurs de malle-poste en tant que champions de la contrebande. Certains chauffeurs et mécaniciens cachent la contrebande sous leurs locomotives qui, en cas de contrôle, se retrouvent confisquées à la gare de Thionville. À partir des années 1930, les trafiquants utilisent de plus en plus les automobiles : « Auf die raffinierteste Weise waren die Tabakwaren in eigens dem Wageninnern angepaßten Behältnissen versteaut », relève le *Tageblatt* en 1931. La contrebande traverse aussi les fleuves-frontières : « Man nimmt sogar an, daß die Ware nachts per Nachen über die Sauer gefahren, oder daß sie in wasserdichten Behältnissen durch die Sauer gezogen wurden ».

Les altercations sont nombreuses et violentes. C’est de manière très laconique que l’*Obermosel-Zeitung* note en 1921 : « Düdelingen, 18. Juni. In der letzten Nacht wurde der hiesige Arbeiter Franz Schmit von französischen Grenzwächtern erschossen. Er war in Begleitung von vier Kameraden beim Tabakschmuggel erwischt worden. » En juillet 1922, deux frères luxembourgeois s’en prennent à des douaniers français : « Sie entrissen ihnen den Dienstrevolver, bedrohten sie mit angelegter Waffe und bewarfen sie mit Steinen », rapporte le *Wort*. Quelques années plus tard, le quotidien catholique évoque « la nervosité de l’administration douanière française ». Même les petites quantités sont sévèrement punies. En 1929, un jeune Messin sur lequel on avait trouvé « trois paquets de tabac luxembourgeois » écope de quatorze jours de prison.

L’étudiante à l’Uni.lu Irene Portas Vázquez a rendu cette semaine son travail de thèse intitulé « Underground Histories : Border Transgression and Subversion in the Minette (1919-1939) ». Elle y analyse, d’un côté, le Parti communiste italien et, de l’autre, la contrebande de tabac, comme « deux facettes de la clandestinité sur la frontière » durant l’entre-deux-guerres. Parmi les petits contrebandiers occasionnels, Portas Vázquez identifie « des gens du coin », connaissant la topographie locale, ses forêts et ses « chemins non-autorisés ». Durant la crise économique des années trente, dit-elle au *Land*, la « contrebande de nécessité » aurait agi comme « soupape de sécurité ». Quant aux réseaux de la contrebande organisée, ils identifient rapidement le Luxembourg comme maillon faible de la frontière française. Les passages y étant moins bien gardés que du côté belge.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la contrebande se fait plus rare, du moins dans les colonnes des faits-divers. Il y a quelques exceptions pourtant. En 1947, la « Ligue des réfractaires et déportés militaires » (regroupant les enrôlés de force) publie un article sur les trafics transfrontaliers dans *Ons Jongen*. L’auteur, un correspondant longo-

vicien, pointe du doigt « la lie cosmopolite du bassin industriel » : « Des enfants, âgés de sept à treize ans, dont les parents, Italiens ou Polonais, sont dénués de tout scrupule ». Les « vrais Français » ne feraient, eux, pas de contrebande « pour en tirer profit ». (Un alignement de clichés qui rappelle les accents romophobes qui sous-tendent l’actuel débat sur la mendicité.) À partir des années 1970, les récessions dans la presse luxembourgeoise se multiplient. En 1973, le *Wort* évoque ainsi deux hommes embarqués sur un bateau gonflable pour un « Zigaretten-Trip » : Ils avaient tenté de faire passer 40 000 cigarettes dans la République fédérale. Alors que la crise sidérurgique arrachait des trous dans les budgets d’État, les accises paraissaient comme un moyen commode pour générer des recettes, d’autant plus que celles-ci sont « portées en très grande partie par des étrangers qui viennent acheter du tabac et de l’alcool ici », comme le résumait un député CSV en 1981. Une année plus tard, un chroniqueur lance un appel dans le *Land* : « Au nom des relations cordiales avec les autres gouvernements, le nôtre serait quand même bien inspiré de regarder ce problème d’un peu plus près, sans attendre que des mesures de rétorsions soient prises ».

Alors que le commerce fleurit d’un côté de la frontière, il dépérit de l’autre. Les buralistes lorrains sont piégés. À Thionville, il ne reste aujourd’hui plus que deux points de vente de tabac, pour dépanner les fumeurs qui auraient oublié de faire le plein au Grand-Duché. Il y a dix ans déjà, la ville avait été identifiée comme présentant le plus haut taux de marchandise « parallèle ». Selon cette estimation, 87 pour cent des paquets de cigarettes étaient importés, bien plus qu’à Perpignan (56), Roubaix (34) ou Mulhouse (33). Pour mener cette enquête, une société de consulting avait envoyé des « ramasseurs » dans 118 villes françaises pour y collecter les paquets de clopes jonchant les sols ou jetés à la poubelle ; leur provenance était retracée à partir des timbres fiscaux, des avertissements de santé et des codes-barres.

« Iwwregens ass Tubaksindustrie eng vun deenen eelsten, déi mir hei am Land hunn [...] an ass och eng wichteg Aktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg », avait argumenté Yuriko Backes contre une hausse trop prononcée des accises. Heintz Van Landewyck (HvL) se porte très bien. Dans son dernier bilan, le fabricant de tabacs et de cigarettes se réjouit d’un « momentum in our core markets » et d’un « record year for turnover ». En 2022, l’entreprise a engrangé un bénéfice net de 29,75 millions d’euros, dont 9,58 millions ont été versés comme dividendes aux actionnaires, majoritairement luxembourgeois. Face au *Land*, HvL cache sa joie : « Dans les années 2000, les ventes de cigarettes furent beaucoup plus importantes qu’actuellement. » Le marché n’aurait que retrouvé le volume des années 2010, avec un mix évoluant vers plus de tabac de coupe. La firme aime à se présenter comme un *underdog* se fauflant entre les multinationales du Big Tobacco. HvL est présent dans huit pays européens, dont une « joint-venture » en Andorre, autre juridiction réputée pour son dumping accisien. En 2022, la firme employait 1 480 personnes, dont 553 au Luxembourg. (Contre 1 933 employés, dont 818 au Grand-Duché, dix ans plus tôt.)

Si les dirigeants de HvL trouvent traditionnellement une oreille attentive auprès des ministres des Finances, ils s’estiment mal-aimés par les ministres de la Santé. Martine Deprez (CSV) est restée, elle, très prudente jusqu’ici, suivant la ligne pro-business du Premier ministre. En février, son ministère avait signifié à *L’Essentiel* que le tourisme du tabac, c’était finalement du *win-win* : « S’approvisionner au Luxembourg ne signifie pas que les acheteurs fument nécessairement davantage, mais peut-être que malgré le coût du déplacement, ces achats leur permettent de réaliser des économies ». « Soulaang mir de Präis net erofsetze ginn... kann ech domadder liewen », expliquait Deprez en rigolant ce samedi sur *RTL-Radio*.

Alors que les niches fiscales se sont réduites comme peau de chagrin, c’est à la moins sophistiquées et la plus nocive que les gouvernements se cramponnent. L’optimisation fiscale *made in Luxembourg* érode la base imposable des pays-voisins. Le tourisme du tabac en subvertit la politique sanitaire. Depuis ses 240 stations-service, le Grand-Duché exporte des cancers du poumon et des maladies cardiovasculaires. Une autre « externalité négative » du modèle luxembourgeois. ●

Crypto explose

IIII Pierre Sorlut

L'escroc luxembourgeois derrière la plateforme Crypto4Winners a été placé sous contrôle judiciaire. Des milliers d'investisseurs du monde entier oscillent entre angoisse et colère



Des photos des dirigeants de C4W partagées ces derniers jours sur les réseaux sociaux. À gauche, Luc Schiltz

Le Grand-Duché est-il l'épicentre d'une arnaque internationale à la cryptomonnaie ? Plus de 4 000 investisseurs. Autour d'une centaine de millions d'euros placés via une plateforme en ligne qui a interrompu ses transactions. Voilà les contours de l'affaire Crypto4Winners. Ils ont été définis par l'avocat Andreas Komninos mercredi soir lors d'une conférence téléphonique organisée à la demande d'investisseurs dans ces placements en cryptomonnaies, inquiets de ne pouvoir récupérer leur mise. Plusieurs d'entre eux ont déjà mandaté l'associé de Lydie Lorang. Ils étaient autour de 150 sur Zoom en ce milieu de semaine pour comprendre ce qu'un avocat luxembourgeois pouvait pour eux. L'une des raisons, a détaillé Andreas Komninos (tout en précisant qu'il ne faisait pas de publicité pour son cabinet en particulier), est que la direction de la plateforme vit au Luxembourg.

À la tête de Crypto4Winners, Adrien Castellani, 34 ans, ancien gérant de fortune pour le groupe Crédit Agricole au Grand-Duché. Il a rejoint la plateforme d'investissement en cryptomonnaie en 2021. Celle-ci venait d'être fondée par Luc Schiltz, un ressortissant luxembourgeois fraîchement sorti de prison. Son passé criminel et ses liens avec la société avaient été dissimulés aux investisseurs (*d'Land*, 19.01.2024). À dessein ? La justice le déterminera. Le parquet confirme au *Land* ce jeudi qu'une instruction est en cours, que des perquisitions ont été menées mercredi et qu'une arrestation a été opérée.

Selon les informations du *Land*, la personne placée sous mandat de dépôt est Luc Schiltz. Il est hospitalisé au Luxembourg après un accident de voiture intervenu la semaine passée. C'est d'ailleurs cet événement qui a précipité la suspension des transactions et la vive inquiétude des utilisateurs de la plateforme, lisible sur les forums Telegram.

Fin février, sur un fil C4W, les investisseurs se plaignent encore de rendements un peu moins élevés que les mois précédents. « Franchement

Le Luxembourg, qui a passé son examen de probité de justesse l'an passé face au Gafi, se retrouve à nouveau exposé par le truchement de la cryptomonnaie

trois pour cent par mois je trouve ça bien. Va trouver autre chose qui propose ça », rassure un certain Franc. « Puis juger sur un mois un peu faible, c'est dommage. Plus de sept pour cent depuis le début de l'année, je ne sais pas ce qu'il te faut », poursuit le même investisseur. Puis des doutes émergent. « Bonjour. Quelqu'un a déjà effectué un retrait total du pool usdt ? J'ai envoyé une demande vers le 20 février et je n'ai encore rien reçu », s'inquiète Alex, lundi 4 mars. Peut-être à cause du week-end. Le mardi 5, ils sont déjà plus nombreux à ne pouvoir retirer leurs profits. « Toujours rien ce soir pour un petit retrait de 2 000 euros. Les trades sont bloqués », constate Jd Beach. « Idem pour moi », confirme Théo. Mercredi, l'utilisateur CryptoEnthusiast prononce le mot tabou : « Rug Pull ». Quand les organisateurs d'un marché crypto s'enfuient avec les mises. Une probabilité accentuée par un marché haussier, comme c'est le cas actuellement.

Vendredi 8 mars, la direction de la plateforme communique enfin : « Due to technical issues, we are currently conducting an internal investigation. Regrettably, we are unable to respond to all inquiries at this time ». Le passé de Luc Schiltz ressurgit sur les réseaux : condamnation à six ans de prison dont deux fermes. D'accord, « mais C4W ne tourne pas avec une seule personne », écrit Malcolm X. L'information de l'accident de voiture du Luxembourgeois et de

son hospitalisation se diffuse. D'aucuns associent l'événement à l'impossibilité de distribuer les bénéfices du trading dont Luc Schiltz est l'un des cinq agents (selon des explications fournies l'an dernier par Adrien Castellani lors d'une réunion en ligne).

Samedi dans un « communiqué officiel » diffusé sur Telegram, Crypto4Winners soupçonne « une personne de s'être rendue coupable d'actes frauduleux ayant pu porter atteinte à l'intégrité des actifs ». « Il est aussi possible que les données actuelles et historiques à notre disposition aient été falsifiées, avec un degré de sophistication avancé », poursuit le communiqué. La plateforme dirigée par Adrien Castellani explique encore évaluer l'impact sur les actifs des clients de la plateforme. « Notre priorité est la protection et la récupération des assets des clients ainsi que leur retour », écrit le management, qui précise avoir prévenu les autorités et s'associer au « désarroi » des utilisateurs.

Sur les canaux Telegram, les esprits s'échauffent. Mike, un coach et prof de muscu à Dubaï, dit avoir investi ses économies, autour de 100 000 euros. « I rang every hospital. I got him », écrit-il. Les sociétés logeant les intérêts des deux actionnaires de Crypto4Winners sont justement domiciliées dans cet Émirat. D'aucuns avancent qu'un schisme est opéré entre « Adrien et Luc ». L'un et l'autre, ainsi que leurs clans respectifs, se renvoient la responsabilité. Circulent ainsi des photos et des vidéos montrant le train de vie fastueux de l'équipe dirigeante de la plateforme ces derniers mois, voyages en avion privé ou en hélico et sorties avec factures jet-settesques.

Mercredi soir, l'un des participants à l'appel Zoom d'Andreas Komninos dévoile son « désarroi » : « Nous avons ouvert un compte auprès de Crypto4Winners afin d'investir pour nous, mes beaux-parents, ma belle-sœur et ma grand-mère. Dois-je déposer plusieurs plaintes ? », demande-t-il, penaud. Pour l'heure, difficile de mesurer la nature de l'aliénation

des avoirs et de la fraude, le cas échéant. La probabilité qu'il s'agisse seulement d'un problème technique demeure. Il faudrait le faire savoir vite, explique l'avocat. Tout le monde est présumé innocent tant qu'un tribunal n'a pas décidé du contraire.

« Si c'est un Ponzi, cela va être très problématique », lâche Andreas Komninos. L'avocat et une partie de ses collaborateurs ont travaillé d'arrache-pied ces derniers jours pour cerner le problème et définir une stratégie. « Le parquet luxembourgeois a tout intérêt à agir très vite (...) pour protéger la place financière », avance l'associé de Lydie Lorang, conseillère d'État, « une personne qui a une voix au Luxembourg ». Les événements se sont précipités ces derniers jours, mais les doutes sur les rendements mirifiques de Crypto4Winners avaient été partagés par des observateurs auprès des autorités policières et financières depuis le milieu de l'année dernière. C'est d'ailleurs la CSSF qui avait communiqué ses soupçons au parquet. Ce dernier avait ensuite ouvert une instruction visant la société luxembourgeoise C4W Management et deux de ses administrateurs, dont Adrien Castellani.

Un retard à l'allumage signe du manque de moyens accordés à la lutte contre la criminalité financière ? Selon les informations du *Land*, les autorités financières s'évertuent ces jours-ci à bloquer les différents comptes pour éviter toute fuite des capitaux. La plateforme Crypto4Winners échange des cryptocoins mais passe par des opérateurs tels que Binance pour convertir les actifs en monnaie de banque, euro ou dollar. La société spécialisée ScoreChain identifie le retrait récent de plusieurs centaines de milliers d'euros. Des procédures pénales et civiles sont ouvertes. De nombreuses juridictions sont concernées. Des milliers d'investisseurs potentiellement victimes. Le Luxembourg, qui a passé son examen de probité de justesse l'an passé face au Gafi, se retrouve à nouveau exposé par le truchement de la cryptomonnaie. Ni Adrien Castellani ni Luc Schiltz n'ont pu être joints. ●

Déclassement

IIII Georges Canto

La classe moyenne inférieure a vu ses revenus stagner et tombe dans la catégorie en-dessous

Depuis le 1^{er} mars, l'un des articles les plus consultés sur le média pan-européen *Euronews* est titré « Où la classe moyenne paie-t-elle les impôts les plus élevés et les plus bas en Europe ? » Le journaliste s'est inspiré d'un article publié en juillet 2023 dans la revue académique allemande *EconPol Forum*, émanation de l'institut IFO de Munich, sous le titre « Income and Tax Burden of the Middle Class in Europe ».

Pour les résidents luxembourgeois, la lecture du texte paru sur *Euronews* laisse un sentiment mitigé. D'un côté, ils ont la confirmation que leurs revenus sont, de loin, les plus importants au sein des pays de l'UE. De l'autre, ils constatent que les prélèvements fiscaux sur la classe moyenne, à laquelle appartient, selon Luc Frieden, « la quasi-totalité de la population », sont plutôt élevés par rapport à ceux des autres pays d'Europe. Au Grand-Duché en 2019, le revenu disponible médian s'établissait, tous types de ménages confondus, à 40 824 euros par an. La moitié de la population gagne davantage, l'autre moitié moins. Ce qui place le Luxembourg, et de loin, à la première place européenne. L'écart est considérable avec le pays suivant, le Danemark, où le revenu médian atteint seulement les trois-quarts du niveau luxembourgeois. Ce dernier est supérieur de 80 pour cent à celui de la France, il représente aussi deux fois et demi celui de l'Espagne et près de six fois celui de la Pologne.

Compte tenu des différences de prix entre les pays il est plus pertinent de raisonner en PPA (parité de pouvoir d'achat). Le revenu médian luxembourgeois s'en trouve réduit de 22 pour cent (31 794 euros) et les écarts avec les autres pays diminuent aussi : ainsi celui avec la France n'est plus que de soixante pour cent. Mais il est toujours égal à deux fois la moyenne européenne.

Le calcul du revenu médian permet de définir précisément les contours de la classe moyenne, une notion souvent jugée floue. Selon l'OCDE, elle comprend les ménages dont le revenu se situe

entre 75 pour cent et 200 pour cent du revenu médian du pays. Pour le Luxembourg en 2019, ce sont donc les personnes gagnant annuellement entre 30 618 et 81 648 « euros courants ». En raisonnant en PPA, la fourchette est de 23 846 euros à 63 589 euros.

L'article allemand ne donne pas le nombre ou la proportion de ménages situés dans ce créneau, mais d'autres calculs, notamment celui de l'OCDE dans un document de 173 pages intitulé « Under pressure : The Squeezed Middle Class » publié en mai 2019 (sur la base de chiffres de 2016), donnent le chiffre de 65 pour cent. Une estimation faite par l'économiste luxembourgeois Dylan Theis pour le compte du *think tank* Improof, émanation de la CSL, est un peu plus basse : 61,4 pour cent. On est loin de la « quasi-totalité » de la population évoquée par le Premier ministre et même du « ressenti » des Luxembourgeois qui sont 83 pour cent (selon l'OCDE) à se dire membres de la classe moyenne. Mais, avec plus de soixante pour cent, cela fait quand même un groupe très important. Au-dessus, la classe « aisée » regroupe seulement neuf pour cent de la population.

Une remarque s'impose ici. Par construction l'écart entre la limite inférieure et la limite supérieure est toujours de 1 à 2,67. Mais logiquement, la fourchette exprimée en euros est beaucoup plus large quand le revenu médian est élevé. Ainsi au Luxembourg, l'écart est de 51 000 euros entre la limite inférieure et le seuil le plus élevé (39 800 en PPA) tandis qu'il n'est que de 31 700 euros en Allemagne et de 20 800 euros en Espagne. Toujours selon l'OCDE, la classe moyenne, très vaste, peut être divisée en trois sous-catégories. La classe moyenne inférieure regroupe les ménages ayant un revenu compris entre 75 pour cent et 100 pour cent du revenu médian ; la classe moyenne intermédiaire inclut ceux qui ont un revenu compris entre 100 pour cent et 150 pour cent du revenu médian, et dans la classe moyenne supérieure les ménages ont un revenu compris entre 150 pour cent et 200 pour cent, soit le double, du revenu médian.

Au Luxembourg ces trois catégories sont comprises entre les valeurs suivantes : de 30 618 à 40 824 euros pour la CMInf, de 40 824 à 61 236 euros pour la CMInt et de 61 236 à 81 648 euros pour la CMS. Mais la répartition de la population entre les trois tranches n'est pas fournie. Ce découpage est utile pour certaines analyses comme celle sur le poids de la fiscalité, c'est-à-dire des impôts et des cotisations sociales obligatoires après déduction des prestations reçues par les ménages.

Ce poids diffère selon le niveau du revenu. Selon le principe de la redistribution verticale, il est moins élevé pour la CMInf que pour la CMS. Mais pour un revenu donné, il varie aussi selon la composition du ménage. C'est le principe de la redistribution horizontale. Trois cas ont été retenus, celui des ménages ayant un double revenu égal avec deux enfants, celui des ménages avec un seul revenu et deux enfants et celui des ménages avec une seule personne (*single households*).

Au Luxembourg comme dans les autres pays de l'UE, ce sont les ménages à double revenu avec deux enfants qui supportent le moins de charge fiscale nette : 9 pour cent chez les membres de la CMInf, 19 pour cent pour ceux de la CMInt et 28 pour cent pour ceux de la CMS. Mais ces taux sont tous supérieurs (de deux à quatre points) à la moyenne européenne et le Luxembourg ne se situe qu'entre la neuvième et la treizième place sur 27 pays, ce qui signifie que selon les profils entre quatorze et dix-huit pays de l'UE ont une fiscalité plus faible. Pour la catégorie des couples avec un seul revenu et deux enfants, le Luxembourg pointe en milieu de classement, avec des taux quasiment identiques à la moyenne européenne (douze pour cent pour la CMInf, 22 pour cent pour la CMInt et 28 pour cent pour la CMS).

C'est pour les ménages d'une seule personne que la note est la plus salée. Les taux de 35 pour cent pour la CMInf, 39 pour cent pour la CMInt et 41 pour cent pour la CMS sont supérieurs de six à onze points aux moyennes européennes. Le Grand-Duché est ici en queue de peloton, avec selon les catégories entre 19 et 22 pays qui ont une fiscalité plus faible.

Dans son rapport de 2019, l'OCDE évoque la diminution, en pourcentage, du nombre de personnes appartenant à la classe moyenne telle qu'elle est calculée à partir du revenu médian. Au Luxembourg la proportion aurait baissé de sept points entre 2022 et 2019. Dans de nombreux pays, les revenus de cette catégorie sociale ont augmenté moins vite que la moyenne générale, et parfois pas du tout. La classe moyenne infé-

rieure, dont les revenus ont stagné serait en quelque sorte « absorbée » par la catégorie située au-dessous des 75 pour cent du revenu médian, qui a bénéficié de la mise en place et/ou de l'augmentation de revenus minimums.

Le ressenti de déclassement est fort : dans un sondage de l'Ifop réalisé en France en 2019, la proportion de personnes se sentant appartenir à la classe moyenne a baissé de douze points, passant de 70 pour cent à 58 pour cent en dix ans. Un sentiment de « prolétarisation » était évoqué par de nombreux répondants. L'évolution des revenus n'est pas seule en cause. La fiscalité y est aussi pour beaucoup. Selon Dylan Theis, le taux d'imposition effectif médian des ménages de la classe moyenne serait passé de 13,2 pour cent en 2002 à 21,4 pour cent en 2019. Les tranches intermédiaires de revenus ont l'impression de ne pas pouvoir accéder aux aides dont bénéficient les plus modestes, ni aux avantages fiscaux des plus aisés. Les « effets de seuil » jouent un rôle délétère au détriment des classes moyennes, dont la situation est devenue plus précaire.

Dans de nombreux pays membres, les classes moyennes ont vu leur capacité d'épargne diminuer et se sont parfois endettées. Leur déstabilisation présente de graves risques sur le plan social et politique, raison pour laquelle les gouvernements leur témoignent un intérêt aussi vif que subit depuis quelques mois. En France, Emmanuel Macron a annoncé mi-janvier, que conformément à une promesse faite en mai 2023, les classes moyennes bénéficieront en 2025 d'une baisse inédite de deux milliards d'euros d'impôts. Au Luxembourg, dans une interview à *Paperjam*, Luc Frieden estime que « les deux partis -CSV et DP- ont été élus avec l'argument qu'il fallait alléger la charge fiscale des classes moyennes ».

Dans les deux pays l'adaptation des barèmes fiscaux, en particulier pour tenir compte de l'inflation qui s'est accélérée depuis 2022, va dans ce sens. Mais, selon les recommandations de l'OCDE, des mesures plus fortes en termes de réforme de la fiscalité, des cotisations sociales et des transferts sociaux devraient être prises. Dylan Theis a observé qu'au Grand-Duché, les classes moyennes, qui ont diminué de sept points en pourcentage de la population entre 2002 et 2019, ont vu leur part de financement du système fiscal augmenter de plus de six points (passant de 66,4 pour cent à 72,8 pour cent) tandis que les « classes supérieures » - gagnant plus de deux fois le revenu médian - devenues nettement plus nombreuses, ont vu leur contribution baisser de près de neuf points, passant de 33,7 pour cent à 25,1 pour cent. Des mesurètes seraient impuissantes à inverser une telle tendance. ●

Chez Cactus (février 2024)



Sven Becker



L'entrée du musée dégagé de ses anciennes vitrines

Bastion de résistance

IIII Erwan Nonet

Parler de soi est toujours dangereux. Alors quand un pays tout entier souhaite se représenter au sein d'une institution, même s'il ne narre qu'un segment finalement très bref de son histoire, il prend des risques. On peut espérer que ceux-ci soient plus ou moins maîtrisés, mais ce n'est pas nécessairement le cas.

Il aura fallu près de 68 ans au Musée national de la Résistance pour devenir un objet vraiment rationnel, porté par la science historique plus que par les émotions. Il fait figure d'un cas d'école illustrant ce que la construction d'un récit national peut produire de plus trouble. Si on osait, on dirait de pervers.

À la Libération, la mémoire est devenue un enjeu infiniment politique et les bâtisseurs de cette histoire n'étaient pas toujours animés des meilleures intentions. Tous les résistants n'ont pas été les héros magnifiques qu'ils prétendaient être. Nombre d'entre eux portaient des projets de société franchement nauséabonds, parfois antisémites, xénophobes et totalitaires. Il a fallu plusieurs décennies pour que la persécution et l'extermination des juifs soient fidèlement documentées, ceci expliquant sans doute cela. Quant aux enrôlés de force, ont-ils seulement essayé d'éviter d'être du mauvais côté, vitupéraient les paladins, bien qu'une loi de 1967 leur ait donné le rang de victimes du nazisme ?

Il n'est pas question de répondre ici à ces questions, d'autres l'ont déjà très bien fait, simplement de remettre en contexte cette après-guerre dans laquelle le musée de la Résistance a été conçu. Les non-dits, les inimitiés, les rancœurs et les coups bas entre les différentes catégories de vic-

Les biographies de coupables et de victimes illustrent que, parfois, le choix d'une destinée tient à peu de choses

times ont atteint des paroxysmes qui n'en finissent pas de surprendre aujourd'hui. L'affaire des *Stolpersteine* posées en 2021 à Junglinster prouve d'ailleurs que tout n'est pas réglé. Mêler le souvenir de victimes juives et d'enrôlés de force, quelles que soient les intentions initiales, reste la garantie d'interminables polémiques.

Ce contexte épidermique allié aux interminables bisbilles entre une mairie eschoise socialiste et les ministres de la Culture CSV, ainsi que de banales antipathies personnelles ont fini par placer le musée de la Résistance dans le coma pendant des décennies : Entre l'inauguration d'une nouvelle exposition par Robert Krieps et le Grand-Duc Jean en 1987 et la nomination du nouveau directeur Frank Schroeder en 2008, il ne s'y est pour ainsi dire rien passé.

Les mêmes questions

L'ancien professeur d'art du Lycée de Garçons d'Esch, arrivé là un peu par hasard, a donné un nouveau dynamisme à cette institution devenue léthargique. En attendant de réunir les fonds nécessaires au renouveau du musée, il a multiplié les expositions temporaires qui tournent dans et en dehors du pays jusqu'à ce qu'enfin, le soutien de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte validé en 2015 permette de relancer l'établissement.

Les anciennes vitrines étant absolument caduques, un comité scientifique est monté en 2016 pour produire la matière à exposer. La nouvelle génération d'historiens dépassionnés pour ne pas avoir vécu la Guerre livre une vue bien plus objective, vierge des esprits partisans qui prévalaient jusqu'ici. Les travaux qu'ils mènent sont compilés dans une somme, *Le Luxembourg et le Troisième Reich* (Op der Lay, 2021), qui fournit la base scientifique de l'exposition permanente. L'ouvrage est d'ailleurs bien plus digeste que l'épaisseur du volume pourrait le faire penser.

Restait à donner une âme au musée. « Il n'existe pas de vraie définition de la résistance, alors nous avons écrit la nôtre : elle est une action individuelle ou collective contre un danger ou une menace face à une injustice réelle ou ressentie, avance Frank Schroeder. La définition est volontairement neutre, sans notion de bien ou de mal. C'est pourquoi nous avons accolé le terme de 'droits humains' à la résistance. Après tout, des extrémistes de droite qui prennent les armes argumentent aussi d'une sorte de résistance. »

Le visiteur est confronté d'entrée à ce paradigme, qui l'invite à se demander ce qu'il aurait fait à l'époque. « Les dictatures fonctionnent aujourd'hui comme il y a 80 ans, souligne Frank Schroeder, la police secrète d'Assad n'est pas très différente de la Gestapo. Ses geôles non plus. Seuls les moyens techniques ont changé. Les questions de ceux qui vivent ces situations sont les mêmes : Est-ce que je pars ? Est-ce que je reste ? Est-ce que je résiste ? Est-ce que je collabore ? Ce que nous décrivons dans le musée relève d'une grande universalité. »

Dans le volumineux atrium dépouillé de ses anciennes vitrines, on peut s'arrêter sur des écrans tactiles où sont dévoilées 28 biographies de coupables et de victimes. Elles illustrent que, parfois, le choix d'une destinée tient à peu de choses. « Sans l'avoir vécu, il est impossible de dire ce que l'on aurait fait », souffle le directeur.

On quitte cette salle pour pénétrer dans la nouvelle annexe, sur deux niveaux. La scénographie proposée par Nathalie Jacoby (Njoy) est efficace. Les notices sont claires et concises. Dans l'obscurité, on perçoit les mécanismes mis en place pour opprimer méthodiquement la population dans sa vie quotidienne. À l'étage, on revient sur la frontière entre résistance et collaboration, à l'aide d'exemples concrets. « Nous souhaitons faire passer le message que le chemin que l'on emprunte est toujours une question de choix, mais que les conséquences de sa décision sont affreusement difficiles. On joue non seulement sa santé et sa vie, mais aussi celle de sa famille et de son entourage, relève Frank Schroeder. Il y a des zones grises entre résistance et collaboration. Nous ne ju-



Le tableau
représentant Hinzert
par Foni Tissen

Après lui avoir fait subir pendant une éternité un traitement indigne, le pays peut enfin compter sur un musée de la Résistance et des Droits humains qui lui fait honneur. Il était temps

geons pas ces choix, même si nous défendons bien sûr nos convictions. »

Insaisissable baraque

Le visiteur traverse alors une baraque qui faisait partie du camp de concentration de Hinzert, situé à une trentaine de kilomètres de Trèves. Son histoire aussi floue que rocambolesque illustre parfaitement les difficultés éprouvées par le Luxembourg à assumer son passé. Comment est-elle arrivée au Luxembourg ? Nul ne le sait vraiment. Même pas Elisabeth Hoffmann, historienne du musée, qui a cherché à retracer son périple.

Monté en 1938 pour loger des travailleurs réquisitionnés s'échinant sur les fortifications du *Westwall* ou l'autoroute de l'Eifel, Hinzert devient l'année suivante un camp de police et un camp spécial SS. Dès 1940, il est régi par l'inspection des camps de concentration. Plus de 10 000 prisonniers politiques luxembourgeois, belges, néerlandais et français y séjournent ou y transitent. Au moins 1 600 Luxembourgeois y ont été enfermés, dont les meneurs des nombreuses grèves de 1942 contre le service militaire obligatoire.

À la Libération, le secteur est placé sous administration française et le camp est démantelé et pillé. Dans un contexte où les destructions se cumulent aux pénuries, les baraques sont vendues pour être réutilisées. En 1950, les Français proposent de donner la baraque de prison à la Ligue luxembourgeoise des prisonniers et déportés politiques (LPPD), qui accepte. L'affaire

se fit-elle ? Aucune source fiable ne l'atteste aujourd'hui, mais un rapport du comité central de la LPPD indique qu'en 1953, des éléments d'une baraque de Hinzert entreposés au Verlorenkost depuis deux ans sont vendus. Pourquoi la ligue chargée du devoir de mémoire s'en débarrasse-t-elle ? Personne ne l'explique.

Finalement, la baraque réapparaît vers 1980, soit trois décennies plus tard. Un ancien résistant, Jos Back, l'a récupéré pour y installer des ruches, à Hagen. Le bourgmestre de Steinfort d'alors, Jean Asseborn, le ministre de la Culture Robert Krieps (qui a lui-même été emprisonné à Hinzert) œuvrent pour la classer Monument national en 1988, sans qu'elle soit véritablement étudiée.

La voilà théoriquement protégée, sans que l'on sache réellement quoi en faire. En 1993, coup de théâtre, cette baraque pourrait ne pas être celle des prisonniers, mais une annexe du bâtiment administratif occupé par les SS et la Gestapo. Déplacée de Hagen à Steinfort par la volonté de Jean Asselborn qui souhaitait la sauvegarder, elle est toutefois restaurée et montée au lieu-dit Al Schmeltz. Mais elle ne fait plus l'unanimité au sein de la population. Le syndicat d'initiative de la commune est même vent debout contre sa conservation. Après moult atermoiements et contre l'avis du service des Sites et monuments nationaux (SSMN), la baraque est finalement abattue à la tronçonneuse et les éléments stockés dans un dépôt. Elle est transférée en 2008 dans un hall de maintenance du SSMN, au Pfaffenthal, avec l'idée d'être réinstallée dans la future exposition du musée de la Résistance.

« Elle a été sauvée de manière miraculeuse, soutient John Voncken, architecte en chef de l'Institut national pour le patrimoine architectural (l'INPA, nouveau nom du SSMN). Mais il fallait ensuite savoir si elle pouvait encore tenir debout. Heureusement, nous avons retrouvé la logique d'assemblage, malgré les modifications réalisées par ses anciens propriétaires et le fait qu'il manquait des éléments structurels. »

Pour lui, le destin de la baraque est éclairant. « Il reflète la façon dont on a digéré, ou pas, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et ce que l'on veut faire de cet héritage. Est-ce si important que ce soient des prisonniers ou nazis qui l'aient occupé ? Qu'est-ce qui serait pire ? Je ne pourrais pas le dire. La force de ces planches est celle du témoignage, quel qu'il soit. On a détruit le Palace Hôtel de Mondorf parce qu'on y avait incarcéré des nazis dans l'attente de leur procès et que l'on craignait qu'il devienne un lieu de rassemblement pour les nostalgiques du Troisième Reich. J'estime que c'était une erreur. Il faut garder des preuves physiques de cette époque. En les démolissant, on nie l'Histoire. Il existe une maison à Dalheim où des nazis étaient également enfermés, elle est toujours debout. Comme la Villa Pauly ou le palais de l'Arbed. Heureusement que l'on n'a pas détruit Auschwitz non plus. »

Par la fenêtre

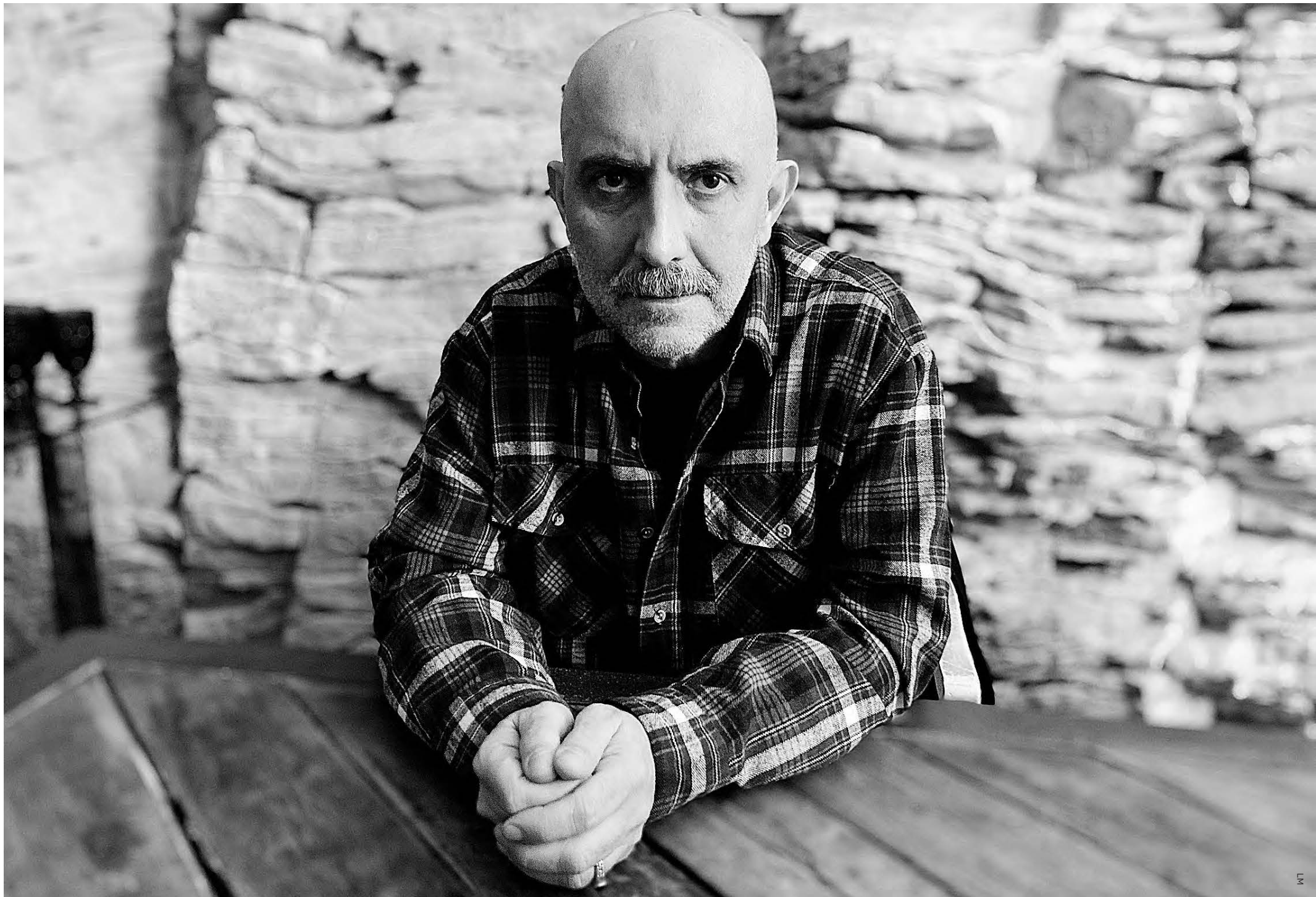
La présence de cette baraque dans le musée a un autre mérite. À travers l'une de ses fe-

nêtres, on peut observer un tableau de Foni Tissen représentant Hinzert. Lui aussi y a été enfermé. « Il y a avait un atelier de peinture dans le camp, où les prisonniers peignaient des panneaux de circulation ou des portraits de la hiérarchie nazie contre un peu de pain, détaille Frank Schroeder. Le commandant du camp avait commandé une peinture du site en 1943 et Foni Tissen, sous la coupe d'un gardien, avait pu sortir pour le peindre. Ce tableau est perdu, mais Tissen a gardé un calque et, après sa sortie en 1943, il l'a peint une nouvelle fois en ajoutant plusieurs symboles : un arbre mort, un corbeau, un ciel menaçant et, malgré tout, un rayon de lumière incarnant l'espoir en arrière-plan. »

Cette expression sensible de l'ignominie est finalement la plus touchante. Elle replace les querelles identitaires de l'après-guerre à leur juste valeur. Un brouhaha dont le Grand-Duché n'a évidemment pas l'exclusivité, mais dont le tenace écho n'est pas glorieux.

Frank Schroeder rappelle que ces relents n'ont toujours pas disparu. « Lorsque l'on voit la façon dont des élus stigmatisent les Roms et ordonnent même leur chasse, ça interpelle. Au même titre que les homosexuels, les Témoins de Jéhovah, les gens de couleur, les prostituées ou les Sinté, ils étaient aussi les victimes des nazis, persécutés comme les Juifs. »

L'exposition temporaire qu'il avait créée en 2012 sur le rejet des Roms en Europe mériterait peut-être une suite. La visite du musée, elle, est en tout cas une nécessité. ●



Gaspar Noé la semaine dernière à Luxembourg

Représenter des personnages troubles

III Entretien : Loïc Millot

Gaspar Noé était au Luxembourg Film Festival pour une masterclass et une rétrospective de ses films. L'occasion d'une rencontre

D'Land : Gaspar Noé, vous êtes né en Argentine dans une famille qui a fui la dictature pour rejoindre la France. Avez-vous, aujourd'hui encore, une attention particulière pour votre pays natal, son cinéma, sa politique ?

Gaspar Noé : La politique, c'est totalement parti en couille ! Ce qui est hallucinant, en Argentine, c'est que ça a été un vote massif pour un mec qui était un commentateur connu de la TV, avec sa coiffure de déglingo... C'est comme si Hanouna sous crack devenait demain président de la République française (rires). Tu ne peux pas tout à fait lui en vouloir car ils sont 56 pour cent à avoir voté pour lui... C'est le peuple qui est parti en vrille.

Et le cinéma argentin, vous le suivez un peu ?

Le dernier film argentin que j'ai vu et que j'ai beaucoup aimé, c'est *Trenque Lauquen* (de Laura Citarella, 2022, ndlr). Je regarde beaucoup de vieux films mais je ne fréquente pas tellement les festivals. Un film que j'ai vu il y a très peu de temps, c'est *Azor* (de Andreas Fontana, 2021, ndlr). J'entends souvent parler du film *La Flor* (de Mariano Llinás, 2018-2019, ndlr) mais je ne l'ai pas vu. J'ai beaucoup de lacunes en cinéma argentin, je connais des classiques des années 60-70. En Argentine, le cinéaste qui est considéré comme le plus grand qu'il n'y ait jamais eu, c'est Leonardo Favio, mais

ses films sont bloqués pour des questions d'héritage et de droits... S'il y a des chefs-d'œuvre argentins à restaurer, ce seraient les premiers films de Leonardo Favio.

Vous avez travaillé avec Fernando Solanas sur un film qui traite, précisément, de l'exil d'Argentins à Paris. Qu'avez-vous appris auprès de ce cinéaste durant le tournage de *Tangos, l'exil de Gardel* (1985) ?

Fernando Solanas était le père de mon meilleur ami, lorsque j'étais adolescent. C'était aussi un grand ami de mon père, qui s'était exilé en même temps que lui. On passait des Noël ensemble ; il était comme un oncle que l'on voyait régulièrement. J'ai eu la chance d'entrer à l'école Louis Lumière à 17 ans et demi, juste après mon bac, et d'en sortir deux ans après. Le premier job et le premier salaire que j'ai eus de ma vie, c'était en tant qu'assistant et secrétaire personnel de Solanas. Travailler chez lui, c'était comme aller dans ma deuxième maison, car je passais ma vie avec son fils, Frank Solanas, qui est devenu réalisateur. Voilà comment je me suis retrouvé à l'aider sur la préparation de *Tangos, l'exil de Gardel*. Il m'a même demandé de jouer un petit rôle dedans. Quand on sort d'une école de cinéma, on a des connaissances techniques – on sait comment filmer, monter, faire le point, prendre le son... – mais on n'a aucune connaissance pratique du travail d'équipe. Ce que j'ai compris en parti-

cipant au film de Solanas, qui était scénariste, réalisateur et producteur, c'est la complexité des rapports humains liés au travail et à l'autorité. Il m'est même arrivé qu'il m'attribue des tâches ingrates. Il me disait : « Tu verras, dans un film, quand il y a des tensions dans l'équipe, parfois il faut virer des gens. C'est toi qui vas les virer. » Moi, du haut de mes vingt ans, je ne comprenais pas pourquoi je devais faire ça. Il m'a répondu : « Cela passera mieux si c'est toi qui le fais. » Réaliser un film, c'est ça aussi.

Vous avez grandi au milieu des toiles de votre père, le peintre Luis Felipe Noé, que vous avez sollicité pour le rôle principal de votre premier court-métrage, *Tintarella di Luna* (1985). Ce sont ses toiles que l'on voit notamment dans *Enter the Void* (2009) ?

Oui. En réalité, ce sont des reproductions de ses toiles ; je lui avais demandé de faire quelque chose d'un peu psychédélique – une sorte de vortex – spécialement pour le film. Il m'a envoyé des tableaux qui étaient trop petits. Alors, on en a pris une photo et on les a agrandis. J'ai gardé les originaux en France et j'ai emmené des rouleaux avec moi sur le tournage au Japon. On voit aussi une de ses toiles dans *Irréversible* (2002) : lorsque Monica Bellucci se touche le ventre, enceinte, il y a une toile de mon père au-dessus d'elle que j'avais chez moi à l'époque. Dans *Vortex* (2021), il y a

aussi quelques reproductions au-dessus du lit de Françoise Lebrun et Dario Argento. En vérité, j'ai l'impression, d'autant que je ressemble beaucoup à mon père physiquement, que celui-ci est une extension de moi-même qui m'a précédé. De même pour moi : je suis une extension de lui. C'est comme si je me citais moi-même, en fait.

Vous semblez partager un certain sens des couleurs avec votre père : est-ce que sa peinture a influencé votre style ?

Là où il m'a surtout influencé, c'est qu'il a réussi à vivre de son art. C'est quelqu'un de connu, de très heureux, d'ultra respecté. Il est altruiste et très ouvert aux gens, il a un fan club colossal de jeunes peintres en Argentine. Je me suis dit que l'on pouvait gagner sa vie, se faire des amis et c'est un peu l'exemple de mon père que j'ai voulu suivre. Ma mère était la plus cinéphile des deux. Elle m'emmenait voir des films tous les jours : quand j'avais dix ans, elle m'a emmené voir *Les larmes amères de Petra von Kant* (1972) de Fassbinder à l'institut Goethe de Buenos Aires, où elle m'a expliqué ce qu'était le lesbianisme. Lorsque j'ai eu 18 ans, le jour de mon anniversaire, elle m'a emmené voir *Salò ou les 120 journées de Sodome* pour que je comprenne ce que c'est que la cruauté. J'ai grandi dans une famille qui aimait beaucoup la peinture, la littérature, le cinéma, même si le cinéma était plutôt la drogue de ma mère.

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Adopte un Yankee

IIII Jean Lasar

Vous êtes un abonné de la censure, avec des films souvent interdits au moins de seize ans. Y a-t-il chez vous une volonté de transgression qui s'inscrirait dans une démarche politique ?

C'est tellement facile de provoquer des institutions. Je ne fais pas de la transgression pour la transgression. J'essaie juste de faire des films qui, comme d'autres, ont pu mémoriser, comme *Salò* de Pasolini, *Les Chiens de paille* (Sam Peckinpah, 1971) ou *Querelle* de Fassbinder (1982). Quand j'ai fait *Climax* (2018), je venais de voir *Querelle*, et j'ai demandé à deux danseurs d'utiliser les mots les plus crades pour décrire leurs rapports sexuels. Je leur ai dit : « Essayez de vous choquer vous-mêmes ». Et le résultat est digne des dialogues de Fassbinder. Je n'essaie pas de me mettre en concurrence avec la censure du temps présent ou avec l'horrible association Promouvoir. J'essaie plutôt de me mettre en concurrence avec certains réalisateurs qui ont commis des audaces joyeuses. Ce n'est pas si facile de réaliser un film osé aujourd'hui, car les sources de financement sont de plus en plus collectives. Il faudrait, pour cela, recevoir un financement unique.

Qu'est-ce qui vous plaît tant dans *Salò* de Pasolini ?

C'est un film sur l'animalité de l'espèce humaine, sa cruauté ; il y a un discours politique mais il y a aussi une forme de bestialité. C'est, pour moi, un film sur la barbarie, quelle qu'elle soit, homosexuelle, hétérosexuelle... Pasolini devait connaître cet univers. Il était consommateur de jeunes garçons qu'il payait et qui n'étaient pas forcément avides d'expérience sexuelle, mais ils étaient avides d'argent. On a l'impression que Pasolini, à la fin de *Salò*, s'identifie aux victimes. Aucun réalisateur n'a d'ailleurs atteint ce degré de lynchage comme Pasolini. Quand tu vois *Salò*, tu te dis que Pasolini a dû se projeter aussi du côté des cas de pervers sadiens qui torturent, et cela devient un film très complexe. Grâce à cette complexité de point de vue, le film devient intéressant. Il est très artificiel, basé sur un écrit très conceptuel du Marquis de Sade, mais transposé en Italie. C'est sans doute l'un des meilleurs films sur la barbarie.

À l'ère des scandales autour des abus dans le milieu du cinéma, comment vous positionnez-vous par rapport à cette remise en cause du cinéaste tout-puissant ?

Les temps ont changé, heureusement. On parle beaucoup d'emprise dans le cadre du mouvement #MeToo, or il y a plein de formes d'emprises, qui ne sont d'ailleurs pas que sexuelles. Aujourd'hui on se focalise sur le cinéma, mais il y a d'autres milieux dans lesquels cela existe – celui de la mode par exemple, avec des mecs qui ont des agences de casting et des boîtes de nuit qui voient débarquer des gamines de Lituanie qui envoient de l'argent à leur famille. Mais il y a aussi ce truc importé des États-Unis : si tu veux faire un film qui représente la réalité du monde avec un personnage qui tient par exemple des propos racistes, c'est mal. Même lorsque ces propos racistes correspondent à une nécessité du scénario, comme les propos que peut tenir Philippe Nahon dans *Seul contre tous* (1998). Cela peut bloquer le financement d'un film, au nom des minorités ou des sensibilités offensées. Si un personnage tient des propos sexistes dans un film, tu te sens presque obligé de justifier que le mec est ridicule. Ce qui est inquiétant, c'est le côté autocensure collective, où tout le monde a peur de son ombre. Dans la représentation de la réalité, les choses sont de plus en plus lissées. Dans les séries du moment, s'il y a des personnages troubles, ils ne sont presque jamais « de couleur ». Ce sont forcément des Blancs, sinon tu offenses une minorité. Du coup, les personnages troubles, ils ont forcément des accents nord-coréens (rires)... La diversité, c'est aussi que, quelle que soit la race ou l'espèce, la nature humaine est trouble. Et il est bon de représenter des personnages troubles. ●

Un calcul de Carbonbrief estime à quatre milliards de tonnes de CO₂ les émissions additionnelles qu'entraînerait jusqu'en 2030 un nouveau bail de Donald Trump à la Maison Blanche, du fait de sa volonté affichée de faire perdurer le règne des énergies fossiles. Pour ceux à qui ces quantités de gaz à effet de serre ne disent rien, le site spécialisé britannique prend soin de préciser qu'elles correspondent à celles que l'Union européenne et le Japon émettent ensemble chaque année. L'analyse prend en compte les intentions de l'ex-président et les compare à celle de l'actuel. Trump a indiqué vouloir revenir sur l'Inflation Reduction Act (IRA), le paquet législatif historique adopté sous la direction de Joe Biden pour décarboner les États-Unis. Même si de telles projections sont approximatives, il est tentant d'affirmer que le retour de l'histriion orange aux manettes serait synonyme de jeu, set et match pour l'apocalypse climatique. Son premier mandat a déjà fait subir un sérieux contrecoup aux efforts mondiaux d'atténuation de la crise climatique, un second risquerait d'être fatal, tant du fait du surplus d'émissions qu'il entraînerait directement que de l'effet démobilisateur que le retrait du front climatique de la première puissance industrielle et militaire aurait sur les autres nations.

Face à cette perspective désespérante, que pouvons-nous, pauvres mortels qui habitons le Vieux Continent et n'avons pas le privilège de voter le 5 novembre, entreprendre en faveur de notre survie ? Nos modestes efforts de décarbonation, eux-mêmes battus en brèche par des coalitions malsaines de tout poil, paraissent dérisoires face au risque qu'un président républicain, pour peu qu'il ait les coudées franches au

Congrès, vide de leur substance à partir de 2025 les politiques de l'IRA en faveur des énergies renouvelables et revienne au chant des sirènes du « drill, baby drill ». Les sondages actuels donnent Trump gagnant, avec des marges parfois non négligeables. Comment rester inactif face à ce déroulement de train qui se déroule au ralenti sous nos yeux ? N'y a-t-il vraiment rien que nous ne puissions entreprendre ? Et si chaque habitante ou habitant de l'Union européenne adoptait une électrice ou un électeur des États-Unis, entamant avec elle ou lui un dialogue entre citoyens du monde, à hauteur d'yeux, et tentait de le convaincre de sortir des stéréotypes, allégeances et autres blocages mentaux pour voter en faveur de la vie, y compris celle des non-Américains, lors des élections présidentielles et législatives de novembre ?

« Dear Craig from Cheyenne, Wyoming, I, Jean, write to you today from Luxembourg, the capital of a tiny country in Europe, on behalf of all human beings, to implore you to vote in favour of the survival of humanity in the upcoming American elections. This is not a drill. From Luxembourg to Sofia, in Bulgaria, from Helsinki, Finland, to Lisbon, Portugal, and beyond, we are all very concerned about the outcome of this poll, which could void our worldwide decarbonisation efforts and literally doom us all. Please reply to this email and let me know how you feel about this, I would love to have this conversation with you ».

À ceux qui objecteraient qu'une telle initiative serait une ingérence inacceptable dans les affaires d'un État souverain, il y a lieu d'opposer d'une part l'urgence climatique, qui nous impose d'agir en faveur de

notre survie sans attendre et sans nécessairement nous en tenir à toutes les conventions. De l'autre, il y a le fait que l'immixtion étrangère dans les scrutins, à coup de manipulations sophistiquées et insidieuses sur les réseaux sociaux, fait désormais partie, qu'on le veuille ou non, du paysage politique mondial. Une telle opération, menée de manière parfaitement transparente, pour faire connaître aux Américains l'inquiétude existentielle inédite que représente pour nous, Européens, le résultat de ces élections, serait une tentative légitime de redonner un tant soit peu à la crise climatique la place qui devrait être la sienne dans les esprits des Américains.

Les raisons abondent de vouloir tout faire pour éviter une réélection de Trump, qui ne cache pas qu'il veut en finir avec les structures démocratiques américaines pour les remplacer par un mélange répugnant de suprématisme blanc, de patriarcat éculé et d'ultralibéralisme. Il a aussi indiqué vouloir abandonner l'Ukraine à son sort, une façon de servir les États baltes à Poutine sur un plateau. Néanmoins, une campagne d'emails centrée sur les risques climatiques aurait l'avantage de pointer, à un moment où la civilisation humaine s'engage dans une vrille en apparence irréversible, un sujet d'inquiétude faisant l'objet d'un consensus de plus en plus large à l'échelle mondiale. Elle signalerait à tous que la polycrise s'emballe et que nous nous approchons de plusieurs points de non-retour. En y participant, tout un chacun aurait l'occasion d'établir une conversation, que l'on peut espérer civilisée, avec des contemporains vivant outre-Atlantique dont les choix l'impacteront fatidiquement. Et ainsi nourrir l'espoir de peser sur le cours des événements, ne serait-ce qu'à la marge. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Wäiss

Jacques Drescher



De Poopst ass fir de Fridden;
Lo gëtt en nees gemobbt.
Säi Bild vum wäisse Fändel
Huet d'Wourecht bal verstoppt.

Wat wollt de Poopst da soen?
Ass hien e Kommunist?
E wäert sech dach net wënschen,
Dass d'Nato sech verpisst?

De Poopst muss sech erklären.
Feelst him amstand eng Schrauf?
D'wäiss Faarf stoung just symbolesch
Fir d'Onschold an d'wäiss Dauf.

De Poopst ass fir de Fridden,
Géint Haass an Emotioun.
De Poopst, dee kämpft géint d'Dommheet
– Ganz ouni Divisioun.

Une comédie tout en noirceur

|||| Karine Sitarz

Après *Arnolphe/Dom Juan* (voir le *Land* de la semaine dernière), Myriam Muller compose le deuxième volet de sa proposition moliéresque pour célébrer les cinquante ans du Théâtre du Centaure avec *Alceste/Tartuffe*. Le spectacle, (d)éton(n)ant, déconcertant par moments, est porté par une incroyable équipe de huit comédiennes et comédiens qui se donnent à fond dans une enthousiasmante performance.

Alceste et Tartuffe, deux personnages antagonistes dans la galerie haute en couleur de Molière, interrogent la place et l'attitude des uns et des autres dans la société et questionnent la possibilité même d'un vivre ensemble. Faut-il être franc et entier et refuser tout compromis ou être conciliant, voire opportuniste en n'hésitant pas si besoin à tromper les autres pour arriver à ses fins ? Où mettre les limites entre ces deux façons extrêmes d'être au monde ?

Autant de questionnements qui traversent le spectacle de Myriam Muller qui s'est inspirée de deux pièces phares de Molière, *Le Misanthrope* (1666) et *Le Tartuffe ou L'Imposteur*

(1669). La metteuse en scène a choisi d'introduire son *Tartuffe* par une scène inaugurale du *Misanthrope* où Alceste (Fábio Godinho) se révèle tel qu'il est, arrogant par trop d'intransigeance et en rupture avec le genre humain. Myriam Muller le fait entrer dans la famille d'Orgon (Raoul Schlechter, juste en père bourgeois crédule), fils qui n'apparaîtra qu'au début et à la fin du spectacle et que tout oppose à un Tartuffe sans scrupule (excellent Valéry Plancke dans ce personnage perfide et crapuleux).

Tout en liant les deux pièces, en embarquant Alceste dans la famille d'Orgon, Myriam Muller concentre son attention sur *Le Tartuffe* et en revisite un peu la distribution et le genre des personnages : Damis (remarquable Eugénie Anselin) devient fille d'Orgon, Cléante (Valérie Bodson) sa belle-sœur. Et si elle conserve le fil de l'histoire et les répliques de Molière, elle fait un grand et fin travail de coupes et propose une fin radicale, noire et glaçante (s'arrêtant avant la pirouette finale qui, chez Molière, voyait Tartuffe condamné) : ici l'abuseur trône dans la maison familiale après y avoir délogé tout son petit monde.

Mais le voilà seul devant un repas de fortune (en opposition au dîner de famille du début)...

Avec Myriam Muller, le texte de Molière dévoile toute sa modernité et son actualité. On y parle de vie en société, d'accueil, d'exclusion, de famille, de clan, de fausseté, de trahison, d'héritage, de ces violences qui cimentent les relations, du terrible poids de la religion et des traditions dans le privé comme dans la vie publique. La mise en scène, originale et insolite, révèle un des aspects essentiels des comédies de l'auteur : une importante dimension socio-politique, un discours sur la violence (sur toutes les violences !), une critique de la religion, une analyse en profondeur des caractères et de leurs travers, une noirceur qui prend le dessus et entraîne la comédie vers le drame social et familial, le tout soutenu par une grande tension dramatique.

Sur le plateau, le décor est minimaliste, marqué par le vert (rideau et sol) – couleur taboue au théâtre (selon la légende, celle que portait Molière sur scène le jour de sa mort) – et par quelques accessoires connotés (table, chandeliers, bougies, tapis de prière). L'équipe de comédiennes et comédiens (excellent casting, citons encore Anne Brionne, Céline Camara et Juliette Moro) évolue aussi hors scène (couloir, escaliers) et livre une impressionnante performance campant avec justesse les membres d'une famille en crise marquée par ses luttes et ses choix. La scénographie et les costumes (en noir et blanc) d'Anouk Schiltz apportent une touche dichotomique et une atmosphère d'austérité renforcées par une musique (Emre Sevindik) aux accents religieux (avec chant choral en ouverture lors de la procession familiale) et des lumières en contraste (Antoine Colla).

Le Alceste/Tartuffe de Myriam Muller/Molière balaye les conventions et propose un spectacle percutant sur la vie en famille, sur la vie en société. À découvrir ! ●



Excellent casting pour une comédie familiale qui vire au drame social

Alceste/Tartuffe : le 15 mars au Centaure, le 22 au Kinneksbond, le 26 au Kulturhaus Niederaanven et le 28 au Cube 521.
L'intégrale *Arnolphe/Dom Juan* & *Alceste/Tartuffe* les 16 et 17 mars au Centaure et le 23 au Kinneksbond

LUXEMBURGENSIA

Strandlektüre mal anders

|||| Claire Schmartz

Steht ein Mann auf einer Insel ... was beginnt wie ein altbekannter Kalauer, ist in Raoul Biltgens *Robinsonade Meine Insel* bitterer Ernst. Ein Mann, der vielleicht Jean-Marie heißt, aber seinen Namen schon lange abgelegt hat, ist bei hohem Wellengang über Bord eines Frachters gegangen, auf dem er angeheuert hatte. Mit viel Glück hat er sich auf eine kleine Insel gerettet, auf der er nun lebt. Allein, umgeben von nichts als Meerwasser, und an sich sogar scheinbar ziemlich zufrieden. Robinson nennt er sich hier in seiner neuen Realität, in der allmählich sein vergangenes Leben und seine alte Identität in Vergessenheit geraten und er sich alles von Grund auf neu aufbaut. Er lernt, zu überleben und sich selbst genug zu sein; führt Selbstgespräche und Listen über seinen materiellen Besitz und seine Fortschritte, – wie er lernt, Werkzeug herzustellen, wie seine anfangs improvisierte Hütte allmählich zu einem Zuhause wird und wie er die Insel erkundet. Bis auf einmal ein Eindringling – Hirngespinnst oder Realität?! – in seine mühsam aufgebaute und aufrechterhaltene Idylle einbricht und die Machtgefüge neu verhandelt werden müssen ...

Seine Herrschaft und sein Gefühl der Kontrolle geraten ins Wanken, als ein zweiter Schiffbrüchiger „seine Insel“ erreicht. Es bleibt unklar, ob er eine tatsächliche Person oder ein Hirngespinnst ist, das gegen Robinsons Einsamkeit arbeitet; allein die Anwesenheit des Neuankömmlings wirkt auf Robinson lebensbedrohlich.

Kann Einsamkeit funktionieren oder treibt sie einen zwangsläufig in den Wahnsinn?

„Hörst du zu? Ja. Meins. Deins. Ja. Stille. Und das Floß? Auch das Floß. Stille. Und der Strand. Ja. Auf dem du stehst. Ja. Und die Insel. Ja. Auf der du stehst. Ja. Wem gehört das alles? Dir? Mir. Nicht mit Fragezeichen am Ende. Dir? Nein, mit Ausrufezeichen. Mir! [...] Ob das klar ist? Klar. Was? Deine Insel.“

Es ist ein klarer, minimalistischer Roman, dessen kurze Kapitel und reduziert-sachliche Sprache dem Huis Clos der Insel und der Isolation entsprechen. Es geht um die Frage, ob und wie man es mit sich selbst einrichten kann, wie Einsamkeit funktionieren kann oder ob sie einen zwangsläufig in den Wahnsinn treiben muss. Robinson hat es sich mit sich selbst bequem gemacht, und obschon er gelegentlich seinem vergangenen Leben nachhängt, scheint er sich größtenteils damit abgefunden, ja angefreundet zu haben, dass er sich hier alles seinen eigenen Narrativen entsprechend selbst erzählen kann. Seine Vergangenheit, seine Identität, seine Gegenwart. Und so recht will er seine Insel wohl auch

gar nicht mehr verlassen, obwohl er es gewiss versuchen könnte, wie sich später herausstellt – er könnte sich ein Floss bauen und sein Glück versuchen. Aber das tut er nicht. Lieber plant er, wie er einen Zaun bauen oder den höchsten Punkt der Insel erreichen könnte, um sein eigenes Reich noch besser zu überblicken.

Die Robinsonade geht auf Raoul Biltgens Theaterstück *Robinson – meine Insel gehört mir* zurück, das mit dem niederländisch-deutschen Kinder- und Jugenddramatikerpreis 2017 gekürt und im Jahr zuvor uraufgeführt wurde. Auch dieses Stück thematisierte bereits Fremdenfeindlichkeit und die Angst vor dem Unbekannten, die die Erzählung *Meine Insel* wieder aufgreifen. Auch hier geht es um Konflikte über Besitz, Herrschaft, Angst und Misstrauen. Um Einsamkeit und Angst vor dem Fremden oder Neuen. Identität und Erinnerung. Schlicht erzählt, mit einfacher Sprache, entwickelt das Buch einen regelrechten Sog, bei dem aufgrund des sachlichen Tonfalls im Grunde stets unklar bleibt, was Robinson denkt und fühlt ... was wiederum viel Anlass für Interpretationen und spannende Fragen bietet. ●

Raoul Biltgen: *Meine Insel*. Eine Robinsonade. Hyde Editions 2023. 214 S. 17€

Disclaimer: Die Rezensentin hat 2022 selbst einen Roman bei Hyde Éditions veröffentlicht



Les racines des nuages

IIII Robert Weis*

À la recherche de formes de sagesse dans les montagnes japonaises



« Les nuages naissent des entrailles de la montagne, c'est pourquoi on appelle les rochers racines des nuages » écrit l'académicien français d'origine chinoise François Cheng¹ en citant un poème de la tradition classique chinoise. C'est une vision poétique et symbiotique similaire qui habite les montagnes du Japon, composées de sommets de moyenne montagne qui rappellent les Vosges, et éternellement recouvertes de leur manteau vert de cèdres et bambous. La nature détient les secrets du monde dans la poésie de François Cheng, tributaire de la pensée taoïste chinoise vieille de plusieurs millénaires. Cette même pensée traverse encore de nos jours l'esprit d'hommes et de femmes qui séjournent dans les montagnes sacrées du Japon dans une quête de renaissance spirituelle en contact avec les éléments sacrés : on les appelle yamabushi, « ceux qui couchent dans la montagne ». Ils perpétuent des rituels vieux de plus mille ans qu'on reconduit à la figure légendaire d'En-no-Gyoja, chaman ou clochard céleste menant une vie ascétique dans les montagnes peuplées d'ours au sud de la première capitale du Japon, Nara.

Lors d'un de mes voyages précédents, sur les sentiers de pèlerinage du Kumano kodô², j'avais entrevu ces figures singulières, vêtues de robes blanches et caramel, avec bandeaux décorés de pompons rouges ou noirs, endossant des peaux de bête autour de la hanche, et portant d'énormes conques de triton qu'ils utilisent comme trompette pour annoncer aux dieux leur entrée en montagne. Ils s'adonnent à des marches exténuantes, accompagnées de prières et de mantras, s'exposent au vide sur des falaises vertigineuses, méditent sous des cascades d'eau glacée, marchent sur les braises ardentes d'un feu cérémoniel en plein air. La montagne symbolise les entrailles de la terre-mère, et les yamabushi y pénètrent dans une quête de purification et de renaissance avant de retrouver leur quotidien, souvent en milieu urbain.

Sensible moi-même à la marche en montagne, au contact avec les éléments naturels, la roche, l'eau, et cultivant un intérêt pour les spiritualités orientales, taoïsme et zen notamment, je décide de partir sur les traces des yamabushi dans les montagnes du Japon. Je choisis pour cela l'automne, la saison du recueillement par excellence : entre octobre et novembre, les montagnes japonaises offrent un spectacle inouï, enflammées

Un pèlerinage qui marque le corps et l'esprit

T
A
B
L
O

LAND ART

Yatagarasu et Fujisan

La carte blanche à un artiste (page 23) a été confiée à Marie Capesius (née en 1989). Formée à la Ostkreuzschule für Fotografie de Berlin, elle a consacré son travail de fin d'études à Héliopolis, le premier village naturiste en Europe, fondé en 1930 sur l'île du Levant. Depuis plus de cinquante ans, une base militaire française occupe

une grande partie de l'île. Interpellée par ces mondes qui s'opposent, la photographe Marie Capesius a été plusieurs fois sur l'île pendant trois ans, à la rencontre de ses habitants et de l'histoire d'Héliopolis. Elle a obtenu une bourse du CNA pour poursuivre ce travail et participera l'été prochain à une exposition de groupe du Mucem sur le thème du naturisme.

Pour sa contribution, elle livre deux photographies issues de son récent voyage



au Japon. Les deux images, *Yatagarasu* et *Fujisan*, entrent en dialogue et construisent une histoire visuelle entre

intuition et documentaire. Contrairement à la connotation sombre du corbeau en Europe, il symbolise le soleil en Asie. C'est un animal important au Japon. On retrouve le corbeau aux trois pattes, « Yatagarasu » au sanctuaire shinto Kumano Hongou Taisha, lieu majeur du pèlerinage Kumano Kodo de la préfecture de Wakayama, qui fait partie avec le Cheéin de Saint-Jacques des seules routes de pèlerinage inscrites au Patrimoine Mondial de l'Unesco. FC

MUSIK

Bach the poor

Bach in the Subways heißt eine Mini-Konzertreihe, die das Inecc und das Ensemble Ad Libitum mit der Unterstützung des Kulturministeriums und der Stadt Luxemburg seit 2018 veranstalten. Am Donnerstag ist es wieder soweit: In mehreren Kirchen und Museen, am Uni-Campus Kirchberg, am Bahnhof und am Hauptsitz der Geschäftsankanzlei

par les couleurs vifs du kōyō, la saison des feuilles rouges, le ciel sans nuages comme balayé par un moine zen particulièrement méticuleux, la pluie se fait rare créant ainsi des conditions favorables à la marche en montagne. Ma première destination se trouve dans le nord du Japon. Sur le mont Haguro, dans le Tōhoku, ces provinces du profond nord immortalisées par le poète itinérant Matsuo Bashō³, je rencontre Kyoko, jeune retraitée, qui s’est engagée sur un chemin spirituel après une longue vie passée au service des autres en tant qu’infirmière. Sa vitalité et son esprit vif sont la démonstration des bienfaits que peut avoir la pratique en pleine nature. Son guide spirituel est maître Hoshino, un Japonais vigoureux de 77 ans, sorte de célébrité nationale, auteur de plusieurs livres sur les pratiques des yamabushi dans le cadre du développement personnel. Interrogé sur le sens de l’ascèse en montagne, Hoshino san me répond : « Immerge toi en pleine nature. Écoute tes sens. Réfléchis ensuite à ce que tu as ressenti. C’est tout. » L’apparente banalité de ses propos me fait penser aux kōan de la tradition zen, questions ou anecdotes aporétiques qui servent aux maîtres bouddhistes pour former leurs disciples et les faire progresser sur la Voie.

Changement de géographie et d’ambiance. Je me trouve à plus de 2 000 km plus au sud, sur l’île de Kyūshū. La péninsule de Kunisaki est depuis la nuit des temps un centre spirituel et berceau d’un syncrétisme entre pratiques shintō – le système religieux ancestral du Japon – et bouddhistes, qui furent introduites de la Corée toute proche. J’y retrouve Everett, un Américain vivant au Japon depuis plus de quatre décennies, artiste-photographe et pratiquant du shugendō, le courant religieux que suivent les yamabushi, issu de pratiques du bouddhisme ésotérique, shintoïstes et chamaniques. Avec Everett, je parcours les crêtes rugueuses des monts volcaniques de Kunisaki à la recherche de l’écho meilleur. Everett joue en effet le horagai, la conque traditionnelle des yamabushi au son profond et ancestral ; un son qui signifie pour lui entrer en résonance avec le paysage : « L’esprit du paysage et mon esprit se sont rencontrés et par là transformés, en sorte que le paysage est bien en moi ».⁴

Everett me parle aussi du *dreamtime*, cette dimension spirituelle à laquelle il accède à travers la pratique du horagai mais aussi grâce aux as-

En contemplant le
paysage à mes pieds,
je repense aux
montagnes
japonaises et aux
personnes qui y
pratiquent

cèses sous les cascades d’eau froides, un entraînement qu’il a appris en compagnie des itako, ces femmes-chamanes non-voyantes de la province de Aomori, et qu’il a perfectionné ensuite avec les yamabushi du mont Haguro. En écoutant l’histoire d’Everett, j’ai l’impression de tenir entre mes mains les pièces d’un puzzle dont je commence à visualiser l’image. Mais ils me manquent encore des éléments-clé. Je me rends donc à Yoshino, au centre du Japon, un village reculé et entouré de collines sur lesquelles furent planté 30 000 cerisiers japonais en hommage aux dieux. C’est ici que se trouvent deux des temples les plus importants pour les yamabushi, Kimpusenji et Sakuramotobō. Dans ce dernier je rencontre Hōunin, un moine-yamabushi d’origine allemande. Il me conseille de monter au sommet du mont Omine, l’endroit le plus sacré du shugendō, où En-no-Gyoja passa l’apogée de son ascèse selon les sources historiques. Je suis rejoint par Takamasa, un moine laïque vivant au Mont Kōya tout proche, le berceau du bouddhisme ésotérique de la secte Shingon, ainsi que Takagi san, un autre moine Shingon qui guidera notre groupe dans ce pèlerinage.

Nous commençons l’ascension rituelle à partir de la localité thermale de Dorogawa Onsen, nichée dans une vallée boisée et isolée. Pendant 5 heures, nous montons jusqu’à la crête principale située sur 1 700 m, en invoquant des mantras pour Fudō Myōō, divinité protectrice du Bouddha aux airs féroces, et figure incontournable du panthéon des yamabushi. Proches du sommet et du sanctuaire de montagne Omine-sanji, nous escaladons des rochers exposés au

vide à l’aide de chaînes métalliques avant de nous approcher de la roche « qui regarde vers l’Ouest », c’est-à-dire vers les Terres pures de la tradition bouddhiste. C’est ici qu’on suspend les débutants, tenus par une simple corde, au-dessus du vide en les intimant de confesser leurs péchés. Je demande à Takagi son conseil pour une bonne pratique : « Prends tes responsabilités, fais tes expériences et tôt ou tard tu vas recevoir la réponse. La pratique dure t’aidera à te libérer de toute pensée inutile ».

De retour à Kyōto, je me rends à Wani, un bourg rural niché entre le mythique mont Hiei, montagne-gardienne de l’ancienne capitale impériale, et le lac Biwa, le plus grand plan d’eau douce du Japon. C’est ici que ce trouve le sanctuaire Wani-Ontake géré par la famille Okamoto dont les membres pratiquent un syncrétisme unique qui vénère une montagne sacrée, le mont Ontake, que je visiterai également vers la fin de mon voyage. Ce deuxième plus haut volcan du Japon (après le mont Fuji) se trouve en préfecture de Nagano au sud des Alpes Japonaises. La religion du mont Ontake est relativement récente (environ 200 ans) et regroupe des centaines de milliers d’adeptes à travers le Japon. Une particularité de ce courant sont les oza, des cérémonies de possession, lors desquels les deux frères Motoshige et Doukan entrent en transe et agissent comme médium entre les divinités et les croyants. Les frères Okamoto ont développé leurs pouvoirs spirituels lors de longues années d’entraînements physiques typiques des yamabushi, dont deux ans de méditations quotidiennes sous les eaux d’une cascade de montagne.

À Wani, je rencontre aussi Jann, une Autrichienne, docteure en sciences naturelles, qui suit les entraînements des frères Okamoto depuis des années. Jann me fait part de son expérience de pèlerinage hivernal au mont Ontake, bravant la neige et les températures basses. C’est à cette occasion également que les fidèles pratiquent le takigyō, l’ascèse de la méditation sous les cascades d’eau glacée. Jann me confie que l’ensemble du pèlerinage a été une révélation qu’elle a du mal à transposer en mots. Je la trouve courageuse d’avoir accepté un tel défi et c’est Motoshige Okamoto qui me répond par ces mots : « La peur est la porte d’entrée du Shugendō. La peur engendre le respect de la montagne et des éléments et anéantit aussi l’excès d’ego. La sélection des pratiquants se fait naturellement avec

les épreuves. Beaucoup de débutants abandonnent. Ce n’est pas la force physique qui importe le plus, mais la force du cœur. La gentillesse est primordiale car à travers elle on peut aider les autres, et c’est une aspiration suprême de chaque yamabushi. »

La fin de mon voyage approche. J’embrasse le panorama à 180 degrés du haut des 2 000 m de la huitième station du mont Ontake. Le ciel est d’un bleu qui tire de l’azur au cobalt et les pentes boisées de la montagne reluisent de couleurs ocres, changeant du jaune moutarde au rouge vermillon. À cette altitude, ce sont les mélèzes japonais et leur aiguilles dorées qui tiennent la part belle de la palette. Le sommet du volcan, dans mon dos, dort paisiblement. Rien ne rappelle le déchaînement infernal qui eût lieu il y a neuf ans, quand 56 randonneurs trouvèrent la mort dans une éruption soudaine. En contemplant le paysage à mes pieds, je repense aux montagnes japonaises et aux personnes qui y pratiquent. Et ce sont les mots d’une légende italienne de la montagne, Walter Bonatti, qui me viennent à l’esprit : « Il n’y a pas de montagnes qui nous appartiennent, vous savez, mais il y a des expériences qui nous appartiennent. Beaucoup de gens sont capables d’escalader des montagnes, mais personne ne pourra jamais empiéter sur les expériences qui nous appartiennent et qui resteront les nôtres. »⁵

Une expérience qui a désormais pris racine en moi. ●

* L’auteur travaille dans le domaine des sciences naturelles. À tour de rôle voyageur, géopoète, éditeur, il est aussi l’auteur du récit de voyage *Retour à Kyoto* (Éditions Transboréal, Paris, 2023)

¹ François Cheng. *Souffle-Esprit* : Textes théoriques chinois sur l’art pictural. Points, 2006.

² Réseau ancestral de sentiers de pèlerinages inscrit au patrimoine mondial de l’Unesco et convergeant vers le grand sanctuaire de Hongu Taisha, dans la préfecture de Wakayama.

³ Matsuo Basho. *Le chemin étroit vers les contrées du Nord*. Traduction de Nicolas Bouvier. Editions Héros-Limite.

⁴ François Cheng, op. cit., p. 36.

⁵ Walter Bonatti. *Les montagnes d’une vie*. Éditions Arthaud.

Arendt & Medernach werden Vokal- und Konzertensembles von morgens bis abends Stücke des berühmten deutschen Komponisten kostenlos zum Besten geben. Die Idee ist nicht neu, sie geht auf den Cellisten Dale Henderson zurück, der 2010 beschloss, in der New York City Subway Johann Sebastian Bachs Stücke an dessen Geburtstag zu spielen. Inzwischen wird *Bach in the Subways* in 130 Städten in 40 Ländern begangen. Ironisch an der Veranstaltung in Luxemburg ist nicht nur, dass es hier keine Metro gibt,

sondern auch, dass der DP-CSV-Schöffenrat vor einigen Monaten beschlossen hat, den Eingangsbereich des Centre sportif et scolaire in der Rue de Strasbourg mit Peter Hurfords Aufnahmen von Bachs Toccaten und Fugen dauerzubeschallen, um damit Drogenabhängige und Obdachlose fernzuhalten. Im Bahnhofsviertel wird das Werk des einstigen Hoforganisten demnach nicht nur an seinem Geburtstag einem breiten Publikum nahegebracht, sondern jeden Tag und zu jeder Zeit, was bisweilen zu

filmreifen Szenen führt. Unvergessen bleiben wird wohl der Augenblick, als die mächtige Lydie Polfer und der altehrwürdige, sich über seinen Gehstock beugende Henri Grethen am Abend des 15. November 2023 Arm in Arm das Centre sportif unter den dramatischen Klängen der Toccata und Fuge in D-Moll vor allen anderen verließen, um in eine dunkle, deutsche Limousine zu steigen – kurz nachdem der DP-Parteivorstand das schicksalhafte Koalitionsabkommen mit Luc Friedens

CSV einstimmig besiegelt hatte. LL

K U N S T

Eine Million

Glaut man den Zahlen zum Mäzenatentum in Luxemburg, hat ein nicht unwichtiger Teil der Bevölkerung immer noch genug Geld für Kunst in der Tasche. Der Fonds culturel national bricht einen Rekord mit mehr als einer Million Euro Spenden im Jahr 2023.

Für das Werk *Le champion* von Joseph Kutter hatten sich mehr Geldgeber/innen gefunden als bei vorigen Aktionen. Mehr als 100 000 Euro wurden gesammelt, damit das Werk in der Sammlung des MNAHA bleiben kann. Insgesamt gingen vergangenes Jahr rund 840 000 Euro beim Focuna ein. Der Fonds kann ebenfalls physische Spenden wie Kunstobjekte in Empfang nehmen; 2023 waren es sieben. Die Werke im Wert von rund 281 000 Euro wurden an die BNL, das CNL, das MNAHA, die LRS, die Villa Vauban und

das Mudam gespendet: etwa ein dreiteiliges Buch von Johann Anton Ramboux; mehrere Werke vom Maler Maxim Kantor; eins von Ernest Wurth und eins von Thomas Scheibitz. Seit 1982 gibt es den Fonds culturel national. Das Kulturministerium teilt mit, eine Reform des ebenso alten Gesetzes in die Wege leiten zu wollen: Ziel ist es, das kulturelle Mäzenatentum noch mehr zu fördern. Das gespendete Geld können die Schirmherren steuerlich geltend machen. SP



Fenêtres : d'une part un insaisissable fragilité...

L'Ithaque de Pierre Buraglio

IIII Lucien Kayser

À l'ombre de Beaubourg, la galerie Ceysson & Bénétière invite à un pourtour de l'œuvre de l'artiste

Le titre de l'exposition (repris ci-dessus) a dû en intriguer plus d'un, étonner et exciter la curiosité. De quoi s'interroger sur ce qui peut bien exister comme lien de cet artiste avec l'île grecque de la mer Ionienne. Commençons par le retour de son roi légendaire Ulysse après ses

années d'errements, non, si Pierre Buraglio pendant un laps de temps moindre, une demi-douzaine d'années, a abandonné la peinture et l'art, ce n'était pas, après mai 68, pour aller au hasard, poussé à l'aventure par quelque force supérieure : il avait choisi le monde ouvrier,

l'engagement militant, avant de revenir à son tour au passé, et aller en même temps dans l'enseignement, aux beaux-arts de Valence. Mais n'oublions pas l'épouse du héros, le temps qu'elle passe pendant son absence à défaire, refaire sans cesse, la nuit, ce qu'elle a tissé le jour, pour repousser les avances de ses prétendants.

Voilà des préfixes qui caractérisent au mieux la manière de Pierre Buraglio, le dernier surtout, qui dit la répétition, la reprise, et en même temps le renforcement. Et pour telles pièces de l'artiste, ça débute par la récupération, par des rebuts, ce qui a été rejeté. Ainsi, l'exposition nous montre par exemple des *Fenêtres*, et si elles sont plus récentes, elles reprennent une procédure plus ancienne, de bois, de réemploi, de verre, l'une d'insaisissable fragilité, en forme de croix, d'autres de solide et d'autant plus saisissante poésie. Les plaques émaillées sur un autre mur, elles, remontent carrément aux années 1980, et si elles portent le nom d'une station de métro inexistante, *Metro della Robbia*, elles proviennent bien, panneaux de signalisation, du transport souterrain parisien, alors que leur hommage est florentin, au célèbre céramiste. Donc, doublement, elles relancent la mémoire. Elles le font en bleu, couleur si chère à Pierre Buraglio, depuis les *Gauloises*, qui ont fait écrire à John Berger : « Il n'y avait qu'à se baisser pour ramas-

ser cette couleur qui était dans le monde... c'est-à-dire la rue, la chaussée. »

Rien n'est perdu, rien ne se perd, tout se reprend, tout se recrée. Et en ce sens, Pierre Buraglio est l'artiste qui nous (r)ouvre les yeux, tout grand. Il nous fait regarder avec surprise, avec une attention renouvelée, aiguisée. Lui-même, ramène son regard, au-delà des choses simples, ordinaires, qu'il rehausse de la sorte, ennoblit, sur les chefs-d'œuvre, le propre en art est qu'on n'a jamais fini avec. Autour de ..., d'après ..., selon ..., dans l'exposition les exemples ne manquent pas, on se cogne la tête contre les murs, avec Pieter Brueghel, ailleurs, on se recollette avec Millet, Braque ou Chagall, pour notre plus grand plaisir, et bien plus : de la sorte, nous dit Buraglio, on ne fait garder que l'essentiel, essayez de copier, le dessin est là pour mieux voir les choses.

Que Pierre Buraglio aime à réutiliser tant de fois des éléments de châssis de sérigraphie, comment ne pas y voir comme une volonté, une façon de se rappeler l'atelier Brianchon, les affiches du joli mois de mai. Les pièces sont nombreuses, parfois par leur image même, à d'autres reprises, rien que par le renvoi du titre, qui ont partie liée, qui sont comme des réparties, à tels épisodes, tels événements, de son histoire, de l'Histoire, pour distinguer et relier les deux, comme le faisait Pierre Wat dès l'exposition de Saint-Étienne.

Pierre Buraglio est d'ores-et-déjà, rien que par cette obligeance, un classique. Par ses procédures, de montage, d'assemblage, et la liste peut être reprise sans cesse, agrafages, camouflages, caviardages s'y relaient, il est éminemment moderne, évitons le mot contemporain, trop passer avec le temps. La retenue avant toute chose, tel pourrait être son art poétique, du retrait même. Rien d'étonnant, aux dernières nouvelles, que les Dominicains lui aient fait commande d'un chemin de croix pour l'église de la Sainte-Trinité-des-Monts à Rome, au sommet de l'escalier dominant la place d'Espagne. Ils ont dû se rappeler ce que Pierre Buraglio a fait de la chapelle Saint-Symphorien, dans l'église de Saint-Germain-des-Prés, les plaques émaillées où quelques traits suffisent à évoquer la Passion, le fine croix en laiton inscrite en creux sur le mur du fond, ailleurs, un vitrail bleu des ateliers Loire de Chartres... Allez voir ou revoir, Pierre Buraglio a procédé là comme il a toujours fait dans son art : il démystifie (autre préfixe qui lui convient, et aujourd'hui on dirait déconstruit) l'idée même d'œuvre, dans la proximité de Supports-Surfaces, il en dénombre, met à nu les constituants, et en rétablit le sens profond et la juste valeur. ●



... de l'autre une solide et saisissante poésie

Eine Sehnsucht in sich

III | Anina Valle Thiele

Moritz Franz Beichl inszeniert Ödön von Horváths *Kasimir und Karoline* als Rummelplatz des Auf- und Abstiegs auf der Bühne des Kapuzinertheaters



Laura Laufenberg
als Karoline

In Zeiten von Post-Covid-19 sind Online-Datings über Plattformen wie *Tinder* zur neuen Realität geworden. Mit einem Klick oder Wisch und per Selbstbeschreibung in Emojis wählen sich Millenials den passenden Partner und bleiben dabei meist doch unter sich. Angeblich haben „wir“ in unseren liberalen Gesellschaften mehr denn je die Möglichkeit, unsere Partner „frei zu wählen“. Doch spätestens seit Soziologiedoyen Pierre Bourdieu ist evident, dass die soziale Stellung nicht nur die Auswahl der Alkoholflasche, sondern auch die Partnerwahl mitbestimmt.

Ödön von Horváth setzt in seinem Volksstück *Kasimir und Karoline* hier an. Das zentrale Thema seiner Stücke ist der aussichtslose Kampf des Individuums gegen eine Gesellschaft von Spießbürgern. Bevor er mit 36 Jahren (auf der Flucht vor den Nationalsozialisten) auf den Champs-Élysées von einem Ast erschlagen wurde, hinterließ er mehr als ein Dutzend Stücke, in denen er die Stimmung des Faschismus der 1930-er Jahre klarsichtig einfing. Die Parallelen zum Erstarken der Rechten in Europa heute liegen auf der Hand.

Kasimir und Karoline, das vor dem Hintergrund der Weltwirtschaftskrise und der rasant zunehmenden Arbeitslosigkeit

spielt, behandelt die Auswirkungen wirtschaftlicher Not auf die zwischenmenschlichen Beziehungen. Als *Ballade von stiller Trauer*, gemildert durch Humor, bezeichnete Horváth einst das Volksstück, das – neben seinen *Geschichten aus dem Wiener Wald* – zu seinen meistgespielten Stücken zählt.

Die Bühne im Kapuzinertheater zeigt eine peppige Szenerie (Anouk Schiltz). Von der Decke hängen Schaukeln und ein Eiswagen herab. Stofftiere baumeln am seitlichen Bühnenrand wie bei den Gewinnständen auf der Schueberfouer.

Das gemischte Ensemble erweist sich als Glücksfall

Chauffeur Kasimir ist mit seiner Verlobten Karoline auf dem Münchner Oktoberfest. Sie will sich amüsieren, Kasimir ist jedoch verstört, denn soeben wurde er „abgebaut“, sprich: gefeuert. Es ist nicht nur (s)ein gesellschaftlicher Statusverlust, der Abbau bestimmt fortan das gesamte Sein Kasimirs. Die Düsternis strahlt er aus jeder Pore aus. Bedröppelt sitzt Konstantin Rommelfangen in der Rolle des Kasimir am Boden und starrt beklemmt ins Leere. Kein Wunder, dass Karoline (Laura Laufenberg) mit einem Mal meint, sie beide seien „zu schwer füreinander“. Sinnlich Eis lutschend, will sie auf dem Volksfest nur Spaß haben...

So kommt es zum Streit, und obwohl Karoline stets beteuert, ihn gerade jetzt unterstützen zu wollen („Man muss das immer trennen – die allgemeine Krise und das Private“), gehen sie fortan unterschiedliche Wege.

An einem Eisstand lernt Karoline den schlaksigen Zuschneider Schürzinger (Tobias Artner) kennen, der ein Auge auf sie geworfen hat und sie, schlumpfblaue Zuckerwatte mümmelnd, ungelenk, doch mit schlaun Sätzen bezirzt: „Die Menschen sind eigentlich böse – allerdings werden sie durch unser Wirtschaftssystem gezwungen, noch egoistischer zu sein.“ Laura Laufenberg erweist sich als exzellente Besetzung. Sie flirtet ungeniert und gibt lasziv an der Zuckerwatte zupfend das naive Mädchen.

Als der Kommerzienrat Rauch (Schürzingers Vorgesetzter, den Horváth förmlich als Parodie eines Kapitalisten angelegt hat) mit dem Landgerichtsdirektor Speer auf die Bühne platzt und sie Karoline anbaggert, ist der Klassenaufstieg zum Greifen nah – und fällt in Form einer Schaukel von der Decke. So kann sie hoch hinausfliegen, während der gedemütigte Kasimir in Selbstmitleid versinkt, über Weiber als „minderwertige Geschöpfe“ lamentiert und auf „das Luder Karoline“ schimpft. Schon Horváth wusste, wie Männer auf Demütigungen von oben reagieren. Rommelfangen spielt den doppelt Düsterten überzeugend, wenn gleich sich sein verbitterter Gesichtsausdruck in 80 Minuten kaum (ver-)ändern wird.

Regisseur Moritz Franz Beichl findet ausdrucksstarke Bilder, um den Auf- und Abstieg von Kasimir und Karoline auf dem Volksfest zu veranschaulichen. Die Musik von Philipp Auer, die zwischen schenkelklopfenden Volksschlagern („Heute sauf ich wie ein Schwein!“), Techno-Beats und Balladen changiert, trägt das Stück.

Zu ausgelassenem Gezappel blasen die Figuren Luftballons auf, witzeln, frotzeln. Derber Hosenstallhumor regiert die Bühne, wenn die Männer betrunken um Karoline buhlen. Allein Erna (Jeanne Werner) weiß den chauvinistischen Sprüchen der Herren Paroli zu bieten und versucht sie auszubremsten. Sie träumt von „gerechten Verhältnissen.“ Und weiß: „Aber die Menschen wären doch gar nicht schlecht, wenn es ihnen nicht schlecht gehen tät.“

Rasch wird sich Karoline breitschlagen lassen, mit dem Kommerzienrat in dessen Wagen nach Altötting abzufahren. Ein Notfall bringt den Zukunftstraum von Altötting zum Zerbersten. Und da seinem Kumpel Speer auch noch der Kiefer gebrochen wurde, lässt Rauch Karoline fallen.

Wenn Kasimir und Erna gemeinsam auf einer Parkbank zurückbleiben und feststellen, dass sie „verwandte Naturen“ sind, droht das Ende der wie im Jahrmarktsrausch verfliegenden Inszenierung Beichls, der die Urfassung gestrafft hat, kurz zu kippen, um nach nur eineinhalb Stunden auf den Punkt zu landen.

Als Karoline zu Kasimir zurückwill, ist es zu spät. Wer zu hoch fliegt, landet am Boden, oder wie Horváth es Karoline in den Mund legt: „Man hat halt oft so eine Sehnsucht in sich – aber dann kehrt man zurück mit gebrochenen Flügeln und das Leben geht weiter, als wär man nie dabei gewesen.“

Das gemischte Ensemble erweist sich als Glücksfall und Moritz Franz Beichl findet mit seiner Inszenierung die richtige Bühnensprache, um die Kernaussagen des Stücks humorvoll zu vermitteln. Seine Kasimir und Karoline-Inszenierung ist eine sinnliche Achterbahnfahrt, wenn gleich mit vorhersehbarem Ausgang und Kollateralschäden mündend in Horváths vielleicht etwas pädagogisch vermittelter alltäglicher Erkenntnis: „Sterben müssen wir alle!“ ●

Kasimir und Karoline von Ödön von Horváth. Inszenierung: Moritz Franz Beichl; Mit: Konstantin Rommelfangen, Laura Laufenberg, Tobias Artner, Lennart Preining, Jeanne Werner, Michael Scherff, Simon Bauer, Philipp Auer; Bühne: Anouk Schiltz; Dramaturgie: Thorben Meißner. Eine Koproduktion des Landestheaters Niederösterreich mit Les Théâtres de la Ville de Luxembourg

S

T

|

L

Arriver et lire

IIII Béatrice Dissi

Un petit millier de livres, soit environ un par résident. C’est le ratio qu’établit la petite bibliothèque installée depuis octobre au sein du « Bâtiment T » au Kirchberg, la plus grande des structures d’accueil pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale ou temporaire. Si grande, que c’est le seul bâtiment dont la gestion est partagée entre deux organisations, la Croix Rouge et la Caritas.

Le projet de la bibliothèque a été initié à la demande des résidents, dans ce qui a d’abord été une salle d’étude. L’apprentissage et la formation continue font partie de l’accompagnement des habitants de la structure depuis le début. Ils bénéficient également d’une salle informatique et d’une ludothèque. Mais rassembler et gérer un millier de livres relève du savoir-faire spécifique d’un bibliothécaire. Aussi, la Bibliothèque nationale du Luxembourg a-t-elle prêté main forte pour former les membres bénévoles qui s’occupent de l’organisation, du classement thématique, et du système de prêt. Ils font en sorte que la salle soit ouverte trois jours dans la semaine, sinon sur demande.

Le bâtiment héberge des ressortissants d’origines si diverses qu’on se demande ce que peut les rassembler en termes de desiderata littéraires. Eh bien, les livres proviennent essentiellement de dons. L’Asti a offert des dictionnaires (luxembourgeois, français, anglais), d’autres associations des livres d’enfant. L’Office national de l’accueil (Ona), le ministère de l’Éducation et de nombreux donateurs privés comme des entreprises du voisinage contribuent également. Ont été offerts une panoplie de livres d’apprentissage de langues : français, anglais ou luxembourgeois. « C’est ce qui marche le mieux », confirme Monsieur Shabani, résident d’origine burundaise, un des bénévoles qui travaillent à la bibliothèque, alors qu’il n’habite dans le centre que depuis trois mois. « Les livres de français, pour apprendre. Mais aussi les livres en ukrainien, car de nombreux résidents sont des réfugiés de la guerre russe en Ukraine ».

La bibliothèque est-elle façonnée par la vision des besoins qu’ont les donateurs ? Selon Monsieur Shabani, les généreux ont misé juste : « On veut apprendre les langues du Luxembourg ». Les cours de français, initiés par des bénévoles, cartonnent. Lui, il n’est pas attiré par des livres en kirundi, sa langue maternelle. Mais pour d’autres résidents, lire ou raconter des histoires à leurs enfants dans leur langue reste important. Ils demandent des ouvrages en farsi, en arabe, en tigrigna, en turc... « Le tigrigna est particulièrement

difficile à trouver », remarque Lynn, responsable de la Caritas : « Si vous mettez la main sur des œuvres en tigrigna, faites-nous savoir ! »

Pourquoi choisir un livre, alors que quasiment tous les résidents se servent d’un smartphone voire d’un ordinateur, mis à disposition notamment via l’association Digital inclusion, et qu’il y a une salle avec une dizaine d’ordinateurs accessible à tous ? Pour Jeanne, éducatrice, le projet découle d’une approche globale qui vise à la fois à occuper les résidents (qui sont nombreux à ne pas avoir le droit d’exercer un travail salarié) et à les rapprocher. Les échanges foisonnent, des soirées à thème, par exemple de contes, rassemblent des familles. En participant, les bénévoles partagent la responsabilité d’un projet commun.

« La bibliothèque vise aussi à ouvrir une brèche vers le monde extérieur, en-dehors de la bulle dans laquelle peuvent rester enfermés les nouveaux arrivés », dit Clotilde, coordinatrice à la Croix-Rouge. Le but est d’éveiller une curiosité qui mènera peut-être vers les autres bibliothèques de la ville, voire les musées ou d’autres structures publiques. Visiter, c’est se retrouver, c’est s’intégrer.

Le projet propose également une façon de redonner la maîtrise de son quotidien, en donnant la possibilité de faire des choix personnels. Et finalement : le papier présenterait-il

associé à l’affaire pour donner un nouveau souffle à cette adresse incontournable qui vivait surtout des touristes de passage. Voilà pour l’histoire. Aujourd’hui d’importants travaux ont été réalisés pour redonner du lustre et de l’élégance au restaurant. La carte reste dans l’esprit brasserie, avec de bons produits et des préparations simples et franches. On espère que le service suivra la montée en gamme. ^{FC}

Monica Semedo

Am Montag auf einer Fokus-Pressekonferenz trug Monica Semedo einen Mundschutz mit der Aufschrift „Maulkuerrf“. Sie habe dieses Wort während einer Versammlung mit Fokus-Mitgliedern verwendet, da sie es nicht korrekt fände, dass das EU-Parlament ihr verbiete, über den Grund für ihre Sanktionen zu sprechen. Daraufhin kam aus dem Fokus-Team die Idee, diesen Mundschutz zu gestalten. „Er ist mit viel Liebe gemacht“,

beteuert die EU-Abgeordnete, ohne zu verraten, wer sich der Näh-Mühe angenommen hatte. Weniger einmalig als den Mundschutz trage sie nun ihre neue Frisur. „Der Kurzhaarschnitt, zu dem ich mich im Herbst spontan entschieden habe, symbolisiert einen neuen Lebensabschnitt. Ich bin nun Monica Semedo mit einem Nachnamen.“ Sie sei eine erwachsene Frau. Im Januar 2021 wurde sie für 15 Tage von ihrem Amt als EU-Abgeordnete suspendiert, da sie drei ihrer Assistenten psychisch unter Druck gesetzt habe. Ihre Taten wurden auf

über 100 Seiten festgehalten. Monica Semedo bestreitet nun die Rechtmäßigkeit der Prozedur und Anschuldigungen und meint: „D’Wourecht wäert un d’Liicht kommen“. Mit ihrer Mundschutz-Aktion zeigte sie derweil, dass die Politik der Satire gelegentlich einen Schritt voraus ist. SM



Plusieurs langues sont présentes dans les livres de la bibliothèque

Les intéressés aux dons peuvent s’adresser à la Caritas ou à la Croix-Rouge, avec mention « Bibliothèque du Bâtiment T »

L’ENDROIT

La Lorraine

En 1983, le chef Pierre Bouché crée La Lorraine, sur la Place d’Armes. Il mène l’établissement vers des sommets gastronomiques, affichant même une étoile



Michelin au tournant du siècle. Le chef et patron y restera jusqu’en 2008 quand La Lorraine entre dans le giron du groupe de brasseries françaises Frères Blanc. Depuis, la brasserie revendique une cuisine de la mer, dans un esprit parisien avec banc d’écailler et plateaux de fruits de mer. Dix ans plus tard, le franco-Luxembourgeois François Poitrinal, à la tête de l’Union des cafés de Paris reprend les rênes de la maison. L’endroit connaît des hauts et des bas, au gré de l’implication plus ou moins heureuse des investisseurs. Il y a deux ans, le jeune chef Louis Scholtès est



MANNOMANN: DAT SOTEN D’MÄNNER ZUM 8. MÄERZ

Serge Tonnar: Een Dag, un deem ech mech net zu Wuert melle kann, ass een verluerenen Dag fir d’Ge-
rechtgeheet. Pénktlech fir den 8. März hunn ech
dowéinst mäin neit Lidd inklusive Muséksvideo
présentéiert. Et heescht „Nous sommes les hommes“
an erënnert dorunner, dass mir all, inklusive Fraen,
jo och just Männer, also Mënschen sinn.

Luc Frieden: Mäi Message un d’Gesellschaft fir den
8. März: „Ech sti fir eng Gesellschaft, an där Fraen a
Männer déi gläich Rechter a Chancen hunn. Wou
jiddereen sech fir d’Gläichstellung an der Gesellschaft
asetzt“. Dass et heibäi wuelgemierkt net ëm déi Lëtze-
buerger Gesellschaft geet, mee ëm déi Gesellschaft, an
där mir d’Armut um Häerz läit an an där ech de
Logementsproblem léisen, misst kloer sinn.

Grand Duc Henri: Fir déi 8. mars kann Iech meng Fra
erzielen, dass si keng Gewalt akzeptéiert, déi net vun
hier selwer ausget, an dat ass, fannen ech, och eng
wichtig Message. D’groussherzoglech Famill huet vill
Fraen, an déi Fraen sinn de Moment och ganz produk-
tiv a maachen, wat Fraen am Beschten kënnen. Der
Natioun Kanner schenken.

KONTAKTANZEIGEN

Steve, 26: Ech sinn e ganz léiwe Jong deem nach ni enger Fra
an d’Schness geschloen huet. Ech sichen eng jonk Fra, am
beschten mannerjäreg, oder ass, fannen ech, déi sou ausgesäit wéi e Kand,
fir an eng onausgeglachen Muechtdynamik anzewéckelen, ze
kontrolléieren, an ni wéi eng gläichgesaten Partnerin ze be-
handelen. Ech erwaarden fir alles, wat ech maachen, nodeems
ee mech dräi Mol gefrot huet, eng Medaille, an ech wäert mech
ni fir iergendeppes entschëllegen. Ech weess net, wat Konsens
ass, well nach ni een entusiastesch war, mat mir ze schlofen
– wann s du schon dru gewinnt bass, Orgasmen ze faken, mell
dech bei reallygoodboy@pt.lu.

DEN ERIC OP COOL-TOUR



De Februar war alt nees crazy fast eriwwer
gaangen, a mir sinn matzen am März. Mee
lues a lues checken all Kulturinstitutionen am
Land: Ech listenen! Ech komme laanscht,
kucken mer interesséiert all langweileg Shitshow
am Land un, a meng Dier ass oppen! An ech
ginn selwer creative: Ech posten Fotoen op
Insta mat all Jickeclub an inventen nice Sätz a
staark hashtags, zum Beispill wou ech zu Klierf
eng Ausstellung mat Familiefotoe, kucke wor
oder och vun der Dikkrecher Cavalcade. Lues
a lues winnen ech se all over a verbesseren selwer
iwwerall d’Statistik fir de Public, well ech nach
als „Jonk“ duerschginn.

Wourunner ech mech nach winne muss, ass
dass ech leider net ëmmer am Norden bleiwe
kann. Wat mir geschitt ass, wor ee richtigen
Nightmare. Et huet ugefaang domadder, dass
ech an de Süden muss. Normalerweis maan
ech dat net, wéinst de raue Longen an Zongen.
Zu Rëmeleng sinn ech duerch Höhlen gelaf,
wou anscheinend nach bis viru kuerzem d’Leit
aus dem Minett dra geliefert hunn. Awer ech

duerft ee gielen Helm undoen, wat natirlech
iconic op de Fotoen ausgesäit. Dann gouf ech
vum Luc Frieden suguer nach convinced, mat
op Esch zekommen, well do ee griicheschen
Tempel nei opgemaach gouf, deem weise géif,
dass Lëtzebuerg den Zweete Weltkrich
gewonnen huet. Dat wor alles zimlech gru-
seleg, also Esch mengen ech. Mee den Musee
huet mir inspiration fir eng epic Insta-Caption
ginn, ech hu geschriwwen: „Dofir invitéieren
ech jidderee, de neien Resistenzmusée ent-
decken ze goen, an esou d’Flam vum Wid-
derstand op éiweg widerbrennen ze loossen“.

Leider hu meng Mataabrechter dat dann
wuertwiertlech geholl a mech op Wien
geschéckt fir géint d’Preisen ze kämpfen. Déi
däitschsproocheg Kulturminister*innen hu
sech do an engem Schlass getraff, an ech sollt
lo do dräi mol soen, dass Lëtzebuerg guer net
däitschsproocheg wier. Ech hunn d’Fakel
vum Widderstand dann awer schlussendlech
am Hotel gelooss, ech wollt d’Madamm
Claudia mat de rosa Hoer aus Berlin net
provozéieren, déi Fra huet mir richtig Angscht
gemaach. Leider ass dat no hanne lassgaang,
an dann hunn ech selwer missen op Berlin

an eng Ausstellung, wou ech ëmmer net wosst,
ob ech lo grad e Bild oder eng Wand ukucken.
All meng Inspiration wor fort a meng Insta-
caption dozou wor just nach Emojis. Ech
hunn dann profitéiert, dass ech och Minister
fir Tourismus sinn, a mir séier e Fluchticket
zeréck op Lëtzebuerg besuergt.

Doheem ass et awer am Schéinsten. Also
hunn ech mech och entscheed fir de Posten
vu mengem Premier Conseiller nees op
d’Nord-Quote ze setzen an déi geféierlech
Fraen aus dem Süden z’evitéieren. Fir mir
mol eng Paus ze gënnen, wollt ech dann an
de Kino. Ech hat scho mäi 3D-Brëll agepak
fir Madagascar 4, mee do stellt sech raus,
dass wéinst engem Event just sou Schül-
er*inne-Filmer am Kino gelaf sinn. Dat wor
mega disappointing. Dat ganz huet „Lux-
FilmFest“ geheescht an et ass drëms gaangen,
dass och mol Lëtzebuerger Filmer op engem
Festival laafe géifen an ech do nach méi Suen
op dem Guy Daleiden seng Visas-Kaart
luede sollt. Mee ech hu mech zesummege-
rappt, gelaacht, gewonk a mech knippse
gelooss. An op ee mol ass den Aragon op-
getaucht. Ech liiben mäin Job.

WELCHERSEXISTSINDSIE?

*Männer haben sich gebessert. Der moderne
Sexist ist einfühlsam, rücksichtsvoll und
emotional.*

Machen Sie den Test: Welcher Typ sind Sie?

1. Eine Kollegin hat bei einer Besprechung eine gute Idee. Was jetzt?

- A. Die Kollegin verdient ein Kompliment! Für
ihr Outfit, versteht sich.
B. Keine Gewalt! So tun, als sei nichts passiert,
und kurz vom Gespräch ablenken. Ein paar
Minuten später einfach nochmal genau dassel-
be sagen.
C. Sie soll sich jetzt mal einkriegen und hier
nicht gleich so rumschreien. Hysterisch so was!
SCHREI DOCH NICHT SO!

2. Sie waren mit einer attraktiven Frau was trinken – und jetzt will sie einfach nach Hause gehen. Wie reagieren Sie auf diese Frechheit?

- B. Die Muskeln spannen sich, meine Adern
pochen. Eine Träne rinnt mir dramatisch die
Wange herunter und fällt auf mein bebendes
Sixpack. Sie erkennt mich. Ich bin einer von
denen, die nie weinen. Also außer, so was
passiert. Buääähähähähääääääwiekann-
sienurverdammtescheißeaaaaarghhhhh...
A. Keine Gewalt! Ich appelliere an ihr Gewissen:
Jetzt hab ich extra nicht die Drinks bezahlt,
wegen Gleichstellung und so. Ich hab mir also
echt viel Mühe gegeben, und das ist der Dank?
Nee, gell. Na siehste.
C. Draußen ist es viel zu gefährlich für sie
alleine. Natürlich fahre ich sie jetzt nach Hause
und natürlich mache ich ihr beim Einsteigen
die Autotür auf – das könnte sie ohne mich
gar nicht. Soll ich vielleicht noch die Haustür
aufschließen und den Mantel abnehmen?

3. Kinderbetreuung ist für Sie ...

- C. ... anstrengend. Wann hört der Lärm
endlich auf, kann man hier mal in Ruhe
Fernsehen gucken?
B. ... bestärkend. Wie die Dinger so zu einem
aufsehen, alles glauben und machen, was man
sagt. Ich dachte schon, die Zeiten seien vorbei.
A. etwas, wo ich auch manchmal mit anpacke,
klar. Ich habe sogar einen Blog: Erlebnisse auf
dem Spielplatz, ein Mal die Woche. Meine
Partnerin ist so stolz! Und ich erst!

4. Ihr Chef ist eine Frau. Was tun?

- B. Auf Hierarchien sollte man nicht so viel
Wert legen. Also, vor allem sie nicht.
C. Ich bin sehr großzügig und gönne ihr das
von ganzem Herzen. Immerhin verdient sie
viel weniger Geld als ich.
A. Keine Gewalt! Lieber sprechen. Und zwar
viel, viel sprechen, nämlich hinter ihrem
Rücken. Bei so viel Gerüchten und Gerede
wird sie bald von ganz alleine abhauen.

5. Sie sind von einer Streitsituation verletzt. Wie damit umgehen?

- C. Ab ins Internet und unter dem Namen
Billie Reuters lange Hassmails schreiben.
A. Keine Gewalt! Statt ihr eine reinzuhauen,
verwahre ich sie sicher im Badezimmer. Wenn
die Gemüter sich beruhigt haben, wird sie
ganz von selbst um Entschuldigung bitten.
B. Ich empfinde immer starke Gefühle. Ich
bin echt ein beeindruckend sensibler Typ. Am
meisten muss ich weinen, wenn ich daran
denke, wie empfindlich ich bin. Darüber habe
ich auch 142 Lieder geschrieben, die ich jetzt
mal kurz zum besten geben möchte.

-
-
-
-

Welchen Buchstaben haben Sie am häufigsten
angekreuzt?

**A Der nette Sexist von nebenan. Sympathisch
und gewaltfrei setzen Sie ihren Willen durch,
indem Sie entweder auf das Schuldgefühl
oder auf das Mitleid einer Frau abzielen.**

**B Der Held. Einzigartig: So viel kritische
Selbstreflexion, so viel Schmerz und Opfer
zum Wohl der anderen, es ist derart rührend.
Da kann Ihnen wirklich niemand einen
Vorwurf machen. Und wehe, wenn doch!**

**C Good old classic oldschool. Ja, Sie können
mal ausrasten – aber wer würde Ihnen das
nicht verzeihen? Sie kommen eben aus einer
Zeit, da liefen die Dinge noch ganz anders.**

FRAUEN IM SPORT

Männerfußball ist die schönste Ne-
bensache der Welt. Das weiß jeder
Mann. Da sollte man sich nicht zu
sehr mit der zweiten schönsten Ne-
bensache der Welt, mit Frauen, ab-
lenken. Vor allem jetzt nicht. Der März
ist ein Schicksalsmonat für unser Land:
Luxemburg könnte sich zum ersten
Mal für eine Fußball-EM qualifizieren.

Um diese Herkulesaufgabe zu meistern,
zählen „Ons Bouwen“ auf zwei Hoff-
nungsträger. Auf dem Feld: Gerson
Rodrigues. Der Spieler von Slovan
Bratislava ist vor dem Tor so treffsicher
wie vor dem Gesicht seiner Ex-Freun-
din. Diese berichtete von Eifersucht,
Psychoterror und wiederholten At-
tacken, aber wir wissen ja, wie Frauen
so sind. Bei den Gerichtsprozessen in
Luxemburg konnte Gerson Rodrigues
leider nicht anwesend sein, für das
Spiel am 21. März in Tiflis ist sein
Erscheinen aber gesichert.

Auch mit der zweiten Lichtgestalt des
luxemburgischen Fußballs kann
gerechnet werden. An der Linie wird
unser Mann Luc Holtz stehen, der
sich leider auch immer wieder mit
Frauen ablenkt. Wobei das „Ablenken“
hier wortwörtlich zu verstehen ist.
Luc Holtz lenkt mit Frauen am liebs-
ten stockbetrunken gegen Bäume.
Besteht die Gefahr, dass wegen diesen
kleinen Ablenkungen ein Gericht den
Traum der FLF-Elf platzen lässt? Oder
zumindest die Moral trüben könnte?

Unser Fußballgott Justiz hat den
Terminplan glücklicherweise im Blick
und sorgt dafür, dass die beiden
Unverzichtbaren an den Spielen
ungestört teilnehmen können: Urteile
gibt’s dann später. Damit wirklich
alles so bleibt wie gewohnt, kann auch
Fußball- und Frauenkenner Tim
Hensgen für RTL vom Spiel berichten.
Abgelenkt wird dieser nämlich nur
in der Umkleidekabine der Damen-
auswahl. Roude Léiw, huel se!

Norbert, 61: En humorvollen, kultivierten Lycéesprofessor,
Philosoph, Ethiker, Universitätsprofessor an absolut anti-woken
Boomer, ass op der Sich no senger besserer Hallschent. Ech si
bereit, mat allem, wat ech hunn, dofir ze kämpfen, dass mir
weiderhinn op alle Plattformen Frae beleidegen a queer Leit
bedroen dierfen. Meng perfekt Partnerin ka meng inkohärent
Haassrieden iwwerliesen, meng Wäsch wäschen, falen an ara-
umen, kachen, botzen a mech berouegen, wann ech mech mol
rem net gerappt kréien, well déi Jonk méi witzeg a méi schlau si
wéi ech. Solt aus eiser Bezéiung e Kand entstoen, muss ech
virdrun eng Garantie hunn, dass et 100% e Mann oder eng Fra
an net gender-ideologesch verschass wäert ginn. Schéckt Är
Candidaturen gären un d’Plaintekommission vun der uni.lu.

Ben, 15: Meng Passioun ass, am Internet Videoen vun Nazien
ze kucken a Feministinnen Fotzen ze nennen a Morddro-
hungen ze schécken. Ech hunn nach ni méi laang wéi 2
Minutten mat enger Fra geschwat, déi net meng Mamm ass,
an ech gleewen net dorun, dass Fraen Rechter sollten hunn.
Ech sinn op der Sich no engem Topmodel ouni eegen Be-
dürfnisser an Iddien, dat zu all Moment dozou bereed ass
op meng obsessiv SMSen ze äntweren, mir een ze blösen
(gläichzäiteg) an duerno meng Therapeutin ze spielen. Wann
sech an deenen nächsten 2 Wochen kee bei mir mell, wäert
ech am Schoulhaff eng Bomm explodéiere loossen. Wann s
du meng Dramfra bass, mell dech bei mir op reddit: u/
KillAllWomen



TEMPORÄRE SYMBOLIK

Die Stadt Esch/Alzette zeigte sich mal wieder besonders fortschrittlich und hängte anlässlich des Frauentages kleine Pappschildchen mit Frauennamen symbolisch unter bestehende Straßenschilder. Mit der gewagten Aktion möchte man temporär darauf hinweisen, dass es Frauen gibt.

Der Mut der Escher Gemeindeverantwortlichen wird nochmal dadurch unterstrichen, dass die Schildchen über eine erstaunlich lange Zeitspanne bis Ende März ein Martyrium in den Straßen der Südmetropole verbringen sollen.

MEISCH ERKLÄRT SICH

- HL: Als Minister für Wohnungsbau sind Sie zuständig, um mehr sichere Rückzugsorte für Frauen zu schaffen, die Gewalterfahrungen gemacht haben. Die Wartelisten der Frauenhäuser sind lang. Was ist ihre liebste Krawattenfarbe?
- Meisch: Grau-Blau.
- HL: Als Bildungsminister haben Sie für das aktuelle Schuljahr ein Maßnahmenpaket gegen Mobbing von Schüler*innen präsentiert. Ihr Ministerium startete bereits vor einiger Zeit eine „Sensibilisierungscampagne géint de Sexismus am Lycée“. Auch untersteht Ihnen das CESAS, welches über Stereotypen, Konsens und Gewalt aufklärt. Was frühstückten Sie heute?
- Meisch: Rührei.
- HL: In der Regierungserklärung zur „Orange Week“ steht: „La violence n’est pas une fatalité ou une affaire privée“. Auch im Koalitionsvertrag heißt es: „Le Gouvernement poursuivra ses efforts de sensibilisation et de prévention de la violence auprès de toutes les couches de la population“. Haben Sie Hobbys?
- Meisch: Nein.

DATE DOKTOR CLAUDE MEISCH

Date-Doktor Claude Meisch: Was Frauen wirklich wollen – ein Leitfaden für den modernen Mann!

Zum Weltfrauentag breche ich die Kaffeetasse... ehm, das Schweigen und enthülle, was Frauen wirklich wollen.

Hier meine einschlägigen Tipps:

Höre zu & wenn sie nicht zuhört, dann schlag nach
Frauen mögen es, wenn man ihnen zuhört. Nur quasseln die dann oft so wirres Zeug. Sie kommen nicht zum Punkt und haben es nicht so mit der Logik. Hier hilft dann auch kein Zuhören mehr und dann muss mann einfach selbst Hand anlegen. Wenn deine Frau also wieder mal hysterisch wird, gib ihr einfach eine Ohrfeige, das mögen sie.

Nächtliches Nacheifern
Frauen müssen erobert werden. Und wenn sie desinteressiert und sich zu zieren scheint, dann ist das nur Teil ihres Spiels. Bleibe hartnäckig. Überrasche sie im Dunkeln: Vor ihrer Haustür, in der Parkgarage. So ein Auflauern nachts auf der Straße ist charmant und macht dich mysteriös.

Männliche Dominanz auch im öffentlichen Raum
Niemand mag ein Weichei. Frauen müssen sehen und spüren, dass du ein echter Mann bist. Und echte Männer schlagen die Beine nicht übereinander und machen sich klein, besonders nicht in der Öffentlichkeit: Also Beine breit im Bus und Revier markieren.

Alpha Behaviour: Führung & klare Ansagen
Frauen sind von Natur aus hilflose Wesen. Sie verstehen nicht und sind gefühlsduselig. Deswegen brauchen sie klare Ansagen. Führe und erkläre ihr auch die offensichtlichsten Akte „Ech hunn dech geschloen, an du hues et verdéngt“

Öffentliche Liebesbezeugung
Frauen lieben leidenschaftliche Gesten. Zeige deiner Frau auch draußen auf der Straße oder im Café, dass sie dir gehört. Kneif ihr in den Po oder ein Klapser auf den Hintern. Und wenn sie sich mal wieder anstellt, dann auch mal eine kleine oder große Ohrfeige.

Die Kunst des Abschieds
Ein Gentleman weiß, wann es vorbei ist. Mach einen galanten Abgang. Lauf nicht sofort weg, nachdem sie wieder mal eine Szene gemacht hat, aber verlasse die Bühne, bevor das Stück öde wird oder die Polizei eintrifft.

-
-
-
-

Also Männer, ihr habt jetzt den Schlüssel zu den Herzen der Frauen. Geht hinaus und erobert, aber denkt daran: Frauen wissen nicht, was sie wollen. IHR müsst es ihnen zeigen. Mit Nachdruck, mit einem Knall, mit einem Schlag.

DICKS REMIX

vum Dicks

O meng Modi, wat e Stodi,
voller Zodi Josefin,
ech gesinn dech, nach e wéineg
an da ginn ech Josefin.

D’Hechtecher aus der Stad
Tip-top eraus gemaat
Hunn si d’Schoulbicher nach ënner dem Aarm
Dann ginn doruechter d’Hierzer schonn waarm

Zwou Bulle Mocca, zwou sou séiss wéi Zocker.
Zwou Bulle Mocca, do fällt de bal vum Hocker.

Vill schéin Versprechen maan
A blenzlen mat den Aaën
Sou huet déi Zort et nach ëmmer gemaat
D’Hechtecher aus der Stad

Ohooo ech hunn eng Moss am Bic
Ee Klick a schonn ass se do... Ohhooooo

Hues de eng Moss an Amerika
Hues d’eng Moss am Pyjama?
Nee ech hunn eng Moss am Bic

We’ meng Mamm nach huet gesponnen,
Du wor d’Welt mäi Paradeis;
Lëschtég hunn ech sange konnen

Hues d’eng Moss um Canapé?
Hues d’eng Moss am Séparé?
Nee ech hunn eng Moss am Bic

Et huet getuddelt, et huet gespruddelt,
an der Baach eist Josefin.
Well ech awer d’Waasser scheien,
loossen ech leien, d’Josefin.

An d’Saaf ass d’Been eroofgelaaf
An d’Saaf ass d’Been eroofgelaaf, gelaaf!

SCHNÉIGLÉCKELCHER AUS DER STAD

Et wor emol, viru laanger laanger Zäit, do wor den 8. März e Fest: d’Schnéigléckelcher sinn op Besuch an d’Stad komm. No véier Méint Wanterreen ass d’Sonn iwwer Lëtzebuerg erëm opgaangen an de Fréijoer huet un der Dir geklappt. D’Schnéigléckelcher, sou huet den deemolege Chamberspresident Fernand Etgen all d’Frae genannt, si vu wäit hier komm. Déi eng fir sech fir déi nächst Chamberwalen ze positionéieren, déi aner fir Gläichberechtigung ze revendiquéieren.

Iergendwann sinn awer d’Schnéigléckelcher esou verwelkt wéi d’Schéinheet bei de Fraen. D’Fraen haten elo d’Recht Minister, pardon, Ministesch ze ginn. Quoten si bei de Wale respektéiert ginn (besonnesch bei de Männer am Norden) an iergendwann huet de STATEC vermellt: d’Frae verdéngen elo méi wéi d’Männer. D’Zäiten hate sech geännert. An domat war d’Fest op eemol iwwerflësseg ginn.

Ma läschte Freideg war ech an der Stad zu Fouss ënnerwee, op en Afterwork, do si gelunge Saache geschitt. De Geroch war irgendswéi en aneren, e besseren. Op der Paräisser Plaz war alles voller Leit. E Banner „Times have changed“ ass mir entgéint komm. Ech hu mech gefrot, ob den Afterwork och schonn am März do-bausse wier. „Nee, nee, dat hei ass kee Streik, et ass eng Marche!“, héieren ech d’Leit soen, wéi ech ukommen. Marche... eng Marche blanche? Ech spieren e Kratzen a mengem Hals. Rondrémt mech sti Gruppe vu Leit, mauve ugedoen, déi net sou richtig wësse wouhin. Nee, d’Coronagéigner kënnen et net sinn, déi

wossten ëmmer genau wou se hi wollten. Mäi Bols leet sech erëm.

Waren et villäicht d’Schnéigléckelcher, déi hire Wee an d’Stad fonnt haben? Ech konnt mengen Aen net gleewen. Dem Lydie seng Garnisoune ginn elo den Takt un, d’Leit op der Paräisser Plaz setze sech lues, awer sécher en marche. Et spiert een en Opootmen an der Stad, endlech ass de Wee an d’Geschäfte erëm fräi. Ech froen de Monsieur, dee ganz vir steet, firwat hien hei ass. Hie schwätzt vun engem fräie Palästina. Ech zielen d’Leit, et sinn der méi do, wéi meng Fanger kënnen zielen, an ech denken: nee et ka keng pro-palästinenssch Manifestatioun sinn, souvill Leit géifen dach net mat de Muslimen sympathiséieren.

Tëscht all deene faarweg ugemoolte Meedercher an e puer verwirte Jongen a Juppen, déi di ganzen Zäiten eppes vun Solidaritéit jäizen, treffen ech dann endlech op e bekanntent Gesiicht. D’Yuriko Backes, si kennen ech och vum Afterwork. Si erzielt mer, si wier elo och Ministesch. Si ass ganz opgereegt a mengt, datt si sech endlech em eppes Wichtiges këmmere kann, an net just mei hannert der Grand-Duchesse opraume muss. Ministère vir Gender, Stroossebau & Arméi. Iergendeppes mat Lächer also, schreiwen ech mer a mäin Notizblock op.

Ech versichen eng éischt Persoun mat Mega-fon am Grapp ze froen, wie responsabel ass fir dës Marche: „Dat ass eng schweier Fro.“ Dat heescht, Dir wësst net, ween hei matgeet? „Nee, also jo, also mir hoffen einfach, datt

mir kee stéieren.“ Mir gëtt bewosst: déi Persoun huet Angscht viru Revendicatiounen. D’Realitéit vum Lydie sengem Heescheverbuet huet och si areecht.

Op der Bréck gi se e bësse méi haart: hei si si sécher, dass kee si héiert. Zu hirem Gléck wunnt kee méi an der Stad, soss géif et wuel eng fatzeg Plainte wéinst Lärmbelästegung ginn.

Ech gi lues a lues vu mengem Afterwork wechgedriwwen, do gesinn ech e puer kënneg Gesichter: d’Sam Tanson, d’Taina Boffering. Gehéiert si wierklech zum Marche oder kënnst si einfach grad aus der Chamber? Ech probéieren, dem Sam Tanson eng Fro ze stellen, gero-den op e Selfie a gi vun der Säit vun engem Mann mat „Solidarité“ ugebläert. Ech weise mech solidaresch a verdrécke mech aus dem Fotoradar.

Zwou grandes dames aus der Stad feelen awer bei dësem Opmarsch: d’Lydie a säi kale Schied, d’Corinne Cahen. Um Telefon seet d’Corinne mir, si wéisst net „firwat een den 8. März op d’Strooss geet“. Si wollt sech wuel net solidaresch mat Palästina weisen.

Vun der Police kréien ech finalement confir-méiert, et wieren 1 000 Schnéigléckelcher ënnerwee gewiescht, do bräicht ech keen Artikel driwwer ze schreiwen: dat wiere manner Leit wéi bei engem Fraefutballsmatch am Nationalstadion. Kee Wonner, denken ech, dat Rassemblement war jo ëmmerhin zu enger Zäit, wou ee léiwer op en Afterwork geet.

Ech kann an der Nuecht net schlofen. Ech froe mech, firwat d’Schnéigléckelcher zrëck an d’Stad

komm sinn. Hunn d’Fraen an eiser Gesellschaft villäicht awer nach net all d’Rechter, déi si wëllen? Et gëtt een hinnen de klenge Fanger, an da wëllen se direkt déi ganz Hand, déi Fra-leit. Hätt ech dach nëmme mat méi Männer geschwat, da wier och eppes heibäi rauskomm.

Bei de Kolleegen an der Press gesinn ech op de Fotoen den Dag dono keng Schnéigléckelcher, mee just Damp. Ech fänken u mech ze froen: war dat alles vill Damp ëm näischts?

UNWICHTIGE RANDNOTIZ



Endlech een 8. März ënnert enger CSV-DP Koalitioun. D’JIF-Bündnis, zu deem och d’LSAP, déi Gréng, d’Piraten an déi Lénk gehéieren, huet awer drop verzicht, sech de Batti ze stellen. Well d’Fraen eis all um Häerz leien, dréckt d’Hannerland d’„Revendikatiounen“ vun der JIF fir 2024 hei of.

„Kéint vläit e bëssi besser drop opgepaast ginn, dass déi Saach mat de Fraen méi berücksichtegt gëtt? Mir hunn och Statistiken herausgesicht, fir dass nëmmen net den Androck entsteet, dass mir net sachlech diskutéieren. Déi Statistiken (zur Gewalt, Pensioun, mee awer och ganz wichteg, dass et net genuch Pappecongé fir eis feministesch Helden gëtt!) kéinte vläit ee generell Gefill fir eng gewëss Problematik undeiten. Ouni lo iergend-engem Virwërf maachen ze wëllen oder an der Analyse ze wäit ze goen, fueddere mir ganz konkret: Kann w.e.g. d’Politik beim Ausschaffe vu Gesetzzer e bëssi méi op d’Geschlechter oppassen? Also et muss lo net onbedéngt eppes verbessert ginn, mee vläit kann dat jo iergendwéi erwint ginn. Merci. Sorry.“



HANNERLAND

Ein Produkt von Richtung22

D’WOURECHT HANNERT DEM LAND

LÉIF LIESER, endlech ass Schluss mam Gebläers, Gefiller a Genervs.

Jorelaang hu mir elo nokucke missen, wéi Quoten, Paritéit an aner antidemokratesch Moossnamen versicht hun, eis monddout an onsichtbar ze maachen. Iwwerall op der Welt gouf et ee Kampf tëschent Hysterie versus Rationalitéit, Cancel Culture versus Héichkultur a Feminismus versus de gesonde Mënscheverstand. Och zu Lëtzebuerg si mir net verschount bliwwen vun dësem Ugrëff op westlech Grondwäerter. Mee no der laanger Zäit ouni Hoffnung, geprägt vun engem Kampf vu couragéierte Männer am Ënnergrond an der Form vun RTL-Carte Blancchen, Grabenkämpfe op Facebook an Theaterstécker iwwer al besoffe Männer, déi blären an net wësse wouhi mat hiren Emotiounen, ass d’Zäit vun der Resistenz iwwerstanen – mir hu gewonnen.

Lues a lues erhëlt sech d’Gesellschaft nees vun de Joren un onnatierlechen Experimenten mat der Sprooch – zeréck zum engereschen Maskulinum! Zanter de Walen ass d’Zuel vun de Fraen an der Politik réckleefeg, a Regierung a Parlament kommen se net méi iwwer een Drëttel. Endlech kënnen mir nees an der Ëffentlechkeet eis Employéëen zur Sau maachen a schloen, ouni Konsequenzen ze fäerten. Endlech mussen mir net méi den Teleprompter liesen, mee kënnen nees op der nationaler Télee beim gréissten Event vum Joer, der Eurovision, wesentlech méi erfollegräich Fraen op hiert Ausgesinn an hier Kleeder reduzéieren. Endlech kënnen mir nees mat ëffentlechen Gelder witzeg Reklammen maachen, an deenen Kanner Auto fueren – Meedercher gi Fraen, déi sëch schminken, a Jongen ginn Männer, déi aggressiv tuuten. Just wëll dat eis Natur ass, bedäit dat natierlech net, dass mer eis net zesummerappe kënnen.

Mir hunn eis lang zesummegerappt. Elo ass et riwwer. Fraenthemen sollen eis genee wéi Ëmweltthemen net méi nerven, déi Zäite si riwwer an d’Zäit vun der neier Fräiheet fänkt un.

Mir wenden eise Bléck mat dëser Ausgab vum *Hannerland* also an d’Zukunft F.P.

EN DAG FIR D’FRAEN!

De Ministère de l’Égalité des genres et de la Diversité huet per Communiqué matgedeelt, dass d’Yuriko Backes ee ganzen Dag just de Fraen gewidmet a vill Erkenntnisser gewonnen huet.

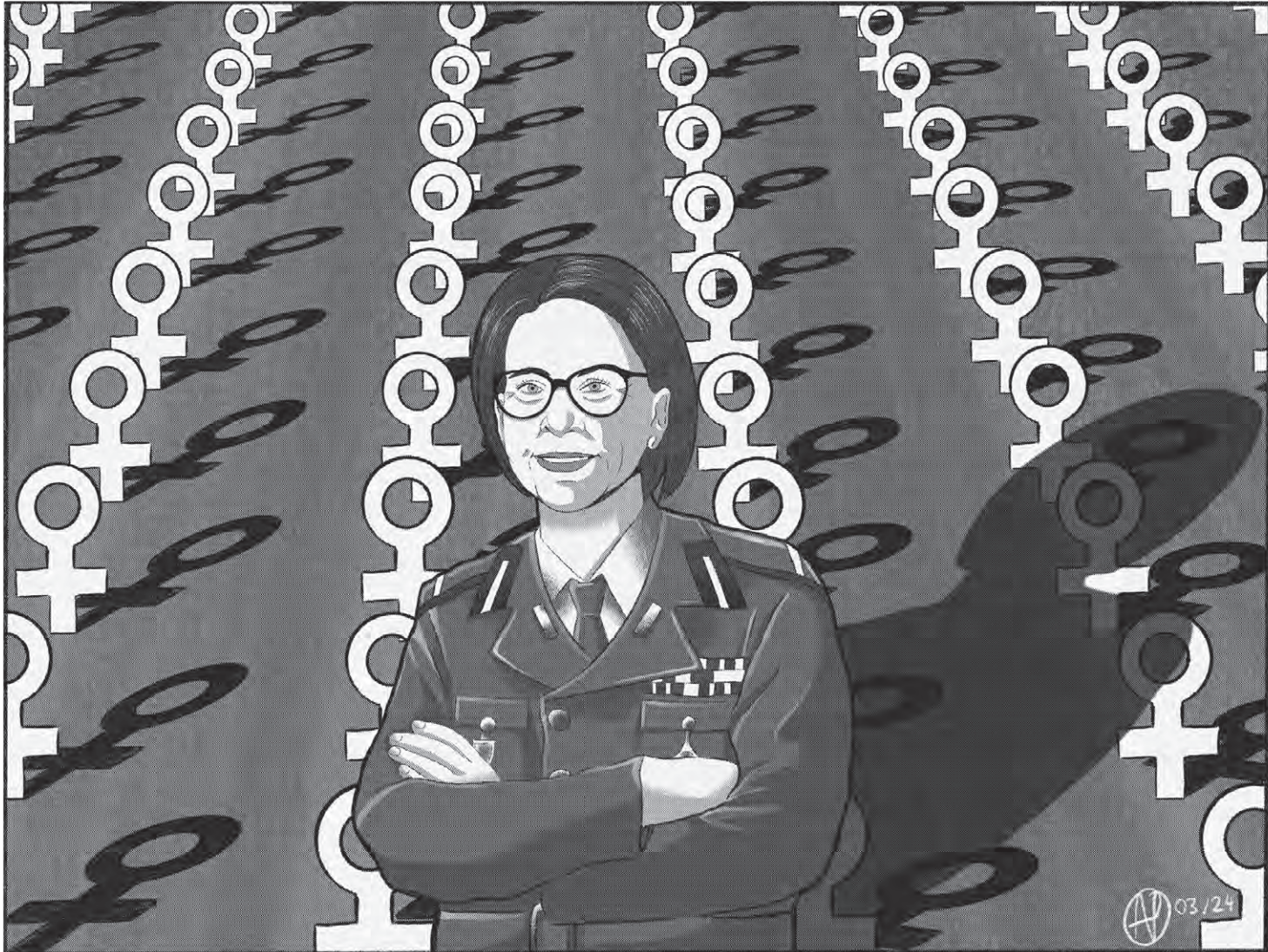
Moies: Arméi. Wann et u Personal feelt, kann een och mol eng Fra rekrutéieren.

Virmëttes: Strooss aweiwen zu Schëtter. Et gouf och an der Vergaangenheet Fraen.

Mëttes: Women@CFL. Siesta, Netflix an Onlinepoker demnächst och fir Fraen.

Nomëttes: Fraenstreik. Méi Fotoen, manner Inhalt.

Owes: Diskussionsronn. Null Toleranz fir Gewalt, maximal Toleranz fir de Claude Meisch.



„FRAEN ENDLECH U KRICHER BEDEELEGEN“

An deene Deeg ronderëm den 8. März berécht d’Press traditionell iwwer Fraen, déi et iergendwéi gepackt hunn, sech an engem typesche Männerberuff duerchzusetzen. Och d’Hannerland setzt sech an fir déi gutt Saach a léist eng Fra un de Mikro. Et géllt dorop hinweisen, wéi exceptionell dat alles ass an dass Fraen jo am Géigesaz zu Männer Kanner hunn. Eng vun deene Fraen mat Kand an engem knallharte Männerberuff ass d’Justizministesche Elisabeth Margue (CSV), eng vun deene wéinege Fraen, déi sech als Politikerin probéieren. Mat der Elisabeth Margue wëlle mir eis un d’Fro rumaachen, firwat nach ëmmer eng esou grouss Majoritéit vun de Mënschen am Prisong, an zwar 95%, männlech ass. An firwat dat awer natierlech net zwéngend op strukturell Problemer an eiser Gesellschaft hiweist. Fir d’Gespräch hu mir eis mam Elisabeth Margue RDV an hierem Justizministerium ginn, wou si de Moment mat

klassescher weiblicher Handaarbecht beschäftegt ass: dem Ausschnide vu roude Kaarten fir de Plazverweis.

Hannerland: Madamm Margue... Mee Moment, Dir sidd guer net d’Justizministesche.

Backes: Also wann ee mech freet, dann kann ech dat och nach maan. Nieft Transport, Arméi a Gläichstellung hätt ech Dënnschdes Nomëttes nach e bëssi Zäit. **Madamm Backes, do läit eng Verwiesslung vir. Mee soit, haaptsaach eng Fra. Mir brauchen een Interview fir de Fraendag mat iergendenger Fra, déi iergendeppes iwwer Fraen seet. Kënnt Dir Iech w.e.g. freeën, dass mir haut un Iech geduecht hunn?**

Ech soen gären eppes iwwer Fraen, zum Beispill iwwer mech selwer. Ech hu mech jo scho mäi ganz Liewen dofir agesat, dass och Fraen dëse Planéit ausbeuten därfen, z.B. andeems ech „Women for Finance“

gegrënnt hunn. Do ass et mir...

Wow, supper. Also Fraen, déi mat Sue schaffen. Mee lo sidd Dir jo awer net méi d’Noutléisung am Finanzministère, mee Arméiministesche. Wéi fillt een sech dann do sou als Fra um Härebiere?

Ech sot et schonn dem **Wort:** „Kriege werden heute nicht mehr nur mit physischer Gewalt geführt, sondern es gewinnt, wer klüger ist als der andere“ – domat mengen ech, dass eben haut och intelligent Fraen den Knäppchen drécken kënnen fir mat Hëllef vun enger intelligenter Dron op eng intelligent Art a Weis Mënschen ze zerfetzen. Och Fraen sollen sech endlech un der Kärdisziplin vum Patriarchat bedeelegen därfen: dem Krich. Den Gläichstellungsministère hunn ech dowéinst direkt mol a mäi Krichsministère geplënnert vir... **Mee Fraen sinn dach elo schonn largement u Kricher bedeelegt. Als Affer?!**

Mir müssen Reklamm dofir maachen, dass an engem Krich net just d’Affer traumatiséiert gi kann, mee och als Täterinnen. Et ass mäi Plang, ugesichts der spannender, also ugespaanter Weltlag och méi Fraen zu professionellen Mäerderinnen auszubilden. Massiv Investitiounen sinn...

Et geet jo awer och ëm déi vill männlech Softskills, déi Fraen léiere missten. Toxesche Männlechkeet zum Beispill.

Et stëmmt, dass mer hei nach ee laange Wee virun eis hunn. Mir müssen d’Virraussetzunge schaffen, dass méi Fraen eng Zukunft an der Arméi fir sech gesinn. Et geet drëms, dat méi Fraen d’Schoul ofbriechen, méi Fraen probéieren sollen, hir Mannerwäertegkeetskomplexer mat Hëllef vu Waffen an Uniformen an de Grëff ze kréien. Dat niddereg Selbstwäertgefill vu Fraen ass do schonn eng gutt Basis. An wa Frae léieren, wéi eng modern Konfliktléisung am Patriarchat ausgesäit, dann klappt et an Zukunft iwweregens och mam Anhale vun der Fraequote am Prisong.



Wetter:



Liebesbriefe an die Redaktion: hannerland@richtung22.org

Preis: 240 LuF.

